



MB92 LA CIOTAT



## **Actualisation de la situation administrative de la société MB92 La Ciotat pour ses activités effectuées sur le chantier naval de La Ciotat (13)**

Dossier de demande d'enregistrement au titre du livre V du code de l'environnement



Rapport n°104688 /Version B – Décembre 2021

## Fiche signalétique

Actualisation de la situation administrative de la société MB92 La Ciotat pour ses activités effectuées sur le chantier naval de La Ciotat (13) – Dossier de demande d'enregistrement au titre du livre V du code de l'environnement

CLIENT	SITE
MB92 La Ciotat	La Ciotat (13)
	CASARIL Silvia – Responsable HSE
Contact	MB92 La Ciotat 46 Quai François Mitterrand 13 600 LA CIOTAT
	Téléphone : 04 42 83 83 00 – Mail : <a href="mailto:silvia.casaryl@mb92.com">silvia.casaryl@mb92.com</a>

RAPPORT D'ANTEA GROUP	
Responsable du projet	Nicolas CONSORTI
Interlocuteur commercial	Nicolas CONSORTI
	Implantation d'Aubagne
Implantation chargée du suivi du projet	04.42.08.70.70 <a href="mailto:secretariat.marseille-fr@anteagroup.com">secretariat.marseille-fr@anteagroup.com</a>
Rapport n°	104688
Version n°	Version B
Votre commande et date	Référence / date : n° 191298616 du 24 décembre 2019
Projet n°	PACP190179

	Nom	Fonction	Date
Rédaction	A. CHABANNES	Ingénieur d'étude	Décembre 2021
Approbation	N. CONSORTI	Chef de projet	Décembre 2021
Relecture qualité	M. MARQUIE	Secrétariat	Décembre 2021

## Suivi des modifications

Indice Version	Date de révision	Nombre de pages	Nombre d'annexes	Objet des modifications
A	Juin 2021	188	7	Version initiale
B	Décembre 2021	207	18	Version B suite remarques DREAL

## Sommaire

<b>1. OBJET DE LA DEMANDE .....</b>	<b>6</b>
1.1. CONTEXTE DE LA DEMANDE.....	6
1.2. ACTIVITES DU SITE .....	6
1.3. REGULARISATION ADMINISTRATIVE.....	9
<b>2. PARTIE A : FORMULAIRE CERFA N°15679*02 .....</b>	<b>12</b>
<b>3. PARTIE B : PIECES JOINTES ASSOCIEES AU FORMULAIRE CERFA .....</b>	<b>13</b>
3.1. PIECE JOINTE N°1 : CARTE DE LOCALISATION AU 1/25 000.....	15
3.2. PIECE JOINTE N°2 : PLAN DES ABORDS A L'ECHELLE 1 / 6 000 .....	17
3.3. PIECE JOINTE N°3 : PLAN D'ENSEMBLE A L'ECHELLE 1/200 .....	20
3.4. PIECE JOINTE N°4 : COMPATIBILITE DES ACTIVITES DE LA SOCIETE MB92 AVEC L'AFFECTATION DES SOLS .....	21
3.5. PIECE JOINTE N°5 : DESCRIPTION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES.....	22
3.6. PIECE JOINTE N°6.A : JUSTIFICATION DE LA CONFORMITE DU SITE AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE DU 12 MAI 2020 (RUBRIQUE 2930 A ENREGISTREMENT).....	26
3.7. PIECE JOINTE N°6.B : JUSTIFICATION DE LA CONFORMITE DU SITE AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE DU 14 DECEMBRE 2013 (RUBRIQUE 2921 A ENREGISTREMENT).....	104
3.8. PIECE JOINTE N°7 : UN DOCUMENT INDIQUANT LA NATURE, L'IMPORTANCE ET LA JUSTIFICATION DES AMENAGEMENTS DEMANDES.....	168
3.9. PIECE JOINTE N°12 : PLANS ET PROGRAMMES DONT LE SITE PEUT RELEVER.....	171
3.10. PIECE JOINTE N°13 : EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000.....	175
3.11. PIECE JOINTE N°18 : INVENTAIRE DES RUBRIQUES ICPE .....	178
3.12. PIECE JOINTE N°19 : GESTION DES EAUX .....	185
3.13. PIECE JOINTE N°20 : GESTION DES REJETS ATMOSPHERIQUES .....	193
3.14. PIECE JOINTE N°21 : GESTION DES EMISSIONS SONORES .....	204
3.15. PIECE JOINTE N°22 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE .....	205

## Table des Annexes

Annexe 1 : Documents démontrant l'antériorité du hangar NEF C et de la cabine de peinture sous la rubrique 2930.1.b

Annexe 2 : Descriptif technique du projet de micro-station d'épuration conteneurisée

Annexe 3 : Fiche technique FT - FDV 3 de filtres en fibres de verre

Annexe 4 : Fiche technique du filtre à charbon actif et caisson de filtration

Annexe 5 : Protocole de suivi des rejets aqueux et résultats des analyses

Annexe 6 : Résultats des analyses des rejets atmosphériques

Annexe 7 : Exemple d'un dispositif complémentaire provisoire pour le traitement des eaux

Annexe 8 : Plan de localisation des produits inflammables sur le site

Annexe 9 : Antériorité et conformité de la NEF C à l'AM du 4 juin 2004

Annexe 10 : Plan de localisation des voies engins pompiers

Annexe 11 : Tests des débits des poteaux incendie

Annexe 12 : Etude ATEX

Annexe 13 : Les plans d'implantation des systèmes de détection incendie de la Nef C et de la cabine de peinture

Annexe 14 : Capacités de confinement

Annexe 15 : Carnet de suivi des tours de refroidissement

Annexe 16 : Résultats des analyses des tours de refroidissement

Annexe 17 : Résultats des mesures sonores

Annexe 18 : Plan de gestion des solvants (2020)

## Table des tableaux

TABEAU 1: PRESENTATION DES PIECES JOINTES ACCOMPAGNANT LE PRESENT DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT.....	14
TABEAU 2 : PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES MENTIONNES AUX 4°, 5°, 17° A 20, 23° ET 24° DU TABLEAU DU I DE L'ARTICLE R.122-17 ET PREVU A L'ARTICLE R.222-36 .....	171
TABEAU 3 : INSTALLATIONS CLASSEES SITE MB92 LA CIOTAT.....	184

## Table des figures

FIGURE 1: LOCALISATION DES ZONES NATURA 2000 LES PLUS PROCHES DU SITE.....	176
FIGURE 2 : IMPLANTATION DES INSTALLATIONS DU CHANTIER NAVAL DE LA CIOTAT.....	186
FIGURE 3: RESEAU D'EAU AU SEIN DE LA GRANDE FORME/ MOYENNE ET GRANDE PLAISANCE.....	187
FIGURE 4 : RESEAU D'EAU AU SEIN DE LA GRANDE FORME .....	188
FIGURE 5: RESEAU D'EAU AU SEIN DES TERRE-PLEINS DE LA GRANDE FORME .....	189
FIGURE 6 : LOCALISATION DES EXUTOIRES DU CHANTIER NAVAL.....	190
FIGURE 7 : LOCALISATION DES EXTRACTEURS DE LA CABINE DE PEINTURE.....	200
FIGURE 8 : EXTRAIT DU PER ETABLI PAR LE SDIS POUR LES CHANTIERS NAVALS DE LA CIOTAT PRESENTANT LES HYDRANTS PRESENTS SUR SITE .....	206

# 1. Objet de la demande

## 1.1. Contexte de la demande

La société BLOHM+VOSS s'est vu attribuer l'occupation de « La Grande Forme » du chantier naval de La Ciotat (13) en septembre 2016. Elle a déposé en 2017 une demande d'examen au cas par cas pour ces activités. **Les éléments du dossier ont permis à l'Autorisation Environnementale de dispenser le projet d'étude d'impact. Le dossier de demande d'autorisation n'a, à ce jour, pas été déposé.**

La société Composite Works dispose de récépissés de déclaration pour ses activités de réparation et de peintures au sein du hangar NEF C (récépissés n°2007-031-D et n°2009-417-D pour la rubrique 2930.1 et 2930.2).

**En 2018, les sociétés BLOHM+VOSS et Composite Works ont été rachetées par la société MB92.** Aujourd'hui, la société MB92 regroupe l'ensemble de ces activités dont la principale reste inchangée, à savoir, l'entretien et la réparation de grands yachts nécessitant notamment la mise en œuvre de peinture.

Suite à une visite d'inspection de la DREAL (courrier n°64.12907 P3 (DC) en date du 26/07/2019), la société MB92 souhaite actualiser sa situation administrative en intégrant l'ensemble des activités réalisées à ce jour sur son site de La Ciotat, tel que la grande forme, la cabine de peinture, les hangars neufs de stockage et d'ateliers, etc.

**La société MB92 doit donc déposer un dossier d'enregistrement.**

**Une première version du dossier a été déposée à la préfecture des Bouches-du-Rhône le 30 juin 2021. Après examen du dossier, la DREAL a transmis à MB92 une demande de complément d'information en date du 23 juillet 2021.**

**Les éléments en bleu dans cette version apportent les réponses à ces observations.**

## 1.2. Activités du site

### Emprise ICPE

Plusieurs sociétés travaillent au sein de l'emprise des chantiers navals de la Ciotat.

La répartition des occupations des terre-pleins est la suivante :

- Moyenne Plaisance : 14 places AOT MB92 et 10 places publiques ;
- Grande Plaisance : 13 places (12 bateaux) AOT Monaco Marine et 4 places publiques ;
- Grande forme : L'AOT MB92 couvre le fond de la demi-forme en amont et les terre-pleins tribord et bâbord ;
- Projet 4000 T : 7 places, une publique (place 1), les autres en AOT MB92.

**Le périmètre ICPE MB92 doit être clairement défini et constant, il correspond donc au périmètre AOT de MB92 sur la moyenne plaisance, la grande forme et le projet 4000 T. Ce périmètre intègre également les bâtiments suivants :**

- La cabine de peinture ;
- Le hangar Nef C ;
- Le hangar Nef 6.

**Toutefois, des activités occasionnelles et temporaires d'entretien et de réparation des bateaux, peuvent être effectuées par la société MB92 sur des places publiques. Cependant, ces places publiques sont en dehors du périmètre ICPE de MB92.**

Concernant les plateformes moyenne et grande plaisance, leur exploitation a également fait l'objet d'une autorisation préfectorale (arrêté préfectoral n°47- 2004-EA pour la Grande Plaisance et arrêté préfectoral n°58-2007-EA pour la Moyenne Plaisance).

Pour la grande forme, les travaux de rénovation de la grande forme ont déjà été réalisés. Ils ont fait l'objet d'un dossier de demande d'autorisation au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement et ont obtenu, à l'issue de l'instruction, un arrêté préfectoral (N°57-2015 EA) autorisant au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement, la Ciotat Shipyards (SEMIDEP – Ciotat) à réaliser les aménagements de sécurisation et de restructuration de la Grande Forme des chantiers Navals de La Ciotat et à l'exploiter.

MB92 dispose d'une convention d'occupation de la grande forme mais La Ciotat Shipyards est et restera en charge de l'exploitation des dispositifs de collecte et de traitement des eaux pluviales et de process (pompes de relevage, station de traitement des eaux, analyses des rejets,...).

Un projet lié à la création d'un ascenseur de 4000 T est actuellement mené par La Ciotat Shipyards, exploitant du chantier naval de la Ciotat. Ce projet a fait l'objet d'une procédure spécifique séparée et d'études indépendantes. Notons que les études environnementales menées portent sur l'ensemble de l'emprise du chantier naval, pour la phase travaux et en exploitation.

La procédure administrative a abouti à un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter le 6 mars 2020. La société MB92 sera amenée à exploiter (convention d'occupation temporaire) dans le cadre de ses activités une partie de ces équipements. Ainsi, cette dernière sera intégrée au présent dossier d'enregistrement.

Par conséquent, aucuns travaux supplémentaires n'est prévu dans le cadre de ce dossier d'enregistrement. Toutes les incidences liées aux travaux du projet 4000 t ont déjà été analysées et réglementées.

**Activités de MB92**

La société MB92 réalise des opérations d'entretien et de réparation des bateaux de plaisance, telles que :

- carénage et arrêt technique ;
- réparation après avaries ;
- travaux d'escale ;
- travaux de réparation ou d'entretien ;
- travaux d'équipements et transformation de tous types.

Dans la forme et sur les terre-pleins, diverses activités de réparation/ entretien/ maintenance sont menées sur les bateaux :

- décapage/nettoyage par jet d'eau haute pression ou sablage ou grenaillage ;
- peintures, soudures ;
- récupération des déchets des bateaux ;
- vidange des eaux usées domestiques des bateaux vers le réseau d'eaux usées du site ou par des sociétés spécialisées ;
- vidange des eaux de fond de cale des bateaux par une société spécialisée.

Une activité de peinture au sein d'une cabine (peinture de petites et moyennes pièces, peinture de l'ensemble d'une structure d'un bateau). Des opérations d'entretien et de réparation des bateaux peuvent également avoir lieu dans cette cabine.

Dans le hangar Nef 6 est réalisé essentiellement du stockage d'outillage, d'éclairages et de consommables.

Dans le hangar Nef C se trouvent des espaces de stockage et d'entreposage (magasin et bateaux en attente de réparation/peinture) et les ateliers (chaudronnerie, atelier composites/salle blanche, atelier mécanique/usinage et atelier menuiserie).

Aucune activité de peinture n'a lieu dans ce hangar.

Le site dispose également d'un local de ponçage dans le hangar Nef C au niveau de l'activité « Composite ».

MB92 exploite également une petite salle mélange et stratification au niveau de l'atelier « Composite ».

Les opérations effectuées sur les bateaux sont réalisées en partie par des sociétés sous-traitantes.



### 1.3. Régularisation administrative

**Au vu des éléments précédemment développés, le présent dossier d'enregistrement correspond à une régularisation administrative de ce site vis-à-vis du code de l'environnement.** Sur un plan administratif, le site est donc un « établissement classé » soumis à enregistrement au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) pour ses activités de maintenance et d'entretien de bateaux de plaisances, et plus précisément au titre des rubriques 2930.1.a et 2930.2.a.

Pour la rubrique 2921.a, la puissance thermique évacuée maximale est actuellement inférieure à 3000 kW, ainsi l'installation est soumise à déclaration. Cependant l'augmentation d'activité qui aura lieu avec la nouvelle plateforme ATLAS, aura comme conséquence une augmentation des besoins en puissance thermique et en conséquence, le dépassement du seuil d'enregistrement.

Les activités de réparations et entretien, autres que celles de peinture, effectuées dans le hangar NEF C et la cabine de peinture, sont existantes et déjà déclarées sous la rubrique 2930 (Récépissé du 05/04/2007, cf annexe 1). **Aucune modification n'est envisagée pour ces activités.**

Toutefois, les critères de prise en compte des surfaces dans cette rubrique ont été modifiée par la réglementation. La notion d'atelier au sens de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement désigne le lieu où l'activité est exercée, que celle-ci soit permanente, temporaire ou occasionnelle et que le lieu soit un espace couvert ou non. Par conséquent, la surface de la forme est également à inclure ainsi que tous les emplacements extérieurs des plateformes et des quais. **Ainsi ces activités réalisées sous la rubrique 2930.1 bénéficient donc de l'antériorité. Le changement de régime ICPE de la rubrique 2930.1 est lié à une modification de la législation et non à une augmentation d'activité du site pour la rubrique 2930.1.**

Les activités de peintures effectuées dans la cabine de peinture sont existantes et déjà déclarées sous la rubrique 2930.2 (déclaration faite le 22/10/2009, complétée le 06/03/2010 et récépissé le 08/12/2014 pour l'activité cabine de peinture : cf annexe 1). **MB92 souhaite une augmentation de la capacité de l'activité peinture ce qui engendre un classement de cette rubrique sous le régime de l'enregistrement.**

**Afin de régulariser la situation, il est nécessaire de déposer une demande d'enregistrement au titre des articles R.512-46-1 et suivants du Livre V relatif aux ICPE du Code de l'environnement pour les rubriques 2921.a et 2930.2.a, objet du présent dossier.**

Le site est également soumis à déclaration avec contrôle au titre des rubriques 1434-1-b, 1978.8, 2910-A.2. Pour ces activités n'ayant pas fait l'objet d'une déclaration ICPE à l'administration, des dossiers de déclaration seront déposés à la préfecture.

Le Classement sous le régime de l'enregistrement ICPE nécessite en particulier que les activités réalisées répondent aux dispositions prescrites par :

- l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (*installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air*) ;
- l'arrêté du 12/05/20 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 (*Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie*)

Cette conformité, vis-à-vis de ces différents arrêtés, est justifiée dans le cadre du présent dossier d'enregistrement, qui répond en outre au contenu requis par l'article R.512-46-1 et suivant du code de l'environnement et à la circulaire du 22 septembre 2010 relative à la mise en œuvre du régime de l'enregistrement.

**Ce dossier d'Enregistrement est conforme, dans son fond et dans sa forme, aux exigences réglementaires définies aux R. 512-46-3 et 4 du code de l'environnement et comprend notamment les éléments suivants du Code de l'Environnement :**

- L'identité du demandeur ;
- L'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée ;
- La description, la nature et le volume des activités que le demandeur se propose d'exercer ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dont l'installation relève
- Une description succincte des incidences notables qu'il est susceptible d'avoir sur l'environnement ;
- Les plans réglementaires suivants :
  - **Une carte au 1/25 000** sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation ;
  - **Un plan, à l'échelle de 1/2 500 au minimum**, des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres ;
  - **Un plan d'ensemble, à l'échelle de 1/1000 au minimum**, indiquant les dispositions de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants, le tracé des réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau. Une échelle plus réduite peut, à la requête du pétitionnaire, être admise par l'administration ;
- Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités du site avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan local d'urbanisme ;
- L'évaluation simplifiée des incidences Natura 2000 ;
- Les capacités techniques et financières de l'exploitant ;

- Un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation en vertu du présent titre, notamment les prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées en application du I de l'article L. 512-7 ;
- Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du site avec les plans, schémas et programmes mentionnés aux 4°, 5°, 17° à 20°, 23° et 24° du tableau du I de l'article R. 122-17 ainsi qu'avec les mesures fixées par l'arrêté prévu à l'article R. 222-36.

Ces différentes informations sont présentées dans ce dossier et organisées comme suit :

- **Partie A : formulaire CERFA n°15679\*02 comportant les éléments suivants :**
  - Identité du demandeur,
  - Emplacement du site,
  - Description, nature et volume des activités – rubriques ICPE,
  - Description succincte des incidences notables que le site est susceptible d'avoir sur l'environnement ;
- **Partie B : pièces jointes associées au formulaire CERFA :**
  - Cartes et plans,
  - Compatibilité du site avec l'affectation des sols prévue par le plan local d'urbanisme,
  - Situation vis-à-vis des zones NATURA 2000,
  - Capacités techniques et financières de l'exploitant,
  - Justification de la conformité des activités vis-à-vis des arrêtés ministériels en vigueur (rubriques 2921.a et 2930) de la nomenclature des ICPE,
  - Plans et programmes dont le site peut relever,
  - Description des mesures des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets du projet sur l'environnement ou la santé humaine.

## 2. Partie A : Formulaire CERFA n°15679\*02

(12 pages-format A4 : hors texte)

### 3. Partie B : Pièces jointes associées au formulaire CERFA

Le tableau ci-dessous présente les pièces jointes accompagnant le présent dossier de demande d'enregistrement et nécessaires à son instruction :

Pièces Jointes		Présence / Justification
Pièces obligatoires pour tous les dossiers		
<b>PJ n°1</b>	Carte au 1/25 000 sur laquelle est indiqué l'emplacement de l'installation	<b>Oui</b>
<b>PJ n°2</b>	Plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres.	<b>Oui</b>
<b>PJ n°3</b>	Plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau	<b>Oui</b> Demande de dérogation pour une échelle au 1/1000
<b>PJ n°4</b>	Document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités du site avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par plan local d'urbanisme	<b>Oui</b>
<b>PJ n°5</b>	Description des capacités techniques et financières	<b>Oui</b>
<b>PJ n°6.a</b>	Document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation	<b>Oui</b> Justification de la conformité du site aux prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013 (rubrique 2921 à enregistrement)
<b>PJ n°6.b</b>	Document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation	<b>Oui</b> Justification de la conformité du site aux prescriptions de l'arrêté du 12 mai 2020 (rubrique 2930 à enregistrement)

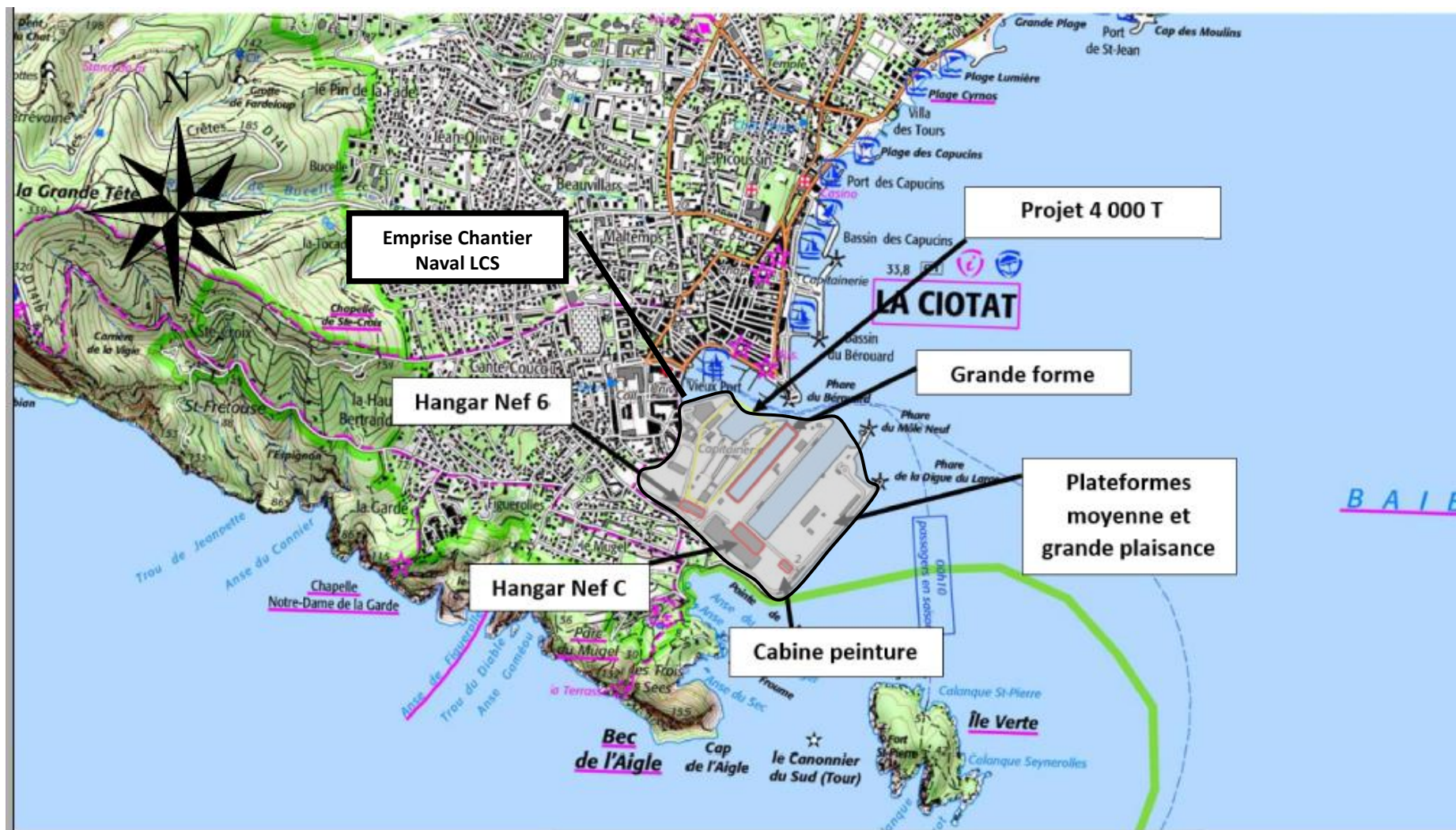
Pièces Jointes		Présence / Justification
Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du site		
PJ n°7	Document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés	<b>Oui</b> <b>Justification des demandes des dérogations</b>
PJ n°8	Avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation	<b>Non</b> Il ne s'agit pas d'un site nouveau. Le site est existant. Aucune modification d'emprise foncière n'est réalisée. Rappelons que le dossier consiste en une régularisation administrative.
PJ n°9	Avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation	
PJ n°10	Justification du dépôt de la demande de permis de construire	<b>Non</b> Aucune modification du site existant n'est envisagée. Il ne s'agit pas d'un site nouveau. Rappelons que le dossier consiste en une régularisation administrative.
PJ n°11	Justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement.	<b>Non</b> Aucune modification du site existant n'est envisagée. Il ne s'agit pas d'un site nouveau. Rappelons que le dossier consiste en une régularisation administrative.
PJ n°12	Éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du site avec les plans, schémas et programmes mentionnés aux 4°, 5°, 17° à 20°, 23° et 24° du tableau du I de l'article R. 122-17 ainsi qu'avec les mesures fixées par l'arrêté prévu à l'article R. 222-36	<b>Oui</b>
PJ n°13	Evaluation des incidences Natura 2000	<b>Oui</b>
Autres pièces volontairement transmises par le demandeur		
PJ n°18	Inventaire des rubriques ICPE	<b>Oui</b>
PJ n°19	Gestion des eaux	<b>Oui</b>
PJ n°20	Gestion des rejets atmosphériques	<b>Oui</b>
PJ n°21	Gestion des émissions sonores	<b>Oui</b>
PJ n°22	Moyens de lutte contre l'incendie	<b>Oui</b>

**Tableau 1: Présentation des pièces jointes accompagnant le présent dossier de demande d'enregistrement**

### **3.1. Pièce jointe n°1 : Carte de localisation au 1/25 000**

(1 page – format A3)





**Plèce jointe n° 1**  
**Plan de situation**

**Légende**

- Installations exploitées pas MB92
- Projet 4 000 T

ANTEAGROUP



**MB92 La Ciotat (13)**  
**Dossier de demande d'enregistrement au titre**  
**du livre V du code de l'environnement**

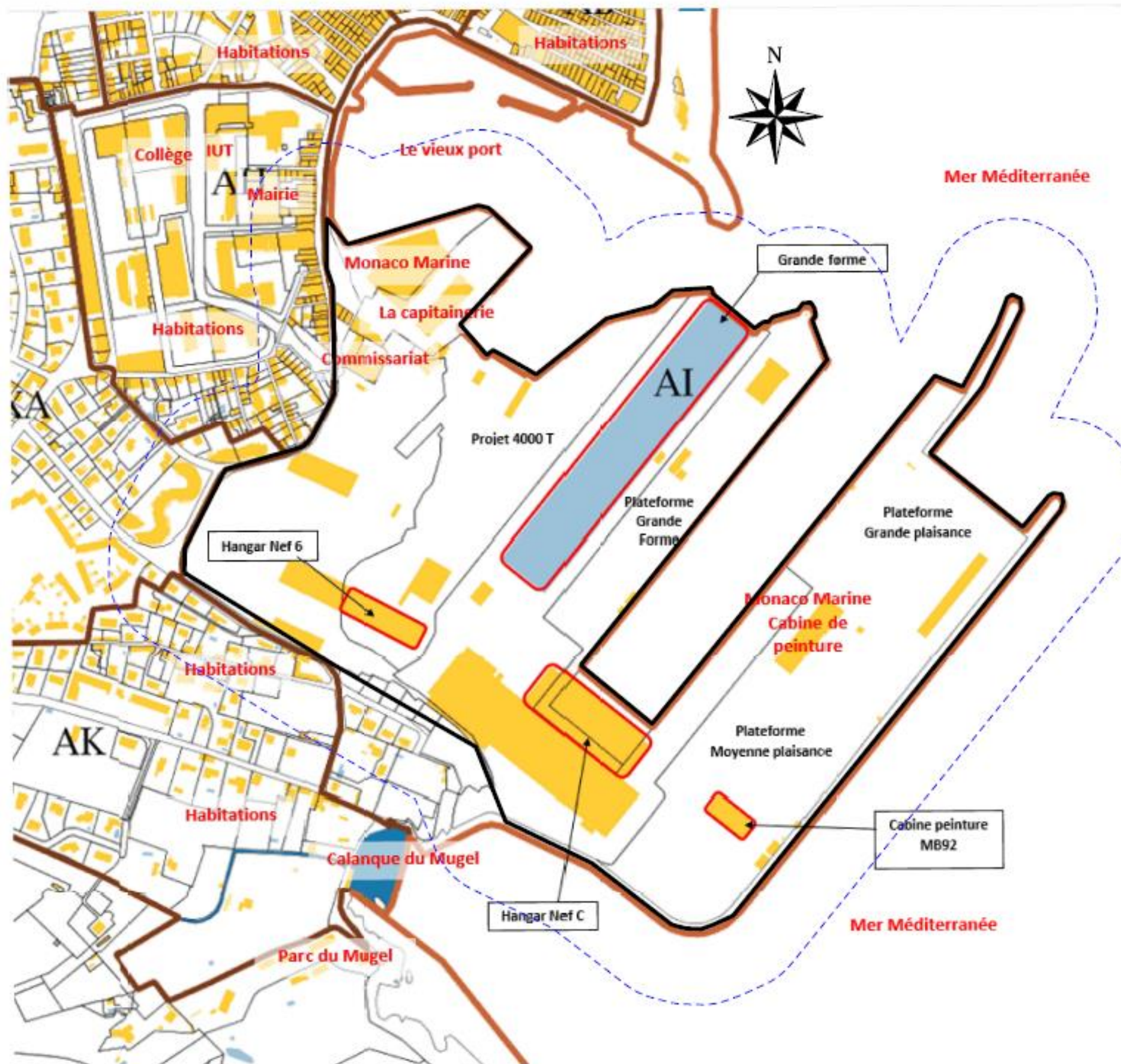
A	Juin-20	A. CHABANNES	1 / 25 000
Rév.	Date	Auteur	Echelle
Type de document : A4		Identification : PACP190179	
Partie : 1/1			



### 3.2. Pièce jointe n°2 : Plan des abords à l'échelle 1 / 6 000

(1 page – format A3)

**Demande de dérogation : Le plan des abords est fourni au 1/ 6000<sup>ème</sup> afin de pouvoir intégrer l'emprise complète du chantier naval de la Ciotat sous un format A3. Une échelle plus fine n'est pas nécessaire à l'identification des installations, ni à la bonne compréhension du site.**



## Légende

- Installations exploitées pas MB92
- Emprise du chantier naval
- Périmètre des 100 mètres

ANTEAGROUP

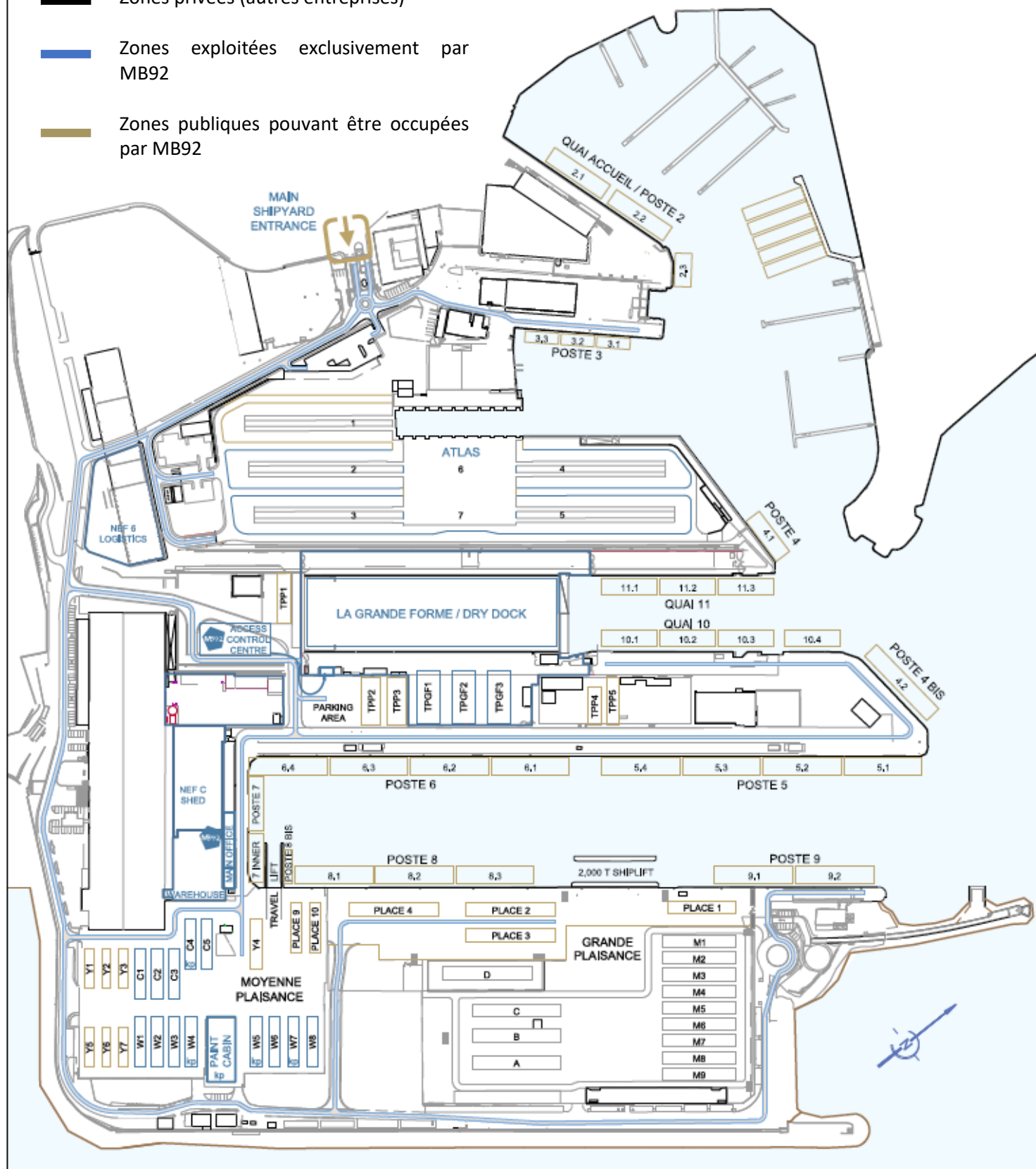
**MB92 La Ciotat (13)**  
*Dossier de demande d'enregistrement au titre  
 du livre V du code de l'environnement*

A	Juln-20	A. CHABANNES	1 / 6 000
Rév.	Date	Auteur	Echelle
Type de document : A3		Identification : PACP190179	
Partie : 1/1			



## Plan des emprises exploitées par MB92 intégrant le projet 4000 T

- Zones privées (autres entreprises)
- Zones exploitées exclusivement par MB92
- Zones publiques pouvant être occupées par MB92



### **3.3. Pièce jointe n°3 : Plan d'ensemble à l'échelle 1/200**

(1 plan au format A0 – hors texte)

**Demande de dérogation : Le plan de masse est fourni au 1/1000<sup>ème</sup> afin de pouvoir intégrer l'emprise complète du chantier naval de la Ciotat pour une meilleure compréhension.**

### **3.4. Pièce jointe n°4 : Compatibilité des activités de la société MB92 avec l'affectation des sols**

Les installations de la société MB92 sont implantées au sein du chantier naval de la commune de La Ciotat dont l'urbanisme est régi par un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du territoire Marseille Provence approuvé le 19 décembre 2019.

Le site MB92 est implanté en zone UEsC2 « Chantiers navals de La Ciotat ». Dans cette zone sont autorisées les constructions, activités, usages et affectations des sols nécessaires au fonctionnement des ports et/ou liés aux activités portuaires, maritimes, nautiques ou balnéaires.

Pour rappel, la présente demande concerne une régularisation administrative d'un site existant. De ce fait, aucune modification du site n'est envisagée. Aucun permis de construire ne sera demandée.

**Le site, déjà existant, respecte les règles d'urbanisme actuellement applicables sur la commune de La Ciotat.**

### **3.5. Pièce jointe n°5 : Description des capacités techniques et financières**

Les capacités techniques et financières de la société MB92 La Ciotat sont présentées dans les paragraphes ci-dessous.

#### **Capacités techniques**

MB92 La Ciotat est un chantier de réparation navale faisant partie du groupe MB92. Ce groupe leader de chantiers navals dédiés à l'entretien des superyachts, gère certains des projets de refit et de réparation les plus exigeants du marché avec un personnel permanent et expérimenté de professionnels spécialisés.

Les chantiers navals MB92 sont situés à deux endroits stratégiques et complémentaires : la ville dynamique de Barcelone, qui est une escale stratégique pour les yachts dans leur voyage entre la Méditerranée et les Caraïbes, et La Ciotat, le plus grand centre de refit de superyachts, à proximité des plus luxueux terrains de croisière du monde sur la Côte d'Azur.

MB92 La Ciotat a démarré son activité sous le nom de « Compositeworks » sur les anciens chantiers de la Normed en 1997 avec la construction d'un voilier en composite pour le propriétaire d'un célèbre mégayacht. Progressivement, cette activité de construction a laissé place à la rénovation, un travail aussi exigeant que la construction neuve.

Le groupe MB92 a été créé en 2017 suite à l'acquisition par MB92 Barcelona des chantiers navals de Compositeworks et Blohm+Voss à La Ciotat, dans le sud de la France. En 2018, la fusion de ces deux entreprises Ciotadennes s'est conclue par la création de MB92 La Ciotat à l'automne, qui, avec MB92 Barcelona, constituent la base du groupe MB92. En septembre 2019, MB92 a été acquis par Squirle Capital, une société européenne d'investissement alternatif concentré sur le capital-investissement et l'immobilier « value-add », une étape importante pour le développement de la société.

MB92 La Ciotat a enregistré une forte progression de ses effectifs, passés de 89 en 2015 à plus de 130 aujourd'hui, soit une progression de 50%. De surcroît, le chiffre d'affaires attribué au réseau de sous-traitants de MB92 permet le maintien ou la création d'environ 800 emplois indirects qui interviennent sur le site de la Ciotat. Comme pour les emplois directs, ce chiffre a enregistré une très forte progression de plus de 400% depuis 6 ans.

Installé depuis 1998 à La Ciotat, MB92 est au cœur de la dynamique de reconversion et participe à son rayonnement. Outre les retombées directes et indirectes, le chantier génère des retombées induites significatives. Elles émanent à la fois de l'activité de réparation/maintenance et de celle du stationnement des yachts. Les retombées induites proviennent ainsi de plusieurs acteurs qui consomment sur le territoire de manières différentes selon qu'ils résident à La Ciotat de manière permanente (salariés MB92 et sous-traitants) ou momentanée (équipages des yachts).

Au-delà de ses compétences propres, MB92 s'appuie également sur un tissu de sous-traitants pour des travaux spécifiques. En 2019, 43 millions d'euros ont ainsi été réparti parmi plus de 1000 fournisseurs, dont 36,3M€ de sous-traitance sur près de 500 entreprises. La répartition géographique démontre par ailleurs que la croissance de MB92 a favorisé l'émergence d'un tissu de sous-traitants à La Ciotat, qui reçoit près de 26% du chiffre d'affaires redistribué.

Ainsi, la présence de MB92, son développement et son réseau, contribuent à renforcer l'attractivité du site de La Ciotat pour l'accueil de nouvelles entreprises spécialisées. Nombreux de nos sous-traitants internationaux comptent par ailleurs s'installer au sein du site (dans le « yachting village » par exemple) afin de se rapprocher. Cette dynamique en cours participe de manière significative à faire de La Ciotat une destination incontournable du yachting dans le monde.

### **MB92 La Ciotat : Plan d'action « Développement Durable »**

MB92 la Ciotat, chantier leader dans la réparation et la maintenance des yachts d'exception, a annoncé aujourd'hui le lancement de leur plan « Développement durable » prévu sur 5 ans et engageant un budget initial de 3,3M€.

Depuis plusieurs années, MB92 s'attache à adopter et faire adopter des pratiques plus respectueuses de l'environnement. Ainsi, en 2020, le groupe MB92 (composé de MB92 Barcelona et MB92 La Ciotat) a décidé de se donner les moyens de placer le développement durable au cœur de sa stratégie.

Les efforts seront concentrés sur six domaines clés :

- la réduction de l'empreinte carbone et les émissions de gaz à effet de serre,
- la réduction des déchets non recyclables,
- la réduction des émissions de Composés organiques Volatiles (COV)
- l'amélioration de la qualité de l'eau des ports et de la mer Méditerranée
- la responsabilité sociale et sociétale.

Le plan a été établi selon les objectifs fixés par l'Agenda 2030 des Nations unies en faveur du développement durable en s'articulant autour de nombreuses initiatives durables.

« Le chemin qui nous attend est long et il existe de nombreux défis à relever qui impliqueront des changements majeurs non seulement pour notre entreprise, mais aussi dans la gestion de notre chaîne d'approvisionnement ainsi que dans la nature des solutions que nous proposons à nos clients », a déclaré Ben Mennem, président directeur-général de MB92 La Ciotat. « Les problèmes auxquels nous sommes confrontés dans notre industrie sont tout simplement trop nombreux et trop vastes pour les affronter seul. Nous devons donc tous travailler ensemble pour évoluer, le plus rapidement possible, vers un avenir plus durable »

**Engagements locaux et internationaux :** Dans le cadre de ce plan, MB92 La Ciotat a noué des alliances avec des organisations locales et internationales telles que la Water Revolution Foundation, les associations Aquapassion et WeOcean à la Ciotat et le label Empl'itude valorisant les actions et les bonnes pratiques en matière d'emploi, de ressources humaines et d'engagement sociétal.

Un large éventail d'initiatives : Un budget initial de 3,3M€ a été réservé pour les cinq prochaines années, permettant au chantier d'atteindre ses objectifs, avec une part très importante dédiée à des améliorations permettant de réduire l'impact de son activité sur l'environnement.

Les actions ont commencé en 2020 avec l'installation du plus grand système d'extinction incendie à mousse à haut foisonnement de France qui permet d'éteindre un éventuel incendie en moins de 5 minutes sans générer d'effluents non maîtrisés portant atteinte à l'environnement.

*Des installations de chantier plus respectueuses de l'environnement* : Par exemple, en ce moment, MB92 La Ciotat a engagé des recherches sur un nouveau système de filtration des COV et travaille en étroite collaboration avec La Ciotat Shipyards sur des projets visant à améliorer et à mieux maîtriser le traitement des eaux de rejets, le raccordement des yachts au réseau électrique terrestre et à aménager les quais afin de connecter les Yachts au réseau publique de traitement des eaux usées.

En outre, l'entreprise investit plus de 40 millions d'euros dans le futur ascenseur à bateau Atlas de 4 300 tonnes, doté d'un système de traitement des eaux de carénage très performant offrant une meilleure maîtrise des rejets et une réduction significative des substances rejetées bien en deçà des seuils réglementaires ; mais aussi, intégrée dans les nouveaux quais d'Atlas, la plus grande nurserie portuaire à poissons du monde. Ainsi, nous pourrions fournir à nos clients des installations portuaires encore plus performantes et respectueuses de l'environnement.

MB92 La Ciotat souhaite également mettre en place un nouvel outil d'évaluation de l'empreinte écologique des yachts (YAT), actuellement en cours de développement par MB92 Barcelona en partenariat avec la Water Revolution Foundation. Cet outil permettra à l'entreprise d'évaluer l'impact écologique généré par son activité et par les yachts de ses clients afin de proposer et de mettre en place des solutions adaptées réduisant les impacts mesurés durant leur séjour au chantier. Ainsi, MB92 s'engage à être force de proposition auprès de ses clients afin d'aider ces derniers à mieux appréhender l'impact environnemental généré par les travaux effectués à leur bord et leur offrir la possibilité d'apporter une contribution financière équivalente aux nuisances environnementales générées par ses travaux mesurée par l'outil YAT afin de participer à la régénération des écosystèmes marins.

**Responsabilité sociale et sociétale** : La société est également engagée dans plusieurs actions sociales et sociétales notamment à travers le label Empl'itude favorisant l'accès à l'emploi et l'insertion professionnelle. Il s'agit entre autres de mener une politique de recrutement inclusive, proposant des opportunités de recrutement et de formation aux personnes en cours de réinsertion ou en situation de handicap.

Enfin, afin de suivre les évaluations issues de l'outil YAT ainsi que les actions engagées, un comité de pilotage a été mis en place composé de représentants de chaque département (HSE, Achats, RH, gestion de projets, commercial,...). Sa principale mission est de surveiller la progression des actions engagées, d'en proposer de nouvelles afin d'alimenter et d'animer son plan de management environnementale et rendre compte des progrès réalisés.



### Capacités financières

Le tableau suivant présente les capacités financières du groupe MB92.



#### DONNEES FINANCIERES 2018-2022

	2018	2019	2020	2021
Capital social en fin d'exercice	1 100 000	2 927 250	4 527 250	9 327 250
Chiffre d'affaires	42 319 405	63 490 503	53 443 975	62 563 600
Résultat avant impôts, participation, amortissement et provisions	1 440 245	4 847 064	2 731 472	4 215 110
Résultat après impôts, participation, amortissement et provisions	280 382	3 258 017	750 518	1 497 482
Effectif moyen	108	127	130	139
Masse salariale	5 357 507	6 781 851	6 131 463	6 678 256
Investissements	1 720 179	33 111 883	1 595 198	6 695 760

### **3.6. Pièce jointe n°6.a : Justification de la conformité du site aux prescriptions de l'arrêté du 12 mai 2020 (rubrique 2930 à enregistrement)**

En 2018, les sociétés BLOHM+VOSS et Composite Works ont été rachetées par la société MB92. Suite à une visite d'inspection de la DREAL (courrier n°64.12907 P3 (DC) en date du 26/07/2019), la société MB92 souhaite actualiser sa situation administrative en intégrant l'ensemble des activités réalisées à ce jour sur son site.

**Le périmètre ICPE correspond au périmètre AOT de MB92 :**

- **Moyenne Plaisance : 14 places AOT MB92 ;**
- **Grande forme : L'AOT MB92 couvre le fond de la demi-forme en amont et les terre-pleins tribord et bâbord ;**
- **Projet 4000 T : 6 places AOT MB92.**

**Ce périmètre intègre également les bâtiments suivants :**

- **La cabine de peinture ;**
- **Le hangar Nef C ;**
- **Le hangar Nef 6.**

Rappelons que l'exploitation de la cabine de peinture et du hangar Nef C (activités exercées anciennement par Composite Works) sont actuellement autorisées (récépissés de déclaration) :

- 05/04/2007 (Atelier – Nef C, rubrique 2930) : cf annexe 1
- 08/12/2014 pour l'activité cabine de peinture (rubrique 2930). cf annexe 1

**Ainsi les activités réalisées sous la rubrique 2930.1 bénéficient de l'antériorité. Aucune modification n'est envisagée pour ces activités. Le changement de régime ICPE de la rubrique 2930.1 est lié à une modification de la législation et non à une augmentation d'activité du site pour la rubrique 2930.1.**

Les activités de peintures effectuées dans la cabine de peinture sont existantes et déjà déclarées sous la rubrique 2930.2 (récépissé du 08/12/2014).

**MB92 souhaite une augmentation de la capacité de l'activité peinture dans cette cabine et que sur l'ensemble du site. L'activité peinture passe donc sous le régime de l'enregistrement.**

La grande forme a fait l'objet d'une demande d'autorisation loi sur l'eau avec un dépôt de dossier en préfecture en date du 14 avril 2015 pour :

- la réalisation des aménagements de la Grande Forme ;
- l'exploitation de la grande forme.

Cette demande a été portée par la Ciotat Shipyards (Ex SEMIDEP) et a fait l'objet d'un arrêté préfectoral, en date du 27 octobre 2015, autorisant la Ciotat Shipyards à réaliser ces travaux et l'exploitation de la forme.

MB92 dispose d'une convention d'occupation de la grande forme mais La Ciotat Shipyards est et restera en charge de l'exploitation des dispositifs de Collecte et de traitement des eaux pluviales et de process (pompes de relevage, station de traitement des eaux, analyses des rejets,...).

Concernant la plateforme moyenne plaisance, son exploitation a également fait l'objet d'une autorisation préfectoral (arrêté préfectoral n°58-2007-EA pour la Moyenne Plaisance).

Un projet lié à la création d'un ascenseur de 4000 T est actuellement mené par La Ciotat Shipyards, exploitant du chantier naval de la Ciotat. Ce projet a fait l'objet d'une procédure spécifique séparée et d'études indépendantes, et a abouti à un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter le 6 mars 2020. L'exploitation de cette structure par MB92 est intégrée au présent dossier.

La société MB92 exploitera une partie des équipements de ce projet (convention d'occupation) mais la Ciotat Shipyards restera en charge de l'exploitation des dispositifs de collecte et de traitement des eaux pluviales et de process (pompes de relevage, station de traitement des eaux, analyses des rejets,...).

Aucuns travaux supplémentaires n'est prévu dans le cadre de ce dossier d'enregistrement. Toutes les incidences liées aux travaux du projet 4000 t ont déjà été analysées et réglementées.

Aucuns travaux n'est envisagé dans le cadre de la présente demande. Aucune modification du mode d'exploitation, ni des activités exercées n'est envisagé sur le site.  
**La présente demande porte uniquement sur une régularisation administrative du site liée à une augmentation de l'activité peinture.**

*L'activité principale de la société MB92 est liée à l'entretien et à la réparation de grands yachts nécessitant notamment la mise en œuvre de peinture. Au vu de cette activité, le site est soumis à Enregistrement au titre de la rubrique 2930.*

L'arrêté du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 (Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement présente l'ensemble des prescriptions réglementaires que doit respecter le site.

**La justification de la conformité du site aux prescriptions de cet arrêté du 12 mai 2020 (rubrique 2930 à enregistrement) est présentée dans le tableau suivantes.**

*Rappelons que le site est également soumis à Enregistrement au titre de la rubrique 2921 pour ses activités secondaires liés à l'usage de tours aéroréfrigérantes. La conformité du site, vis-à-vis de cette rubrique, sera étudiée, mais ne fera référence qu'à cette activité spécifique*

#### Légende du tableau

**C : Conforme dans la situation actuelle ou suite à des aménagements proposés**

**NC : Non conforme : demande de dérogation à faire**

**SO : Sans objet : non applicable**

Dispositions réglementaires			C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
Chapitre Ier : Dispositions générales						
<p><b>Article 1.1</b></p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique 2930.</p> <p>Le présent arrêté s'applique aux installations nouvelles enregistrées à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Les installations existantes sont les installations régulièrement autorisées en application d'un arrêté d'autorisation ou bénéficiant de l'<a href="#">article L. 513-1 du code de l'environnement</a> à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations existantes dans les conditions précisées en annexe I. Les prescriptions constructives auxquelles les installations existantes sont déjà soumises en application d'un arrêté préfectoral d'autorisation demeurent, le cas échéant, applicables.</p>			X			<p>Les installations de peinture de la société MB92 concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les emplacements situés dans la Grande forme et les places d’occupation temporaire (AOT) sur terre-pleins des plateformes (4000 T, grande forme et moyenne plaisance). Ces opérations se font<ul style="list-style-type: none"><li>○ sous cocon, si application par pulvérisation,</li><li>○ à l’air libre seulement si application au rouleau/pinceau.</li></ul></li><li>• La cabine de peinture (une grande cabine pour les bateaux et un local pour la peinture des petites pièces).</li></ul> <p>Des opérations d’entretien/maintenance peuvent également être effectuées sur ces emplacements extérieurs, ainsi que dans le hangar Nef C et dans la cabine de peinture.</p> <p>Le site dispose également d’un local de ponçage dans le hangar Nef C au niveau de l’activité « Composite ».</p> <p>Les activités de peintures dans la cabine de peinture sont existantes et déjà déclarées sous la rubrique 2930 (Récépissé du 08/12/2014).</p> <p>Les activités de réparations et entretien, autres que celles de peinture, sont déjà déclarées et sont donc considérées comme existantes (pas de modifications de ces activités). Ainsi ces activités réalisées sous la rubrique 2930.1 bénéficient donc de l’antériorité.</p> <p>Le changement de régime ICPE de la rubrique 2930.1 est lié à une modification de la législation et non à une augmentation d’activité du site pour la rubrique 2930.1. <b>Un audit de contrôle périodique des ICPE sous la rubrique 2930 a été réalisé en 2019.</b></p>
Date d'entrée en vigueur du présent arrêté + 6 mois	Date d'entrée en vigueur du présent arrêté + 1 an	Date d'entrée en vigueur du présent arrêté + 2 ans				
<a href="#">Articles 3.1 à 3.4, 4.6, 5.1.2 (sauf le 4e alinéa), 5.3, 10.1 et 10.2</a>	<a href="#">Articles 4.1, 4.13, 4.14 et 6.1</a>	<a href="#">Articles 4.7 à 4.8, 4.10, 4.11, 5.9, 5.10, 6.7, 8 et 9</a>				
<p>Dans le cas d'une extension d'une installation existante nécessitant un nouvel enregistrement en application de l'<a href="#">article R. 512-46-23 du code de l'environnement</a></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les articles 2.1, 4.2, 4.3 et 6.4 ne s'appliquent qu'à la partie constructive de l'extension. Les locaux existants restent, pour ces articles, soumis aux dispositions antérieures ;</li><li>- les autres articles sont applicables à l'ensemble de l'installation.</li><li>- les autres articles sont applicables à l'ensemble de l'installation.</li></ul>						

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<p><b>Article 1.2 : Définitions</b></p> <p>« Réfrigération en circuit ouvert » : tout système dans lequel les eaux de refroidissement sont rejetées dans le milieu naturel après prélèvement ou dans le réseau d'assainissement.</p> <p>« Substances ou mélanges dangereux » : substance ou mélange classé suivant les classes et catégories de danger définies à l'annexe I, parties 2, 3 et 4 du règlement CLP.</p> <p>« Composé organique volatil (COV) » : tout composé organique ainsi que la fraction de créosote ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa ou plus à une température de 293,15 K ou ayant une volatilité correspondante dans les conditions d'utilisation particulières.</p> <p>« Emergence » : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation).</p> <p>« Zones à émergence réglementée » :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;</li> <li>- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ;</li> <li>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés.</li> </ul>			X	Sans objet
<p><b>Article 1.3 : Conformité de l'installation.</b></p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.</p>	X			Cf plans joints dans le présent dossier d'enregistrement

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<b>Chapitre II : Implantation et aménagement</b>				
<b>Article 2.1 :</b> Règles d'implantation. Les locaux dans lesquels sont réalisées les activités visées par la rubrique 2930 sont situés à une distance minimale de 15 mètres des limites de la propriété où l'installation est implantée et à plus de 20 mètres des habitations et des établissements tiers recevant du public. L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	X			Les activités de la société MB92 sont réalisées au sein de l'emprise des Chantiers Navals de la Ciotat. Dans cette emprise, plusieurs sociétés travaillent. L'emprise du Chantier naval est composée de (Cf plans joints) : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Zones privées réservées à des entreprises autres que MB92</li> <li>• Zones exploitées exclusivement par MB92</li> <li>• Zones publiques pouvant être occupées par MB92 ou d'autres entreprises</li> </ul> Les activités de MB92 sont distantes de plus de 15 m des limites de l'emprise des Chantiers Navals. Les premières habitations et ERP sont situés à plus de 100 m des activités de MB92. L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.
<b>Article 2.2 :</b> Intégration dans le paysage. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour maintenir le site en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, etc.).	X			Les activités de la société MB92 sont réalisées au sein de l'emprise des Chantiers Navals de la Ciotat. Ces activités s'intègrent parfaitement à l'environnement industriel des Chantiers Navals. L'exploitant prend toutes les dispositions pour maintenir ces installations et emplacements en bon état de propreté.
<b>Chapitre III : Exploitation</b>				
<b>Article 3.1 :</b> Surveillance de l'installation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.	X			Les activités de MB92 sont réalisées par du personnel de la société MB92 ou par des sociétés sous-traitantes sous la surveillance d'un personnel de la société MB92. Le personnel de MB92 et des sous-traitants a une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés dans l'installation. MB92 dispose d'un service HSE sur le site de la Ciotat.
<b>Article 3.2 :</b> Contrôle de l'accès. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. Toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance n'aient pas accès aux installations.	X			Les activités de la société MB92 sont réalisées au sein de l'emprise des Chantiers Navals de la Ciotat. Cette emprise est clôturée avec un contrôle des accès.

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<p><b>Article 3.3 : Gestion des produits.</b> L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus, ainsi que leur lieu de stockage. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>	X			<p>Les peintures destinées aux yachts sont soit fournies par la société sous-traitante en charge de l'application du produit, soit achetées par MB92, soit par le client.</p> <p>Pour chaque bateau nécessitant une activité de peinture, les FDS des produits sont communiquées à MB92. Les quantités utilisées sont comptabilisées pour chaque bateau afin de connaître les quantités consommées.</p> <p>Quand les peintures arrivent sur site, elles sont stockées dans un conteneur dans le magasin au sein de la Nef C. Ensuite, selon les besoins, des bidons de peinture sont amenés au droit des yachts pour leur application ou dans la cabine peinture.</p> <p>Le site dispose d'un logiciel pour suivre l'état des stocks.</p>
<p><b>Article 3.4</b> Propreté de l'installation. Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières ou de déchets. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>	X			<p>Les installations de peinture de la société MB92 concernent les emplacements extérieurs situés dans la Grande forme et les places d'occupation temporaire (AOT) sur terre-pleins des plateformes (4000 T, grande forme et moyenne plaisance). Ces opérations de peinture sont réalisées sous des bâches de protection, de même que les opérations de préparation/nettoyage (décapage,...).</p> <p>Après chaque opération, l'emplacement est nettoyé.</p> <p>Il en est de même pour la cabine peinture qui est nettoyée après chaque opération.</p> <p>Lors des applications de peinture, des protections sont mises en place pour éviter de tacher les sols et équipements. Par ailleurs, en cas de coulure sur le sol, la peinture ne pourra pas être entraînée par des eaux de lavage ou de carénage après avoir durci.</p> <p>Les opérations d'entretien effectuées directement à l'intérieur des bateaux ne sont pas une source de salissures.</p> <p>Pour la Nef C, le sol est imperméabilisé.</p>

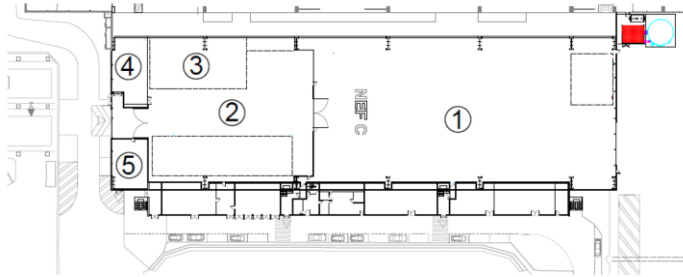
Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<b>Chapitre IV : Prévention des accidents et des pollutions</b>				
<b>Section I : Généralités</b>				
<p><b>Article 4.1 :</b> Localisation des risques.</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques par inhalation). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p>	X			<p>Le site possède un plan de localisation des liquides et des gaz inflammables. Ces zones sont signalées sur site. <a href="#">Le plan « Produits inflammables sur le site MB 92 La Ciotat » est fourni en annexe 8.</a></p> <p><b>Une étude ATEX a été réalisée en 2020 pour l'ensemble des activités MB92. Un plan d'actions est en cours de mise en œuvre.</b></p> <p><b>Les zones à risque incendie sur le site sont :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Les locaux de stockage et de mélange associés à la cabine de peinture ;</b></li> <li>• <b>Le conteneur de stockage des peintures dans le magasin NEF C.</b></li> </ul> <p>Concernant les opérations d'application de peinture réalisées sur les emplacements extérieurs (Grande forme et les places d'occupation temporaire), la présence de peinture est faible (quelques bidons seulement) et durant une courte durée avec toujours la présence de personnel.</p> <p>Le stockage, le matériel de mélange et d'application de la peinture sont à l'extérieur du cocon. Ainsi, l'enceinte du cocon n'est pas considérée comme présentant un risque d'incendie.</p> <p>Il en est de même pour la cabine de peinture (la présence de peinture est faible et durant une courte durée, avec toujours la présence de personnel). Cette zone n'est pas considérée comme présentant un risque d'incendie.</p> <p>De même, dans les zones d'application/mélange de la résine au sein de l'activité Composite Nef C, étant donné les faibles quantités manipulées, ces zones ne représentent pas un risque d'incendie.</p> <p>Concernant les activités d'entretien autres que l'application de peintures, elles ne constituent pas un risque notable d'incendie (nettoyage, maintenance mécanique, aménagement intérieur). Ces opérations sont effectuées sur les yachts au niveau des plateformes extérieures ou dans le hangar Nef C pour les pièces.</p>



Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<p>Sont, a minima, considérés comme locaux à risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les ateliers de réparation et d'entretien de véhicules à hydrogène, gaz naturel ou biogaz, gaz de pétrole liquéfié. Pour ces véhicules, aucun remplissage des réservoirs n'est autorisé dans les ateliers ;</li> <li>- les ateliers de réparation et d'entretien des véhicules électriques ou hybrides.</li> </ul> <p>En cas de détection d'un endommagement ou d'un défaut d'au moins une batterie sur un véhicule électrique ou hybride, dans l'attente de son enlèvement, celle-ci est isolée dans un local adapté ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les ateliers de réparation et d'entretien des aéronefs ;</li> <li>- l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226) ou toxiques pour la santé humaine (H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370).</li> </ul>				<p>MB92 dispose également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• D'une zone extérieure pour le stockage de quelques bouteilles de gaz inflammables liquéfiés et d'acétylène. Cette zone à l'aire libre n'est pas concernée par un risque d'atmosphère explosibles</li> <li>• D'une armoire de stockage de produits destinés à l'activité « composite » dans le hangar NEF C. Il s'agit de stockage de petits conditionnements (résine,...). Cette zone ne représente pas un risque d'incendie ou d'atmosphère explosible.</li> <li>• De 2 cuves aériennes fixes de gasoil de 3,2 m<sup>3</sup> et de 1 m<sup>3</sup>. Etant donné le faible volume stocké et le point éclair élevé (&gt; 55°C), ces zones ne sont pas considérées comme présentant un risque d'incendie. Toutefois, la présence de liquides inflammables est signalée au droit de ces cuves.</li> </ul> <p>Concernant les matériaux stockés, occasionnellement et temporairement, dans les hangars (Nef C et Nef 6), il s'agit de produits ignifugés destinés à être mis dans les bateaux et ayant donc des propriétés limitant le risque d'incendie (mobiliers, moquettes,...). Ces zones ne représentent pas un risque d'incendie.</p> <p>MB92 n'effectue pas des travaux de réparation sur les navires fonctionnant au GPL/GNL/Hydrogène. Toutefois, si des travaux devaient avoir lieu dans le futur sur des navires de ce type, les risques associés seront étudiés au préalable.</p> <p>En ce qui concerne les opérations de réparation sur navires à fioul/gasoil, lorsqu'ils ont lieu dans ou en proximité des réservoirs de carburant, ceux-ci sont vidés et dégazés au préalable, conformément à l'Arrêté du 21 septembre 1982 relatif à l'extension à l'ensemble du territoire des dispositions générales relatives aux mesures de sécurité à observer dans les travaux d'aménagement, d'entretien et de réparation des navires et bateaux contenant ou ayant contenu des liquides inflammables ou des gaz combustibles liquéfiés</p> <p>Aucun produit ayant les mentions de dangers suivants : H300, H301, H310, H330, H331, H370 n'a été recensé sur le site en 2018, 2019 et 2020.</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<b>Section II : Dispositions constructives</b>				
<p><b>Article 4.2 :</b> Comportement au feu.</p> <p>Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la structure est de résistance au feu R 30 ;</li> <li>- les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0 (M0)</li> </ul>			<p>X Antériorité (cabine et hangar C) et activité en extérieur (AOT)</p>	<p><b>Comportement au feu des bâtiment</b></p> <p><u>Activité sous Cocon :</u> <b>Non applicable car absence de bâtiment</b></p> <p>Les activités d'application de peinture effectuées en extérieur (sur les terre-pleins et dans la forme) ne sont pas concernées par les dispositions liées au comportement au feu du bâtiment. Il s'agit d'emplacement à l'air libre, avec une enveloppe « cocon » (Il s'agit d'une structure métallique, recouverte d'une bâche jetable souple thermoplastique de classement M1 (A2) couplée à l'échafaudage et sous atmosphère contrôlée). <b>Les dispositions ne sont donc pas applicables aux zones extérieures d'application de peinture.</b></p> <p><u>Activité de réparation sur les plateformes extérieures (hors cocon) :</u> <b>Non applicable car activités effectuées en extérieure à l'air libre.</b></p> <p><u>Hangar Nef C :</u> <b>Non applicable car antériorité</b></p> <p>Cet hangar a fait l'objet d'un récépissé de déclaration pour la rubrique 2930.1 en 2007. Lors d'échanges avec la DREAL (DRIRE à l'époque), il a été acté que ce hangar peut être assimilé à un hangar abritant des aéronefs (mail DRIRE du 24 octobre 2008). Par conséquent, les contraintes a et d de l'arrêté ministériel du 4 juin 2004 concernant la rubrique 2930 à déclaration ne sont pas applicables à la cabine de peinture :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Murs et planchers hauts REI 60 ;</li> <li><b>b) Toiture indice T30/1</b></li> <li><b>c) Les portes intérieures sont REI 30 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.</b></li> <li>d) Porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré une demi-heure</li> <li><b>e) Les murs extérieurs sont en matériaux M0</b></li> </ul> <p>Cet hangar a fait l'objet d'une analyse de la conformité par rapport à l'AM du 4 juin 2004.</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				<p>Le hangar Nef C est à plus de 50 m des limites de l'emprise du chantier naval et dispose de nombreux moyens de lutte contre l'incendie.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Système de détection incendie du hangar et des bureaux administratifs relié à un SSI (Système de sécurité incendie)</li> <li>• 9 PIA (Poste d'Incendie Additif) DN33 de 30 mètres dans le hangar</li> <li>• Système d'extinction de mousse à haut foisonnement pour le hangar</li> </ul> <p>La Nef C a été édifée dans les années 70-80, conformément à la réglementation en vigueur à l'époque de la construction. MB92 n'est pas le propriétaire de l'édifice, que la société exploite en vertu d'une autorisation d'occupation temporaire.</p> <p>Il s'agit d'un bâtiment à ossature métallique pour lequel la stabilité au feu est globalement évaluée &lt; ½ h. L'application littérale de la réglementation sur la résistance aux feux pour ce bâtiment apparaît difficile.</p> <p>MB92LC a par conséquent adopté des mesures compensatoires pour atteindre des objectifs équivalents en termes de sécurité des personnes, de protection des biens et de l'environnement.</p> <p>Ces mesures portent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la mise en place d'un système de détection (SSI de catégorie A avec alarme type 1), un système d'extinction automatique par mousse à haut foisonnement et un réseau PRA (dont les caractéristiques sont illustrées dans le dossier technique présenté en annexe 9) couvrant les différentes zones de la nef (cf figure suivante). Le reste des locaux (bureaux) est protégé par détection.</li> <li>- la surveillance humaine et électronique (SSI), et la capacité à mobiliser et à intervenir facilement (procédures d'alarme, d'alerte, accueil des secours, formation),</li> </ul>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92																														
				<table border="1"> <thead> <tr> <th>Zones</th><th>Longueur (m)</th><th>Largeur (m)</th><th>Surface (m²)</th><th>Hauteur (m)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1 Local Bateaux</td><td>82</td><td>40</td><td>3280</td><td>32</td></tr> <tr> <td>2 Atelier</td><td>-</td><td>-</td><td>923</td><td>5,8</td></tr> <tr> <td>3 Atelier Composite</td><td>34,5</td><td>14,2</td><td>490</td><td>5,8</td></tr> <tr> <td>4 Atelier menuiserie</td><td>16</td><td>9,2</td><td>147</td><td>-</td></tr> <tr> <td>5 Magasin</td><td>17</td><td>7,3</td><td>124</td><td>5,8</td></tr> </tbody> </table>  <p>Le SSI est relayé au poste de garde, où un personnel formé à la lutte anti incendie est présent 24/7.</p> <p>Le réseau de 9 RIA (certifié APSAD N5) permet d'attaquer manuellement les feux. Le système d'extinction automatique (certifié APSAD N12) permet de noyer le hangar et ainsi éteindre un incendie en 5 min (temps d'intervention demandé pour les constructions non sprinklé de stabilité au feu &lt;1/2 h).</p> <p>Bien que MB92 ne dispose d'aucun document attestant que la Nef C est assimilée à un hangar abritant des aéronefs, l'assimilation peut être établie par analogie avec la Cabine de Peinture, en s'appuyant sur les échanges intervenus avec la DRIRE au cours de la rédaction du dossier de déclaration sous la rubrique ICPE 2930, annexé au dossier et dont l'extrait est présenté ci-dessous :</p>	Zones	Longueur (m)	Largeur (m)	Surface (m²)	Hauteur (m)	1 Local Bateaux	82	40	3280	32	2 Atelier	-	-	923	5,8	3 Atelier Composite	34,5	14,2	490	5,8	4 Atelier menuiserie	16	9,2	147	-	5 Magasin	17	7,3	124	5,8
Zones	Longueur (m)	Largeur (m)	Surface (m²)	Hauteur (m)																														
1 Local Bateaux	82	40	3280	32																														
2 Atelier	-	-	923	5,8																														
3 Atelier Composite	34,5	14,2	490	5,8																														
4 Atelier menuiserie	16	9,2	147	-																														
5 Magasin	17	7,3	124	5,8																														

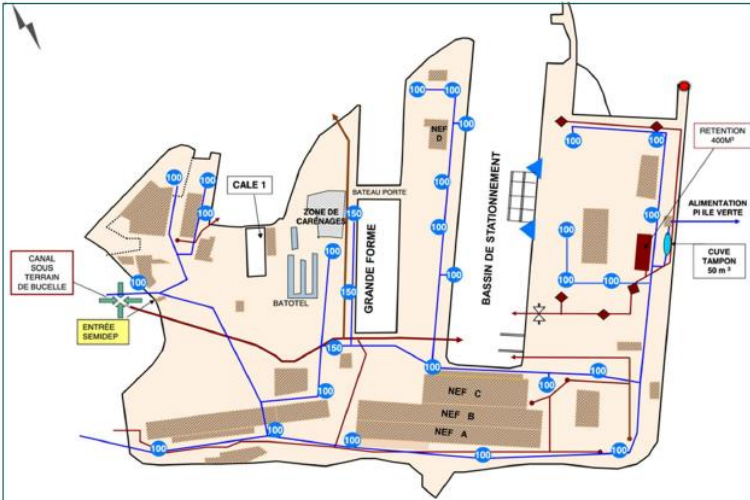
Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				<p>- <b>ANNEXE N°2 : ECHANGES DRIRE :</b></p> <p><b>De :</b> PINASSEAU Antoine [mailto:Antoine.Pinasseau@industrie.gouv.fr]  <b>Envoyé :</b> vendredi 24 octobre 2008 08:16  <b>A :</b> Anne Levy  <b>Cc :</b> BESSOU Brigitte  <b>Objet :</b> RE: CONSTRUCTION D'UNE CABINE DE PEINTURE A LA CIOTAT COMPOSITEWORKS</p> <p>Madame,  Ci-après mes commentaires en réponse à votre mail et suite à notre conversation téléphonique du 20/10 :</p> <p>- rejet des eaux incendie : le principe à retenir est que les eaux d'incendie ne doivent pas être rejetées si elles ne sont pas conformes aux critères de rejet. Quel volume est-il possible de retenir sur site ? Vous indiquez que l'autorisation loi sur l'eau permet le rejet des eaux d'extinction de la plateforme. Il convient de vérifier qu'il est possible de prendre en compte celles de la cabine de peinture dans ce cadre.</p> <p>- comportement au feu des bâtiments : je vous confirme que les navires peuvent être assimilés à des aéronefs.  Si les panneaux photovoltaïques bénéficient d'un certificat Broof T3, ils sont conformes. Concernant les parois, il m'est difficile de répondre sans avoir de données plus précises sur les dispositions prévues (ventilation, définition des zones ATEX, ...).</p> <p>Restant à votre disposition, meilleures salutations</p> <p>A. Pinasseau</p> <p><b>Par conséquent, l'exploitant demande que l'assimilation à un hangar abritant des aéronefs soit reconnue aussi pour la Nef C et demande de pouvoir déroger à l'article 4.2 de l'AM2930 en vertu des mesures compensatoires sus mentionnés.</b></p> <p><b><u>Cabine de peinture : Non applicable car antériorité</u></b></p> <p>Cette cabine a fait l'objet d'un récépissé de déclaration pour la rubrique 2930.2 le 08/12/2014. Cette cabine peut être assimilée à un hangar abritant des aéronefs. Par conséquent, les contraintes a et d de l'arrêté ministériel du 4 juin 2004 concernant la rubrique 2930 à déclaration ne sont pas applicables à la cabine de peinture :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Murs et planchers hauts REI 60 ;</li> <li><b>b) Toiture indice T30/1</b></li> <li><b>c) Les portes intérieures sont REI 30 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.</b></li> <li>d) Porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré une demi-heure</li> <li><b>e) Les murs extérieurs sont en matériaux M0</b></li> </ul> <p>Le dossier de déclaration sous rubrique ICPE 2930-2 de la cabine de peinture (déposé le 22/10/2009 et complété le 6/3/2010), ainsi que ses annexes (notamment le plan de masse de la cabine de peinture), les successifs échanges avec le Bureau des Installation Classées et le récépissé de déclaration sont présentés en annexe 1.1.</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				<p>La conformité de la cabine à l'arrêté 4 juin 2004, en particulier en ce qui concerne la disposition constructive est examinée, point par point, dans le Dossier Environnemental Cabine de Peinture Moyenne Plaisance -Annexe 1 Permis de construire (présenté en annexe 1.2)</p> <p>L'assimilation de la Cabine à un hangar abritant des aéronefs a été confirmée dans les échanges intervenus avec la DRIRE (Dossier environnemental, page 9, sous la forme d'un mail du 24/10/2008 de M Pinasseau DRIRE)</p> <p>En particulier le mur séparant la cabine de peinture du reste du bâtiment est un mur en béton de 20cm, ayant par conséquent un caractère CF2h (voir plans et coupes du bâtiment - dossier des ouvrages exécutés en annexe 1.2).</p> <p><b>Cette cabine a fait l'objet d'un rapport final de construction rédigé par l'APAVE et actant la conformité du bâtiment.</b> Le rapport initial APAVE datant 30/3/2010 (présenté en annexe 1.1) fait apparaître, sous le paragraphe Mission Environnement, l'évaluation de conformité à l'art. 2.4 de l'Arrêté 4/6/2004 relatif aux prescriptions applicables aux ICPE soumises à la rubrique 2930. L'absence d'observation dans le rapport finale APAVE sous la rubrique Mission Environnement permet de conclure que l'installation répondait à la législation en vigueur à sa mise en service.</p> <p>Cette cabine est à plus de 50 m des limites de l'emprise du chantier naval et dispose de nombreux moyens de lutte contre l'incendie.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 8 Robinets Incendie Armés et d'une colonne humide DN 70,</li> <li>• 1 colonne humide à l'intérieur de la cabine de peinture.</li> </ul>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<p>Les locaux à risque incendie définis à l'article 4.1 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <p>a) Murs et planchers hauts REI 60 ;</p> <p>b) Système de couverture de toiture de classe BROOF (t3).</p> <p>c) Portes intérieures REI 30 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;</p> <p>d) Porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré une demi-heure. Cette disposition ne s'applique pas aux ateliers recevant du matériel ferroviaire alimenté par caténaire.</p> <p>e) Matériaux de classe MO (hors toiture).</p> <p>Les hangars abritant des aéronefs peuvent être dispensés du respect des dispositions prévues aux a et d sous réserve des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- maintien d'une distance de sécurité vis-à-vis des limites de propriété supérieure à 50m</li> <li>- vidange des réservoirs de carburant des aéronefs en cas d'intervention sur le circuit carburant ou de travaux nécessitant un permis de feu tel que défini à l'article 4.5.</li> </ul>	X Locaux cabine		X Conteneurs peinture	<p><b>Comportement au feu des locaux à risque incendie (art 4.1)</b></p> <p>Les zones à risque incendie définis à l'article 4.1 sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les locaux de stockage et de mélange associés à la cabine de peinture sont des locaux en béton respectant les dispositions constructives <ul style="list-style-type: none"> <li>- Murs en béton épaisseur 20 cm</li> <li>- Planchers haut en béton épaisseur 18 cm</li> <li>- Les portes donnant vers la cabine (indiqués en plan comme PM3) sont CF et pare flamme 1H (cfr. Dossier Construction - Lot n. 5 second œuvre CCTP LOT 5)</li> </ul> </li> <li>Le conteneur de stockage des peintures dans le magasin NEF C. Il s'agit d'un conteneur métallique (matériaux A1 incombustible). <b>Les dispositions concernant la résistance au feu des locaux à risque incendie ne sont pas applicables à ce type de local (conteneur métallique)</b></li> </ul> <p>Nous précisons qu'un seul conteneur de peinture est présent dans le magasin de la NEF C. Le conteneur a une surface de 15 m2 (environ 1,5 à 2 m3 de peintures/solvants), ce qui représente 0,3 % de la surface du hangar NEF C (4 750 m2 dont 150 m2 pour le magasin). Cela paraît disproportionné de considérer l'ensemble du hangar comme un local à risque. Cependant le stockage sera transféré en extérieur à une distance de sécurité des bâtiments (10 m : Le conteneur de stockage de peinture présent dans la Nef C sera mis en extérieur de la Nef, en face de l'entrée, de l'autre côté de la route, soit à plus de 10 mt de distance du bâtiment).</p> <p>Les cuves de gasoil sont également des zones extérieures dont les dispositions concernant la résistance au feu des locaux à risque incendie ne sont donc pas applicables.</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<p>Afin de ne pas aggraver les effets d'un éventuel sinistre, les locaux à risque incendie définis à l'article 4.1 sont séparés des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ;</li> <li>- soit par un mur REI 120, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont REI 60 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.</li> </ul> <p>Le mur précité peut être un mur séparatif ordinaire dans le cas d'une modification d'une installation existante donnant lieu à un nouveau dossier d'enregistrement. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	X			<p>Les zones de stockage et d'application des peintures sont éloignées d'au moins 10 m des zones de bureaux, de même que les cuves de gasoil et les activités de maintenance/entretien.</p> <p>La cabine de peinture est séparée du reste des fonctions du bâtiment (vestiaire, stockage, bureau) par un mur coupe-feu 2h.</p> <p><i>Le mur séparant la cabine de peinture du reste du bâtiment est un mur en béton de 20cm, ayant par conséquent un caractère CF2h (voir plans et coupes du bâtiment - dossier des ouvrages exécutés en annexe 1.2).</i></p>
<p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p>	X			
<p><b>Article 4.3 : Accessibilité.</b></p> <p>I. - Accès au site : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.</p>	X			<p>Les activités de la société MB92 sont réalisées au sein de l'emprise des Chantiers Navals de la Ciotat. Un gardien est toujours présent à l'entrée.</p>
<p>II. - Voie « engins » : Une voie engins au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;</li> <li>- l'accès au bâtiment ;</li> <li>- l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ;</li> <li>- l'accès aux aires de stationnement des engins.</li> </ul> <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de</p>	X (en cours de mise à jour)			<p>Tous les bâtiments et emplacements sur les terre-pleins des plateformes sont accessibles.</p> <p>Les bâtiments utilisés par MB92 (Nef C et Nef 6) disposent d'une voie circulation sur la périphérie complète des bâtiments. La NEF C est accolée à la NEF A et à la NEF B, avec une voie permettant de faire le tour de ces bâtiments. Il n'y a pas de voies en impasse sur l'emprise des Chantiers Navals. Les voies sur l'emprise des Chantiers Navals sont adaptées à la circulation des engins de secours.</p>



Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<p>tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction. Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 6m, la hauteur libre au minimum de 4,5 m et la pente inférieure à 15 % ;</li> <li>- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 m ;</li> <li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;</li> <li>- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance max de 60 m de cette voie</li> <li>- aucun obstacle n'est disposé entre la voie engins et les accès au bâtiment, les aires de mise en station et les aires de stationnement</li> </ul> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engins permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité. Le positionnement de la voie engins est proposé par le pétitionnaire dans son dossier d'enregistrement.</p>				<p>Le SDIS a établi pour le chantier naval un Plan d'Etablissement Répertoire (PER) englobant la totalité de l'emprise et les différents exploitants.</p> <p>Figure 12 : Extrait du PER établi par le SDIS pour les chantiers navals de La Ciotat présentant les hydrants présents sur site</p>  <p>Ce plan est en cours de mise à jour afin notamment d'intégrer le projet 4000. Des échanges ont lieu entre le SDIS, la Ciotat Shipyards et les différents exploitants. Ce plan permettra également de localiser les hydrants, les voies d'accès, les voies d'engins, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins des pompiers. Une fois le PER à jour et validé par le SDIS, MB92 procédera aux matérialisations au sol nécessaires sur son emprise. Ce travail se fera en relation avec La Ciotat Shipyards qui gère l'ensemble de l'emprise du chantier naval.</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				<p>Pour la cabine de peinture et la Nef C, il n'est pas possible de mettre en place une voie engin permettant la circulation sur toute la périphérie des bâtiments à une distance comprise entre 1,5 fois la hauteur du bâtiment (distance minimale de protection en cas d'effondrement du bâtiment égale, respectivement 30 mt pour la cabine et 45 mt pour la Nef) et 60 mt (distance maximale du bâtiment selon l'art 4.3 II de l'AM 12/5/2020).</p> <p>Suite aux échanges intervenus avec le Capitaine Diane Borselli (Chef du Bureau ICPE, Groupement Risques Industriels et Technologiques) et le Capitaine Pascal BONNIFAY en date 11/10/21, le pétitionnaire propose d'utiliser les voies routières desservant le chantier et la voie de roulement de l'élévateur à sangles, permettant la circulation sur toute la périphérie des bâtiments comme illustré dans le plan joint (annexe 10).</p> <p>La voie engin indiquée permet l'accès :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux deux bâtiments</li> <li>- à la voie échelle normalisée sur le demi-périmètre nord-est de la cabine demandée par le SDIS lors de la construction. L'aire de mise en station de moyen élévateurs aériens est localisé devant la façade de la cabine (entrée bateau). Le stationnement le long de la voie échelle est aussi possible.</li> <li>- à l'aire de stationnement des engins permettant de se raccorder au poteaux incendie situé entre la cabine de peinture et la Nef C et pouvant desservir les deux bâtiments. Les deux autres poteaux incendie se trouvant au sud-est et sud-ouest de la cabine sont également accessible par la même voie engin.</li> </ul> <p>Elle permet également d'accéder à tous les emplacements navire faisant partie de l'AOT MB92 sur la plateforme de la moyenne plaisance et d'accéder à la Grande Forme.</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<p>III. - Aires de stationnement</p> <p>III.1. - Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens : Les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens élévateurs aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au II. Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence. Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens.</p> <p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades. Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 m. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.</p> <p>Chaque aire respecte les caractéristiques suivantes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 7 m, la longueur au minimum de 10 m, la pente au maximum de 10 %, avec un positionnement de l'aire permettant un stationnement parallèle au bâtiment ;</li> <li>- la distance par rapport à la façade est de 1 m minimum et de 8 m maximum ;</li> <li>- un positionnement de l'aire permettant un stationnement perpendiculaire au bâtiment est possible, sous réserve qu'il permette aux lances incendie d'atteindre les mêmes zones du bâtiment avec une aire de stationnement parallèle ; la distance par rapport à la façade est inférieure à 1 m pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;</li> <li>- elle comporte une matérialisation au sol ;</li> </ul>	X (en cours de mise à jour)			<p>La Nef C étant adossée aux nefs B et A la voie échelle pourra couvrir seulement trois cotés du bâtiment. Les aires de mise en station de moyen élévateurs aériens seront localisées devant les deux murs pignons du bâtiment, coté magasin et coté zone de stockage navires. Le stationnement le long de la voie échelle est aussi possible.</p> <p>Non applicable : Les hangars et la cabine de peinture ne disposent pas de plancher situé à une hauteur supérieure à 8 m</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<ul style="list-style-type: none"> <li>- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;</li> <li>- elle est maintenue entretenue, dégagée et accessible aux services de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours</li> <li>- elle résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm2</li> </ul>				
<p>III.2. - Aires de stationnement des engins</p> <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au II. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.</p> <p>Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence. Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur de 4 m, la longueur de 8 m, la pente est comprise entre 2 et 7 % ;</li> <li>- elle comporte une matérialisation au sol ;</li> <li>- elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;</li> <li>- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence, l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un max de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 m au minimum.</li> </ul>	X (en cours de mise à jour)			<p>L'emprise des Chantiers Navals ne disposent pas de réserve incendie. Des poteaux sont repartis sont l'ensemble de l'emprise, ne nécessitant pas d'aire de stationnement des engins.</p> <p>Toutefois, un complément de débit est également apporté par les pompiers par la mise en place de lignes d'aspiration sur le plan d'eau. Une aire de stationnement est donc présente et sera matérialisée une fois le Per validé par le SDIS.</p> <p>Une fois le PER à jour et validé par le SDIS, MB92 procédera aux matérialisations au sol nécessaires sur son emprise.</p> <p>Ce travail se fera en relation avec La Ciotat Shipyards qui gère l'ensemble de l'emprise du chantier naval.</p> <p>Les aires de stationnement peuvent être occasionnellement occupées par des véhicules liés à l'exploitation (grues). Les procédures de gestion des urgences de MB92 permettent de libérer rapidement ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des secours.</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
IV. - Documents à jour à disposition des services d'incendie et de secours L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.	X (en cours de mise à jour)			L'emprises des Chantiers Navals dispose d'un PER (Plan Etablissement Répertoire), qui a pour objectif la mise en place logique, coordonnée et rapide de ses moyens et méthodes d'intervention destinés à faire face aux sinistres de toute nature, l'incendie en premier lieu. Il s'agit d'un outil stratégique d'aide à la décision qui sert de base au raisonnement tactique des premiers intervenants. Il apporte des renseignements sur le site tels que les accès ou les moyens de protection et de lutte contre l'incendie à demeure. Il contient les consignes d'intervention et les lieux à protéger en priorité. Sa mise à jour est en cours.
<b>Article 4.4 : Désenfumage.</b> Les locaux abritant les installations visées par la rubrique 2930 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à : - 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m <sup>2</sup> ; - à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m <sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.  En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.	X cabine		X Nef C et cocon	<u>Activité de peinture sous Cocon</u> : <b>Non applicable pour les activités de peinture réalisées en extérieur (sur les terre-pleins et dans la forme).</b> Il s'agit d'emplacement à l'air libre, avec une enveloppe (cocon) lors des opérations d'application par pistolet. Les dispositions concernant le désenfumage ne sont donc pas applicables aux zones extérieures d'application de peinture.  <u>Cabine de peinture</u> : <b>Conforme</b> La cabine dispose d'exutoires en façade (4 ouvrants en façade de 4,35 m <sup>2</sup> chacun (soit 17,4 m <sup>2</sup> ) pour une surface de 837 m <sup>2</sup> (48,9 m * 17,12 m) soit 2,08 % avec 2 commandes à proximité des accès pour la cabine (Commande manuelle et commande par déclenchement manuel d'urgence (pas d'asservissement au système d'alarme). Une trappe de désenfumage est également présente pour la partie escalier extérieur avec commande manuelle. <a href="#">La position des dispositifs de désenfumage de la cabine de peinture est indiquée dans la coupe transversale et le plan de façade en annexe 1.2.</a>  <u>Hangar C</u> : <b>Cet article n'est pas applicable au hangar Nef C qui bénéficie de l'antériorité.</b> Ouverture naturelle en hauteur, ouverte en permanence.
Des amenées d'air frais sont réalisées pour chaque local abritant l'installation.	X			Conforme pour la cabine, les cocons et le hangar Nef C
Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.	X			Non applicable à la cabine de peinture car absence d'extinction automatique.  Système d'extinction automatique dans le hangar Nef C : le système de désenfumage est adapté avec de larges ouvertures naturelles en hauteur

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<p><b>Article 4.5 :</b> Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.</p> <p>L'installation est dotée de moyens de détection et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</p> <p>b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</p> <p>c) De robinets d'incendie armés (RIA) ;</p> <p>d) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</li> <li>- des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</li> </ul> <p>Ces deux types de points d'eau incendie sus-cités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation.</p> <p>S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ;</li> <li>- indique aux services d'incendie et de secours les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ;</li> <li>- implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département.</li> </ul> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p>	X			<p>Les moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs adaptés à tous les types de feu (poudre, eau + additif et CO<sub>2</sub>) ;</li> <li>• Robinets Incendie Armés sur les plateformes techniques de la grande forme</li> <li>• Système d'extinction de mousse à haut foisonnement et Poste Incendie Additivés à l'intérieur de la Nef C (en cours de réfection) : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Système de détection incendie du hangar et des bureaux administratifs relié à un SSI (Système de sécurité incendie)</li> <li>○ 9 PIA (Poste d'Incendie Additivé) DN33 de 30 mètres dans le hangar</li> <li>○ Système d'extinction de mousse à haut foisonnement pour le hangar constitué de 55 volumex (cône permettant la création de la mousse – mélange de l'eau dopé avec l'air), d'une citerne pour l'eau de 332m<sup>3</sup>, d'une citerne pour l'émulseur et d'un local incendie où se trouve le système de pompe thermique. Le hangar est compartimenté en 3 zones à déclenchement distinct.</li> </ul> </li> <li>• Systèmes de détection et d'alerte à l'intérieur des bâtiments (système de sécurité incendie SSI). Alarme incendie et télésurveillance avec renvois vers 3 numéros (gardiennage sûreté et sécurité, responsable cabine et astreinte).</li> </ul> <p>Concernant la grande forme, elle dispose des moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réseau incendie le long de la grande forme avec 2 poteaux incendie. Le réseau AEP des Chantiers Navals est aussi utilisé comme réseau incendie avec une conduite en fonte DN 200 alimentant 2 poteaux incendie en DN 150 sous 8 bars. Le débit des poteaux incendie présents autour de la forme garanti par la SEM (Société des eaux de Marseille) est de 120 m<sup>3</sup>/h, comme c'est le cas sur l'ensemble du site des chantiers navals de la Ciotat. Le réseau incendie a été réaménagé lors des travaux de réhabilitation de la forme. <b>Des tests de débit/pression ont été réalisés à la livraison des travaux et le réseau a été remis à la SEM qui assure le débit et la pression. Le dispositif a été validé par les pompiers de La Ciotat.</b></li> <li>• 6 RIA mobiles autour de la forme connectés au réseau eau incendie</li> </ul>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau.				<ul style="list-style-type: none"> <li>Un complément de débit est également apporté par les pompiers par la mise en place de lignes d'aspiration sur le plan d'eau.</li> <li>Sur le réseau incendie autour de la forme, 4 repiquages pour l'alimentation du réseau anti incendie des bateaux stationnés dans la forme</li> </ul> <p>Au niveau de la cabine de peinture, les moyens sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>8 Robinets Incendie Armés à l'intérieur de la cabine de peinture MB92 (DN33 de 30 mètres, 5 de plein pied et 3 à l'étage au niveau des chaufferies)</li> <li>1 colonne humide à l'intérieur de la cabine de peinture.</li> </ul> <p>Dans le cadre du projet « 4000 T », l'étude du risque incendie du projet a été réalisée par le SDIS. Elle a conduit à intégrer dans le projet des mesures contraignantes permettant d'atteindre un niveau de risque aussi bas que possible. Toutes ces mesures seront mises en œuvre dans le cadre des travaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La DECI sera assurée par la mise en place de 4 poteaux incendie de 150 mm.</li> <li>L'implantation des hydrants a fait l'objet d'une concertation avec le SDIS. Un des hydrants devant être positionné à moins de 150 m de l'entrée du site. Le besoin en fonctionnement sera de 2 x 120 m3/h.</li> </ul> <p>Les moyens de lutte incendie présents sur les navires, opérationnels en mer ou sur les terre-pleins sont conformes à la convention SOLAS (Safety of Life At Sea) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Extincteurs adaptés à tous les types de feu ;</li> <li>Systèmes de détection et d'alerte.</li> <li>Gicleurs ou sprinklers : Ils fonctionnent de façon autonome en cas de chaleur excessive dans le bateau due à un incendie. Ce système est mis en réseau au-dessus de la zone à protéger et comporte trois éléments constitutionnels : des têtes extinctrices (buses) vissées sur des canalisations, le tout relié à un poste de contrôle qui régule l'arrivée de l'eau. Le réseau de défense incendie du bateau est toujours maintenu en état de fonctionnement durant sa présence sur le site. Le réseau incendie du bateau est raccordé au réseau incendie du chantier naval via des piquages. Les moyens de lutte incendie du bateau sont testés dès son arrivée.</li> </ul>



Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<p>L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (la distance est mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) ;</p> <p>e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie. Le personnel, y compris le cas échéant le personnel des entreprises extérieures, est instruit sur les conduites à tenir en cas de sinistre.</p>				<p>Le dimensionnement des moyen incendie répond aux besoins précisés par le Capitaine Germain du SDIS en charge des ICPE (voir CR n°4 APD Annexe 4 du 10-10-2008; Rapport d'étude du SDIS attaché au Permis de Construire et le suivi de traitement des réserves en phase OPR réception, présentés en annexe 1.2 ). En annexe 1.3 figurent le plan indiquant les moyens de lutte incendie de la cabine de peinture et le plan d'installation du système de détection. L'étude de dimensionnement des moyens de lutte incendie pour cabine et NEF C est en annexe 9</p> <p>Les résultats des contrôles des débits des poteaux incendie réalisés le 30/11/2021 et le 01/12/2021 sont en annexe 11.</p> <p>Conforme pour la cabine de peinture Conforme pour le hangar Nef C : Toutefois, cet article n'est pas applicable au hangar Nef C qui bénéficie de l'antériorité.</p> <p>Conforme : Contrôle périodique des dispositifs de lutte incendie (SSI, extincteurs,...).</p> <p>Conforme</p> <p>Le personnel de MB92 et des entreprises sous-traitantes participe à des formations pour l'utilisation des moyens de lutte incendie.</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
Les ateliers de réparation et d'entretien de véhicules à hydrogène, gaz naturel ou biogaz, gaz de pétrole liquéfié sont équipés d'explosimètres. Ces équipements sont adaptés à chacun des gaz susceptibles d'être libérés et judicieusement placés, notamment au plus près des points de fuite potentiels et dans les zones à risque d'accumulation. Dès que le seuil de 10 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE) du gaz susceptible d'être émis est atteint, une alarme est déclenchée et des mesures adaptées sont mises en œuvre, sous la responsabilité de l'exploitant et selon la situation, telles que par exemple l'arrêt des moteurs des véhicules, la coupure de l'alimentation électrique, l'ouverture des ventilations basses et hautes, l'évacuation du personnel, l'appel des services de secours.				Sans objet : MB92 n'effectue pas des travaux de réparation sur les navires fonctionnant au GPL/GNL/Hydrogène. Toutefois, si des travaux devaient avoir lieu dans le futur sur des navires de ce type, les risques associés seront étudiés au préalable. En ce qui concerne les opérations de réparation sur navires à fioul/gasoil, lorsqu'ils ont lieu dans ou en proximité des réservoirs de carburant, ceux-ci sont vidés et dégazés au préalable, conformément à l'Arrêté du 21 septembre 1982 relatif à l'extension à l'ensemble du territoire des dispositions générales relatives aux mesures de sécurité à observer dans les travaux d'aménagement, d'entretien et de réparation des navires et bateaux contenant ou ayant contenu des liquides inflammables ou des gaz combustibles liquéfiés
<b>Article 4.6</b> Tuyauteries et canalisations. Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.	X			Les opérations d'application de peinture par pulvérisation ne nécessitent pas de tuyauteries ou de canalisations. Seuls des flexibles sont utilisés pour raccorder les équipements. C'est du matériel mobile dédié à l'application de peinture.  Les seules canalisations concernées sont celles du réseau d'eau. Il s'agit des eaux de nettoyage des coques des bateaux et des zones d'application des peintures. Ces eaux sont collectées dans un réseau de canalisations étanches jusqu'aux dispositifs de traitement.  Il y a également les gaines du système de filtration air pour la cabine et les cocons. Il s'agit de gaines étanches.
<b>Section III : Dispositif de prévention des accidents</b>				
<b>Article 4.7 :</b> Matériels utilisables en atmosphères explosibles. Dans les parties de l'installation visées à l'article 4.1 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.	X			Une étude ATEX a été réalisée en 2020 pour l'ensemble des activités MB92. Un programme d'actions a été mis en œuvre par MB92 pour se conformer aux prescriptions de cette étude (cf annexe 12)

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<p><b>Article 4.8 :</b> Installations électriques et chauffage.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Le chauffage des locaux à risque incendie ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité adapté.</p>	X			<p>Les installations électriques et de chauffage du site sont vérifiées annuellement par un bureau de contrôle. Les équipements métalliques sont mis à la terre. Le chauffage sur site est électrique.</p> <p>Pour l'air envoyé dans les cocons, celui-ci peut être chauffé (groupes fonctionnant au GNR). Ces équipements sont positionnés à l'extérieur du cocon.</p> <p>Pour la cabine de peinture, le système de chauffage de l'air se fait via des générateurs d'air chaud : Combustion du gaz naturel de ville et rejet des gaz de combustion dans la cabine pour la chauffer : pas de rejet des gaz de combustion à l'air libre. Ces installations sont situées à l'extérieur de la cabine.</p>
<p><b>Article 4.9 :</b> Ventilation des locaux.</p> <p>Les locaux contenant l'installation sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.</p> <p>Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère.</p>	X Cabine Nef C	X cocon et atelier composite		<p><u>Cabine peinture : conforme</u></p> <p>Conforme pour la cabine de peinture. Les rejets du dispositif de traitement d'air se font à plus de 100 m des habitations, via 9 exutoires en toiture (8 pour la grande cabine et 1 pour la petite cabine) à une hauteur de plus de 20 m et à 1,5 m au-dessus du au niveau de la toiture.</p> <p><u>Hangar Nef C : conforme</u></p> <p>Dans le hangar Nef C, une ventilation naturelle est présente, en plus des systèmes d'aspiration mécanique au niveau de l'atelier menuiserie et de l'atelier composite.</p> <p><u>L'atelier « composite »</u></p> <p>Il dispose d'un système d'aspiration mécanique pour les activités de ponçage avec un filtre à poussières. Rejet en façade vers le haut, à plus de 100 m des habitations : <b>demande de dérogation</b></p> <p>La zone menuiserie est équipée d'une aspiration des poussières collectées dans une benne à l'extérieur. Pas de rejet à l'air libre.</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				<p><b>Activité de peinture sous Cocon (en extérieur). Non applicable pour les activités de peinture réalisées sous cocon : demande de dérogation</b></p> <p>Les rejets du dispositif de traitement d'air associé au cocon se font à plus de 100 m des habitations. Les exutoires sont situés sur le sol des terre-pleins, dans des zones à l'air libre. Aucun obstacle ne gêne la dispersion des gaz rejetés.</p> <p>Etant donné la configuration particulière du cocon, le débouché du système de traitement d'air ne peut pas se faire en hauteur. Il n'y a pas de faitage car il ne s'agit pas d'un bâtiment. L'enceinte est mise sous dépression.</p> <p>L'aménagement de points de rejets en hauteur pour les cocons comporte un changement important des modes opératoires et du matériel utilisé.</p> <p>Il apparaît techniquement possible de placer les points de rejet au niveau de la flottaison, (hauteur variable en fonction de la taille du bateau et du calage, environ 5 à 6 m) en protégeant ainsi de l'exposition directe le personnel travaillant au sol.</p> <p>Cela impose des contraintes sur le plan technique et de la sécurité du personnel lors des opérations de mise en œuvre et nécessite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'aménager les sapines afin d'accéder aux caissons pour le changement de filtres,</li> <li>- de mettre en œuvre un cadre à double glissière à fixer sur la sapine avec une ouverture latérale pour y glisser des filtres cadre plissés (avantageux pour leur manipulation et limitant le risque de pollution lors de la manipulation des filtres chargés).</li> </ul> <p>Les solutions techniques proposées devront être soumises à validation et ne pourront être mise en place, après étude, avant la saison 2022 (septembre).</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<p><b>Article 4.10 :</b> Systèmes de détection et extinction automatiques.</p> <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique adapté. L'exploitant dresse la liste détaillée de ces dispositifs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>	X			<p>Les zones à risque incendie sont</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le conteneur de stockage des peintures du magasin NEF C</li> <li>Les locaux de stockage et de mélange associés à la cabine de peinture</li> </ul> <p>Le conteneur de stockage ne dispose pas de détecteur incendie mais le hangar Nef C possède d'un système de sécurité incendie (Vérification semestrielle).</p> <p>La cabine de peinture dispose d'un système de détection incendie (détection de fumées et détection optique IR) ainsi que les locaux de stockage et préparation de peintures associés.</p> <p>Le hangar NEF C possède un système d'extinction de mousse à haut foisonnement et Poste Incendie Additivés C (en cours de réfection).</p> <p>Les plans d'implantation des systèmes de détection incendie de la Nef C et de la cabine de peinture sont présentés en annexe 13.</p>
<b>Section IV : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles</b>				
<p><b>Article 4.11 :</b> Capacité de rétention.</p> <p>I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans tous les cas 800 l ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li> </ul>	X			<p>Le site dispose de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>20 cuves ariennes mobiles double enveloppe de 1 m³ de gasoil pour le fonctionnement des appareils de chauffage pour l'activité peinture</li> <li>1 cuve aérienne fixe de gasoil de 3,2 m³ avec cuvette rétention de même volume, placée sous abris (auvent)</li> <li>1 cuve aérienne fixe de gasoil de 1 m³ double enveloppe</li> </ul> <p>Le conteneur de stockage des peintures possède une rétention interne intégrée égale à 50 % du volume maximal de stockage.</p> <p>Au droit des zones d'application des peintures, les bidons sont positionnés sur des rétentions mobiles.</p> <p>Dans la cabine peinture, les stockages temporaires de peinture se font sur rétention dans les locaux dédiés.</p> <p>Au niveau de la zone « déchetterie », les produits liquides sont stockés sur des rétentions adaptées.</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<p>II. - La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p>	X			<p>Les rétentions de la cuve gasoil et des différents fûts/bidons sont métalliques. Il s'agit de bacs de rétention individuels ou associés à un conteneur/armoire.</p> <p>Pas de produits incompatibles.</p> <p>En cas de déversement, le produit est pompé de la rétention et évacué en comme déchet.</p> <p>Les 2 cuves fixes du site sont les suivantes, avec jauge de niveau fixe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 cuve aérienne fixe de gasoil de 3,2 m3</li> <li>• 1 cuve aérienne fixe de gasoil de 1 m3</li> </ul> <p>Pas de stockage sous le niveau du sol</p>
<p>III. - Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant</p>	X			<p>La cuve aérienne fixe sur rétention est sous auvent et donc protégée des intempéries.</p> <p>Pas de réseau eau pluviale dans les bâtiments Nef C et Nef 6.</p>
<p>IV. - Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>	X			<p>Au droit des zones d'application des peintures sur les terre-pleins et dans la forme, les eaux de lavage sont collectées dans un réseau de canalisations étanches jusqu'aux dispositifs de traitement.</p> <p>Des systèmes permettent d'isoler les points de rejets pour contenir ces eaux sur le site (vannes martellières, arrêt des pompes de relevage,...).</p> <p>La cabine de peinture dispose d'un réseau pour évacuer les eaux de lavage/carénage. Ces eaux rejoignent le réseau de la moyenne plaine. Un dispositif d'isolement en aval du système de traitement des eaux de la plateforme permet d'obturer le réseau en cas de déversement accidentel de produits polluants</p> <p>Pas de réseau d'évacuation des eaux dans le hangar Nef C.</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<p><b>Article 4.12 : Rétention et isolement.</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ceux-ci soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne (dans les locaux), les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, <b>les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation, à déclenchement automatique ou commandable à distance</b>, pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.</p> <p>Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements</p> <p>Ces dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un incendie ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p>	X Grande forme	X Vanne martellière manuelle pour moyenne plaisance et plateforme 4000 T		<p>Le réseau de collecte des eaux d'extinction incendie est le même que le réseau de collecte des eaux pluviales</p> <p>Les moyens de rétention des eaux d'extinction incendie sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Les plateformes techniques</b> (confinement externe) Concernant les opérations d'application de peinture, elles sont réalisées sur les emplacements situés sur les places d'occupation temporaire sur terre-pleins des plateformes. La présence de peinture est très faible (quelques bidons seulement) au droit des zones d'application des peintures et durant une courte durée, avec toujours la présence de personnel. Un éventuel départ d'incendie serait rapidement maîtrisé via des extincteurs adaptés aux liquides inflammables. <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Plateforme 4000 t (confinement externe)</li> </ul> Comme cela est demandé dans l'arrêté d'exploiter, le volume minimal de confinement sera de 720 m<sup>3</sup> (soit l'utilisation durant plus de 2 h de poteaux incendie de 120 m<sup>3</sup>/h) via le réseau de collecte des eaux pluviales et sur la plateforme avec des vannes martellières pour l'isolement, actionnables manuellement. <p>Le volume à confiner a été validé par le SDIS lors de l'instruction du dossier d'autorisation environnementale du projet 4000 t. (cf annexe 14)</p> <p>Les vannes de fermeture du réseau seront modifiées afin d'être mise aux normes (vannes automatiques ou commandables à distance) courant 2022, sous réserve de l'accord de La Ciotat Shipyard</p> </li> <li>• <b>Plateforme moyenne plaisance</b> (confinement externe) <b>et Cabine de peinture</b> (confinement externe) Pas de volume de confinement fixé dans l'AP d'exploitation. Dans le dossier d'autorisation de la moyenne plaisance au titre de la loi sur l'eau, le volume des eaux d'extinction d'incendie a été évalué en prenant l'hypothèse suivante : fonctionnement de huit lances de 30 m<sup>3</sup> /h en simultanée, soit 240 m<sup>3</sup> /h pendant deux heures. Le volume total produit est donc de 480 m<sup>3</sup>.</li> </ul>



Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part</li> <li>- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li> <li>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>L'évacuation des effluents recueillis se fait dans les conditions prévues aux chapitres V ou IX selon la composition des effluents.</p>				<p>Les ouvrages de traitement en place sont dimensionnés respectivement pour Q= 19 l/s et Q= 100 l/s, soit au total 119 l/s ou 428 m<sup>3</sup> /h. Il est dit dans le dossier que les ouvrages pourront recevoir et traiter les volumes rejetés. Les eaux rejetées pendant l'incendie seront débarrassées des MES et des hydrocarbures grâce au système en place avant d'être rejetées dans le milieu. Sur la moyenne plaisance, MB92 dispose seulement d'une AOT de 14 postes.</p> <p>Le volume de stockage estimé dans le réseau est de 146,1 m<sup>3</sup> (dossier autorisation loi sur l'eau de la plateforme moyenne plaisance : 2007), soit l'utilisation durant plus de 1 h d'un poteau incendie de 120 m<sup>3</sup>/h. Le confinement se fait via le réseau de collecte des eaux pluviales avec des vannes martellières pour l'isolement, actionnables manuellement (vanne en inox avec des tests de fonctionnement tous les 6 mois).</p> <p>Le Rapport d'étude du SDIS attaché au Permis de Construire de la cabine de peinture indiquait un besoin en eau d'extinction de 420 m<sup>3</sup>/h pour deux heures, soit une capacité de rétention de 840 m<sup>3</sup>.</p> <p>Suite aux échanges intervenus avec le SDIS, il apparaît que le dimensionnement pour chaque plateforme a été fait sur le sinistre le plus grave en considérant l'ensemble des deux plateformes (incendie dans la cabine de peinture de la Grande Plaisance). La capacité de rétention demandé pour la Moyenne Plaisance étant ainsi identique à celui demandé par la Grande Plaisance, où les bateaux hébergés et la cabine de peinture sont de taille nettement supérieure.</p> <p>Le SDIS a donné avis favorable à la possibilité d'utiliser les capacités déjà existantes sur la plateforme adjacente de la Grande Plaisance pour subvenir aux besoins en rétention des eaux incendie de la Moyenne Plaisance.</p> <p>Pour ce faire les réseaux de collecte des eaux des deux plateformes seront connecté à travers une conduite équipée de vanne commandé à distance, permettant de maintenir isolés les deux réseaux en situation normale et de permettre la surverse de la moyenne plaisance vers la grande plaisance en cas de sinistre.</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				<p>Pour rappel : la DECI demandé pour la Moyenne Plaisance est de 840m<sup>3</sup> et la plateforme de la Grande plaisance est aujourd'hui dotée d'un volume de rétention supérieur à la DECI. (cfr Annexe 14)</p> <p>Les vannes de fermeture du réseau seront modifiées afin d'être mise aux normes (vannes automatiques ou commandables à distance) courant 2022, sous réserve de l'accord de La Ciotat Shipyard. La procédure de mise en œuvre de ces capacités de rétention dans l'attente de l'automatisation des vannes martellières est présentée en annexe 14.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Grande forme</b> (confinement externe)</li> </ul> <p>Pour la forme, les eaux d'extinction incendie seraient confinées à l'intérieur même de celle-ci via l'isolement du dispositif de traitement des eaux (arrêt des pompes de relevage du process de traitement).</p> <p>En effet, le réseau et les systèmes de traitement des eaux du fond de forme peuvent être isolés en cas de pollution afin de contenir celle-ci dans la forme. L'arrêt des pompes de relevage peut être effectué à distance via un arrêt d'urgence au niveau du local de commande de l'unité de traitement des eaux de fond de forme.</p> <p>Ce dispositif permet également de confiner une éventuelle pollution (déversement) dans la forme.</p> <p>Le volume maxi ne mettant pas en cause la stabilité du bateau en cale sèche est calculé par rapport à la hauteur des tins destinés au berceau d'appui des bateaux soit 1.30m. Selon le volume de la forme : <math>200 \times 60 \times 9,8 = 117\,600 \text{ m}^3</math>, nous déduisons le volume maximal de confinement : <math>200 \times 60 \times 1.30 = 15\,600 \text{ m}^3</math>.</p> <p>Le volume disponible est largement suffisant pour confiner d'éventuelles eaux d'extinction incendie</p> <p>L'arrêt des pompes de relevage sera modifié afin d'être mise aux normes (arrêt commandable à distance ou arrêt d'urgence) courant 2022, sous réserve de l'accord de La Ciotat Shipyard.</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Hangar NEF C</b> (confinement interne)</li> </ul> <p>Le confinement des eaux d'extinction incendie se fait à l'intérieur du hangar. Le NEF C ne dispose pas de réseau d'eau. Le confinement sera réalisé via la mise en place de batardeaux d'eau pour rendre la porte étanche (batardeaux prépositionnés à glissière avec déclenchement manuel).</p> <p>Le volume d'eau à confiner a été estimé à 76 m<sup>3</sup> par le constructeur du dispositif de lutte incendie. <b>Ce volume est calculé à partir des données suivantes :</b></p> <p><b>Données de base :</b></p> <p>Coefficient de tassement (Ct) ..... 1,15  Coefficient de fuite (Cf) ..... 1,2  Temps de noyage (Tn) ..... 5 min  Surface à protéger ..... 3280 m<sup>2</sup>  Surface de nappe de feu ..... 0 m<sup>2</sup>  Hauteur de noyage ..... 8 m  Volume à protéger (V) ..... 26 240 m<sup>3</sup>  Volume de mousse (Vm) à produire (V x Ct x Cf) ..... 39 834 m<sup>3</sup></p> <p><b>Dimensionnement :</b></p> <p>Foisonnement (F) ..... 536  Débit de prémélange requis (Vm / F / Tn) ..... 14 864 l/min  Nbre et type de générateurs à mousse ..... 38x Volumex 400  Débit réel en prémélange (Q) ..... 15 200 l/min</p> <p><b>Emulseur :</b></p> <p>Concentration en émulseur ..... 3 %  Débit d'émulseur ..... 456 l/min</p> <p><b>Eau :</b></p> <p>Débit d'eau ..... 14 744 l/min</p> <p><b>Volume d'extinction (Q x Tn°) = 76 000 l</b></p> <p><b>Une fois la mousse retombée (temps de décantation à 50% : 16 min 55 s), ce volume, repart sur une surface de 3280 m<sup>2</sup>, représente une hauteur d'environ 2.3 cm. Cf annexe 9 et 14</b></p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<b>Section V : Dispositions d'exploitation</b>				
<p><b>Article 4.13 : Travaux.</b></p> <p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 4.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;</li> <li>- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours ;</li> <li>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li> </ul> <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du document relatif à la protection défini à l'<a href="#">article R. 4227-52 du code du travail</a> et par l'obtention de l'autorisation mentionnée au 6° du même article.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'ICPE.</p>	X			<p>Tous les travaux font l'objet de l'établissement d'un plan de prévention intégrant un permis de feu pour les travaux par point chaud.</p> <p>Permis feu</p> <p>Après chaque travaux, une vérification de la bonne réalisation est effectuée par l'exploitant avant la reprise de l'activité.</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<b>Article 4.14</b> : Vérification périodique et maintenance des équipements. I. Règles générales L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. Les différents opérateurs et intervenant sur le site, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.	X			Vérification annuelle du matériel de lutte incendie, des équipements sous pression, des installations électriques et de chauffage. MB92 La Ciotat dispense aux agents d'exploitation des formations au poste de travail et à la sécurité. Les formations sont délivrées en interne ou par des organismes extérieurs. Formation du personnel aux dangers potentiels des produits utilisés. Formation du personnel à la manipulation des équipements à risque (notamment postes de soudure, ...). Formation du personnel en sécurité Incendie dont à la manipulation des extincteurs Pour les formations du personnel des sociétés sous-traitantes, MB92 vérifie que les formations adaptées ont été dispensées.
II. Protection individuelle : Des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à leur emploi.	X			Le personnel de MB92 et des sous-traitants dispose des EPI adaptés aux postes de travail.
<b>Chapitre V : Émissions dans l'eau</b>				Un protocole d'analyse des eaux résiduaires pour les AOT MB92 sur les plateformes Moyenne Plaisance et Grande Forme a été élaboré fin décembre 2020 (Cf annexe 5)
<b>Section I : Principes généraux</b>				
<b>Article 5.1.1 : Applicabilité.</b> Les articles 5.10, 5.11, 5.12, 5.13 et 10.2 ne sont pas applicables aux installations ne présentant pas de rejets dans l'eau liés à l'activité (eaux de rinçage, de process, purges, etc.). Les justificatifs sont joints au dossier d'enregistrement.	X			Les activités de MB92 génèrent des rejets dans l'eau
<b>Article 5.1.2</b> : Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu. Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé en matière de : - compatibilité avec le milieu récepteur ; - suppression des émissions de substances dangereuses.	X			(cf pièce jointe « Gestion des eaux »). L'ensemble du dispositif de gestion et de traitement des eaux pluviales et des eaux de process des terre-pleins est assuré par le gestionnaire du port, la société La Ciotat Shipyards.



Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p>				<p>Les rejets aqueux dans le milieu naturel (mer méditerranée) issus des activités réalisées au sein de l'emprise des chantiers navals ont fait l'objet d'autorisations spécifiques issues de procédures administratives dédiées et portées par la société La Ciotat Shipyards.</p> <p>Au niveau de l'emprise maritime des chantiers navals, la pêche est interdite ainsi que la récolte des coquillages et la baignade.</p> <p><b>Les rejets aqueux engendrés par les activités exercées sur l'emprise des chantiers navals ne sont pas issus uniquement des activités de MB92.</b></p> <p><b><u>Plateforme moyenne plaisance</u></b> L'exploitation de cette plateforme a fait l'objet d'une autorisation (arrêté préfectoral n°58-2007-EA pour la Moyenne Plaisance).</p> <p><b><u>La grande forme</u></b> Les travaux de rénovation de la grande forme ont déjà été réalisés. Ils ont fait l'objet d'un dossier de demande d'autorisation au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement et ont obtenu, à l'issue de l'instruction, un arrêté préfectoral (N°57-2015 EA) autorisant, au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement, la SEMIDEP Ciotat à réaliser les aménagements de sécurisation et de restructuration de la Grande Forme des chantiers Navals de La Ciotat et à l'exploiter.</p> <p><b><u>Le projet 4000 T</u></b> Un projet lié à la création d'un ascenseur de 4000 T est actuellement mené par La Ciotat Shipyards, exploitant du chantier naval de la Ciotat. Ce projet fait l'objet d'une procédure spécifique séparée et d'études indépendantes. Notons que les études environnementale menées portent sur l'ensemble de l'emprise du chantier naval. Un arrêté préfectoral du 6 mars 2020 autorisation l'exploitation de cette plateforme. La société MB92 sera amenée à exploiter (convention d'occupation temporaire) dans le cadre de ses activités une partie de ces équipements.</p>

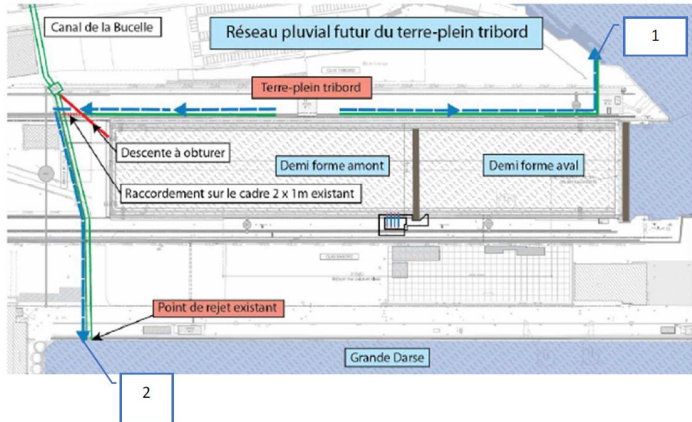
Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				<p>Les incidences de l'exploitation du projet 4000 T, et plus globalement de l'exploitation de l'ensemble des activités du chantier naval La Ciotat, ont donc déjà été étudiés. Dans le cadre du dossier de demande d'autorisation de la plateforme 4000 T, l'étude réalisée en 2019/2020 a porté sur l'ensemble des rejets aqueux de l'emprise des chantiers navals. Un extrait est présenté ci-dessous : « Les concentrations résiduelles en polluants des eaux issues des opérations de lavage des bateaux sont très significativement inférieures aux valeurs guides préconisées pour les rejets des chantiers de carénage (Arrêté du 2 février 1998). Les opérations de décapage des bateaux sont déjà strictement encadrées pour des raisons environnementales (tout est confiné et les résidus aspirés). Ces opérations ne génèrent donc aucun flux de pollution vers le milieu. Aucun changement n'est attendu avec les nouveaux aménagements, les opérations accueillies sur la future Plateforme 4000 t étant de même nature ».</p> <p><b><u>Hangar Nef C</u></b> Pas de réseau eau pluviale dans les bâtiments Nef C ni de réseau d'eau industrielle.</p>
<b>Section II : Prélèvements et consommation d'eau</b>				
<p><b>Article 5.2 :</b> Prélèvement d'eau. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est limité à la valeur mentionnée par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.</p> <p>La réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p>	X			<p>Le site est relié au réseau communal pour l'alimentation en eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les sanitaires</li> <li>• pour le lavage/décapage des navires à haute pression</li> <li>• pour l'alimentation en eau potable des navires,</li> <li>• pour la lutte incendie</li> </ul> <p>Consommation d'eau potable entre 25 000 et 30 000 m<sup>3</sup>/an. Utilisation de l'eau de mer pour le refroidissement des moteurs des bateaux. Le refroidissement des navires n'est pas fonctionnel aux activités de réparation exercées par MB92, mais nécessaire au bon fonctionnement des navires (fonctionnement identique à celui que les navires ont à flot) et au confort de vie des équipages résidents à bord. De fait, cette disposition n'entre pas dans le cadre de l'application de l'AM 2930.</p>

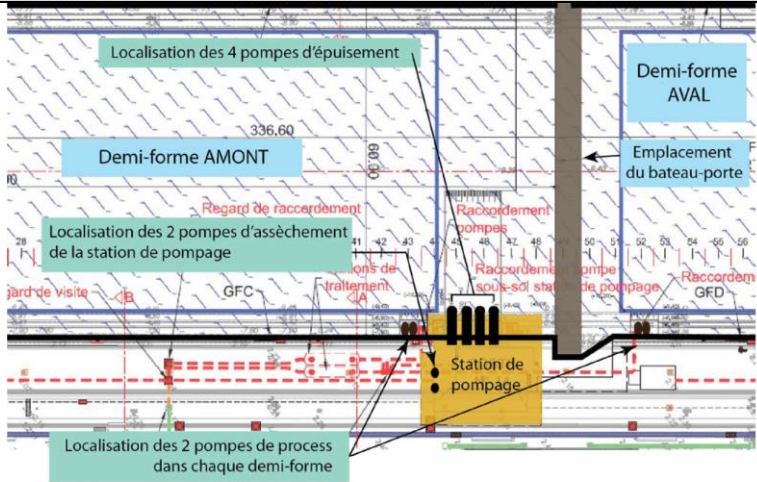


Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				<p>Nous précisons que l'utilisation de l'eau de mer pour le refroidissement en circuit ouvert ne se fait que très rarement, dans la Grande Forme, pour certains yachts de très grande taille, pour lesquels l'utilisation des tours de réfrigération n'est pas techniquement viable.</p> <p>L'eau, prélevée à 9 m de profondeur, circule dans le circuit de refroidissement du navire sans rentrer en contact direct avec d'autres fluides ou des polluants et est ensuite rejetée dans la fosse d'aspiration, aménagée au pied de la station de pompage, au fond de la Grande Forme, puis restituée intégralement au milieu naturel.</p> <p>Le réseau de refroidissement est de ce fait isolé du réseau des caniveaux collectant les eaux de process et n'engendre pas de dilution des eaux de rejet.</p> <p>Le débit nécessaire pour le refroidissement varie, en fonction de la taille du navire et des équipements de bord, dans une fourchette de 95 à 120 m³/h. L'augmentation de température en sortie du circuit est évaluée à environ 3°C.</p> <p>Dans les conditions les plus défavorables (période estivale), en assumant une température moyenne au point de prélèvement de 20°C on peut assumer que la température au point de rejet est très faiblement supérieure au milieu récepteur et, dans tous les cas, inférieure à 30 °.</p>
<p><b>Article 5.3 : Ouvrages de prélèvements.</b></p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau destiné à la consommation humaine est muni d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations par le retour d'eau pouvant être polluée. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du code de l'environnement.</p>	X			<p>Afin de limiter le risque de contamination du réseau d'alimentation en eau, le site dispose de clapets anti-retours, régulièrement contrôlés, sur les points d'approvisionnement en eau.</p> <p>Des compteurs sont installés aux arrivées du réseau sur le site MB92 La Ciotat afin de suivre la consommation d'eau.</p> <p>Le débit prélevé est inférieur à 100 m³/j, le relevé des compteurs est effectué par LCS de façon mensuelle pour les infrastructures et les bateaux. <a href="#">Ce suivi passera donc à une fréquence hebdomadaire.</a></p> <p><b>LCS étudie la possibilité de mettre en place de la télémétrie afin d'avoir un suivi en direct des consommations des utilités.</b></p> <p>Pas de prélèvement dans un cours d'eau</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<b>Section III : Collecte et rejet des effluents</b>				
<p><b>Article 5.4 :</b> Collecte des effluents.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.</p> <p>Les eaux résiduaires incluent les eaux usées domestiques générées sur le site ainsi que les eaux usées générées et collectées à bord des véhicules.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>	X			<p>Les rejets aqueux du site MB 92 sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les eaux de ruissellement,</li> <li>les eaux de process (eaux de lavage et de décapage haute pression),</li> <li>les eaux sanitaires (site et bateaux)</li> <li>les eaux de remise en eau de la forme.</li> </ul> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et eaux de process sont collectées et envoyées vers des dispositifs de traitement (gérés par le gestionnaire du port) avant rejet dans le milieu marin.</p> <p>Sur le site, toutes les eaux pluviales sont susceptibles d'être polluées (hors eaux pluviales de toiture), il n'y a donc pas de séparation des eaux pluviales « propre » ou « polluées »</p> <p>Les eaux sanitaires (site et bateaux) sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Soit rejetées dans le réseau eaux usées du chantier naval pour certains AOT</li> <li>Soit pompées par des camions-citernes et envoyées en élimination comme déchets</li> </ul> <p>MB92 a pour projet de créer une mini-STEP sur le site pour le traitement de ces eaux grises/eaux noires des navires aux postes non desservis par le réseau eaux usées public. La description technique est en annexe 2.</p> <p>Un plan des réseaux est disponible sur le site.</p>
<p><b>Article 5.5 :</b> Points de rejets.</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.</p>	X			<p>Les points de rejets dans le milieu naturel sont limités au strict nécessaire et adaptés pour la réalisation de prélèvements.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Un point de rejet pour la grande forme dans la grande darse : <b>point 1</b></li> <li>Un point de rejet pour la plateforme moyenne plaisance dans la grande darse : <b>point 2</b></li> <li>Deux points de rejet pour la future plateforme 4000 t : <b>exutoires 1 et 2</b> (l'exutoire n°3 est en dehors du périmètre ICPE du site MB92 car il ne concerne pas des AOT MB92)</li> </ul>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				<p>Ces points de rejet prennent en compte l'ensemble des activités des exploitants du chantier naval et pas seulement les rejets de MB92.</p>  <p>Remarque : le point de rejet n° 3 concerne la grande plaisance (pas d'AOT MB92 sur cette zone)</p>  <p>Remarque : l'exutoire n° 3 de la plateforme 4000 T ne concerne pas des AOT de MB92</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				<p>Le terre-plein tribord de la grande forme dispose aussi de 2 points de rejet. Le rejet 1 sera raccordé au réseau 4000 t et le rejet 2 sera connecté à un décanteur avec rejet dans la grande darse au niveau de l'exutoire existant. Ainsi, ces 2 rejets rejoindront les exutoires existants.</p>  <p>Les eaux de fuite du bateau porte (très faible débit) sont de fait ségréguées : elles sont collectées dans la fosse d'aspiration et sont ensuite rejetées à la mer à travers les pompes d'épuisement, comme illustré dans le dossier d'autorisation lois sur l'eau de la Grande Forme du décembre 2014, dont un extrait est présenté ci-dessous :</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				 <p>Localisation des différents systèmes de pompes de la grande forme</p>
<p><b>Article 5.6 :</b> Rejet des eaux pluviales.</p> <p>Les dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé s'appliquent.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à la section IV.</p>	X			<p>L'ensemble du dispositif de gestion et de traitement des eaux pluviales et des eaux de process des terre-pleins est assuré par le gestionnaire du port, la société La Ciotat Shipyards.</p> <p>Les eaux pluviales et les eaux industrielles sont collectées dans un même réseau. Il s'agit d'installations existantes au 1er janvier 2018 et déjà autorisées par plusieurs arrêtés préfectoraux.</p> <p>A l'époque il ne s'agissait pas d'installation à autorisation ICPE.</p> <p>Ces installations ont été autorisées conformément à la réglementation, en respectant les procédures applicables aussi bien au titre de la loi sur l'eau, qu'au titre de la déclaration ICPE pour la cabine peinture et le hangar NEF C.</p> <p>Ces dispositions s'appliquent aux extensions ou modification (projet 4000 t : AP du 6 mars 2020).</p>
<p><b>Article 5.7 :</b> Eaux souterraines. : Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.</p>			X	<p>Non applicable</p> <p>Pas de rejet dans les eaux souterraines</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<b>Section IV : Valeurs limites d'émission</b>				
<b>Article 5.8 : Généralités</b> Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite.	X			
<b>Article 5.9 :</b> Conditions de rejets dans l'eau (milieu naturel ou rejet raccordé). La température des effluents rejetés est inférieure à 30° C sauf si la température en amont dépasse 30° C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés n'est pas supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50° C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Le pH des effluents rejetés est compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline. En cas de rejet au milieu naturel, les dispositions ci-après sont également applicables : a) Pour les eaux réceptrices auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article D. 211-10 du code de l'environnement, les rejets n'induisent pas : - une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et à 2 °C pour les eaux conchyliques ; - une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ; - un pH en dehors des plages suivantes : 6 et 9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade, 6.5 et 8.5 pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire, et 7 et 9 pour les eaux conchyliques ; - un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques. b) L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.	X			Conforme  Température de rejet < 30 °C dans le milieu naturel et ph compris entre 5,5 et 8,5  Non applicable car les eaux réceptrices ne sont pas soumises aux les dispositions de l'article D. 211-10 du code de l'environnement Au niveau de l'emprise maritime des chantiers navals, la pêche est interdite ainsi que la récolte des coquillages et la baignade.  Non applicable car rejet dans la mer méditerranée



Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92																																																																																
<p><b>Article 5.10 :</b> Valeurs limites d'émission pour rejet dans le milieu naturel.</p> <p>I. Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé et les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés à l'article 5.1.2.</p> <p>Pour chacun des polluants rejetés par l'installation le flux maximal journalier est, sauf indication contraire, celui mentionné dans le dossier d'enregistrement.</p> <p>Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé</p> <p>Les valeurs limites évoquées au premier alinéa sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5) <ul style="list-style-type: none"> <li>Matières en suspension (Code SANDRE : 1305) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 35 mg/l au-delà</li> <li>DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313) 100 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j 30 mg/l au-delà</li> <li>DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) 300 mg/l si flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j 125 mg/l au-delà</li> </ul> </li> </ol> <p>Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES.</p>	X Après travaux			<p>Conforme après aménagement : Les substances imposées dans le présent AM mais non analysées par la Ciotat Shipyards seront rajoutées au programme d'analyse.</p> <p><b><u>Plateforme moyenne plaisance (MP)</u></b></p> <p>L'exploitation de cette plateforme a fait l'objet d'une autorisation (arrêté préfectoral n°58-2007-EA).</p> <p>Les rejets de la cabine peinture sont raccordés au réseau eaux de la moyenne plaisance. Une convention de rejet existe entre la Ciotat Shipyard et MB92 pour les rejets de la cabine dans le réseau.</p> <p>Une analyse a eu lieu en juin 2019 et juillet 2020 pour les substances suivantes en sortie de l'exutoire MP :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Substance</th><th>Valeur 2019 : mg/l</th><th>Valeur 2020 : mg/l</th><th>Seuil AP 2008 : mg/l</th><th>Seuil AM 2020 : mg/l</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DCO</td><td>380</td><td>72</td><td>/</td><td>300 ou 125</td></tr> <tr> <td>DBO5</td><td>&lt;3</td><td>12,2</td><td>/</td><td>100 ou 30</td></tr> <tr> <td>MEST</td><td>18</td><td>47</td><td>30</td><td>100 ou 35</td></tr> <tr> <td>Azote total</td><td>2</td><td>/</td><td>/</td><td>30 ou 10</td></tr> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td><td>0,45</td><td>&lt;0,1</td><td>5</td><td>10</td></tr> <tr> <td>Phosphore total</td><td>0,94</td><td>/</td><td>/</td><td>10 ou 1</td></tr> <tr> <td>Cadmium</td><td>&lt;0,001</td><td>&lt;0,001</td><td>/</td><td>/</td></tr> <tr> <td>Cuivre</td><td>0,21</td><td>0,211</td><td>/</td><td>0,15</td></tr> <tr> <td>Chrome</td><td>&lt;0,0025</td><td>0,0076</td><td>/</td><td>0,1</td></tr> <tr> <td>Nickel</td><td>0,0072</td><td>0,0138</td><td>/</td><td>0,2</td></tr> <tr> <td>Zinc</td><td>0,48</td><td>1,830</td><td>/</td><td>0,8</td></tr> <tr> <td>Plomb</td><td>0,091</td><td>0,0503</td><td>/</td><td>/</td></tr> <tr> <td>Mercur</td><td>&lt;0,0005</td><td>&lt;0,00005</td><td>/</td><td>/</td></tr> <tr> <td>Arsenic</td><td>&lt;0,005</td><td>&lt;0,005</td><td>/</td><td>/</td></tr> <tr> <td>TBT (Tributylétain)</td><td>/</td><td>/</td><td>Traces</td><td>/</td></tr> </tbody> </table> <p>Les substances mesurées respectent les seuils de de l'AP (sauf pour les MES en 2020) et ceux de l'AM du 12/05/2020 sauf pour la DCO (2019), le zinc (2020) et le cuivre (2019 et 2020).</p>	Substance	Valeur 2019 : mg/l	Valeur 2020 : mg/l	Seuil AP 2008 : mg/l	Seuil AM 2020 : mg/l	DCO	380	72	/	300 ou 125	DBO5	<3	12,2	/	100 ou 30	MEST	18	47	30	100 ou 35	Azote total	2	/	/	30 ou 10	Hydrocarbures totaux	0,45	<0,1	5	10	Phosphore total	0,94	/	/	10 ou 1	Cadmium	<0,001	<0,001	/	/	Cuivre	0,21	0,211	/	0,15	Chrome	<0,0025	0,0076	/	0,1	Nickel	0,0072	0,0138	/	0,2	Zinc	0,48	1,830	/	0,8	Plomb	0,091	0,0503	/	/	Mercur	<0,0005	<0,00005	/	/	Arsenic	<0,005	<0,005	/	/	TBT (Tributylétain)	/	/	Traces	/
Substance	Valeur 2019 : mg/l	Valeur 2020 : mg/l	Seuil AP 2008 : mg/l	Seuil AM 2020 : mg/l																																																																																
DCO	380	72	/	300 ou 125																																																																																
DBO5	<3	12,2	/	100 ou 30																																																																																
MEST	18	47	30	100 ou 35																																																																																
Azote total	2	/	/	30 ou 10																																																																																
Hydrocarbures totaux	0,45	<0,1	5	10																																																																																
Phosphore total	0,94	/	/	10 ou 1																																																																																
Cadmium	<0,001	<0,001	/	/																																																																																
Cuivre	0,21	0,211	/	0,15																																																																																
Chrome	<0,0025	0,0076	/	0,1																																																																																
Nickel	0,0072	0,0138	/	0,2																																																																																
Zinc	0,48	1,830	/	0,8																																																																																
Plomb	0,091	0,0503	/	/																																																																																
Mercur	<0,0005	<0,00005	/	/																																																																																
Arsenic	<0,005	<0,005	/	/																																																																																
TBT (Tributylétain)	/	/	Traces	/																																																																																



Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92																																																																																
<p>2. Azote et phosphore</p> <p>Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé : (Code SANDRE : 1551)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>30 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier max supérieur ou égal à 50 kg/j</li> <li>15 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier max supérieur ou égal à 150 kg/j</li> <li>10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier max supérieur ou égal à 300 kg/j</li> </ul> <p>Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 80 % pour l'azote.</p> <p>Phosphore (phosphore total) : (Code SANDRE : 1350)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>10 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier max supérieur ou égal à 15 kg/j</li> <li>2 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier max supérieur ou égal à 40 kg/j</li> <li>1 mg/l en concentration moyenne mensuelle si flux journalier max supérieur ou égal à 80 kg/j</li> </ul> <p>Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 % pour le phosphore.</p>				<p>Des campagnes de mesures ont également eu lieu en 2021 conformément au protocole de suivi (cf analyses en annexe 5) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1 campagne de mesures lors d'une opération de lavage de coque</li> <li>1 campagne par temps de pluie</li> </ul> <p>Le tableau suivant montre les résultats en aval du dispositif de traitement :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Substance</th><th>2021* : mg/l (opération carénage)</th><th>2021** : mg/l (Pluie)</th><th>Seuil AP 2008 : mg/l</th><th>Seuil AM 2020 : mg/l</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DCO</td><td>140</td><td>&lt;50</td><td>/</td><td>300 ou 125</td></tr> <tr> <td>DBO5</td><td>19,3</td><td>&lt;3</td><td>/</td><td>100 ou 30</td></tr> <tr> <td>MEST</td><td>81</td><td>3,3</td><td>30</td><td>100 ou 35</td></tr> <tr> <td>Azote total</td><td>3,07</td><td>1,36</td><td>/</td><td>30 ou 10</td></tr> <tr> <td>HCT</td><td>0,43</td><td>0,09</td><td>5</td><td>10</td></tr> <tr> <td>Pt</td><td>0,74</td><td>0,203</td><td>/</td><td>10 ou 1</td></tr> <tr> <td>Cadmium</td><td>0,0051</td><td></td><td>/</td><td>/</td></tr> <tr> <td>Cuivre</td><td>15,20 (3,19 avant le décanteur)</td><td>0,133</td><td>/</td><td>0,15</td></tr> <tr> <td>Chrome</td><td>&lt;0,005</td><td>&lt;0,005</td><td>/</td><td>0,1</td></tr> <tr> <td>Nickel</td><td>0,047</td><td>&lt;0,005</td><td>/</td><td>0,2</td></tr> <tr> <td>Zinc</td><td>14,7 (4,7 avant le décanteur)</td><td>0,558</td><td>/</td><td>0,8</td></tr> <tr> <td>Plomb</td><td>0,027</td><td>/</td><td>/</td><td>/</td></tr> <tr> <td>Mercure</td><td>&lt;0,00005</td><td>/</td><td>/</td><td>/</td></tr> <tr> <td>Arsenic</td><td>&lt;0,005</td><td>/</td><td>/</td><td>/</td></tr> <tr> <td>Tributylétain</td><td>/</td><td>/</td><td>Traces</td><td>/</td></tr> </tbody> </table> <p>*Pour la campagne de 2021 durant une opération de carénage d'un yacht de 29.70 m sur la place C4, les résultats présentés dans le tableau ci-dessus sont ceux en aval du décanteur (point 4 du protocole de mesure). Une mesure a également été effectuée en amont de décanteur (point 1).</p> <p>Pour le cuivre et le zinc, les concentrations sont plus importantes en aval du décanteur qu'en amont. Cela pourrait s'expliquer par une accumulation de ces substances dans le réseau et dans le décanteur.</p>	Substance	2021* : mg/l (opération carénage)	2021** : mg/l (Pluie)	Seuil AP 2008 : mg/l	Seuil AM 2020 : mg/l	DCO	140	<50	/	300 ou 125	DBO5	19,3	<3	/	100 ou 30	MEST	81	3,3	30	100 ou 35	Azote total	3,07	1,36	/	30 ou 10	HCT	0,43	0,09	5	10	Pt	0,74	0,203	/	10 ou 1	Cadmium	0,0051		/	/	Cuivre	15,20 (3,19 avant le décanteur)	0,133	/	0,15	Chrome	<0,005	<0,005	/	0,1	Nickel	0,047	<0,005	/	0,2	Zinc	14,7 (4,7 avant le décanteur)	0,558	/	0,8	Plomb	0,027	/	/	/	Mercure	<0,00005	/	/	/	Arsenic	<0,005	/	/	/	Tributylétain	/	/	Traces	/
Substance	2021* : mg/l (opération carénage)	2021** : mg/l (Pluie)	Seuil AP 2008 : mg/l	Seuil AM 2020 : mg/l																																																																																
DCO	140	<50	/	300 ou 125																																																																																
DBO5	19,3	<3	/	100 ou 30																																																																																
MEST	81	3,3	30	100 ou 35																																																																																
Azote total	3,07	1,36	/	30 ou 10																																																																																
HCT	0,43	0,09	5	10																																																																																
Pt	0,74	0,203	/	10 ou 1																																																																																
Cadmium	0,0051		/	/																																																																																
Cuivre	15,20 (3,19 avant le décanteur)	0,133	/	0,15																																																																																
Chrome	<0,005	<0,005	/	0,1																																																																																
Nickel	0,047	<0,005	/	0,2																																																																																
Zinc	14,7 (4,7 avant le décanteur)	0,558	/	0,8																																																																																
Plomb	0,027	/	/	/																																																																																
Mercure	<0,00005	/	/	/																																																																																
Arsenic	<0,005	/	/	/																																																																																
Tributylétain	/	/	Traces	/																																																																																

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92																																																							
<p>3. Substances spécifiques du secteur d'activité</p> <table> <tr> <th></th><th>N° CAS</th><th>Code SANDRE</th><th>Valeur limite de concentration</th><th>Seuil de flux</th></tr> <tr> <td>Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)</td><td>18540-29-9</td><td>1371</td><td>0,05 mg/l</td><td>Si le rejet dépasse 1 g/j</td></tr> <tr> <td>Chrome et ses composés (en Cr)</td><td>7440-47-3</td><td>1389</td><td>0,1 mg/l</td><td>Si le rejet dépasse 5 g/j</td></tr> <tr> <td>Cuivre et ses composés (en Cu)</td><td>7440-50-8</td><td>1392</td><td>0,15 mg/l</td><td>Si le rejet dépasse 5 g/j</td></tr> <tr> <td>Nickel et ses composés (en Ni)</td><td>7440-02-0</td><td>1386</td><td>0,2 mg/l</td><td>Si le rejet dépasse 5 g/j</td></tr> <tr> <td>Zinc et ses composés (en Zn)</td><td>7440-66-6</td><td>1383</td><td>0,8 mg/l</td><td>Si le rejet dépasse 20 g/j</td></tr> <tr> <td>Trichlorométhane (chloroforme)</td><td></td><td>1135</td><td>50 µg/l</td><td>Si le rejet dépasse 2 g/j</td></tr> <tr> <td>Composés organiques halogénés absorbables (AOX) (1)</td><td>-</td><td>1106 (AOX)</td><td>1 mg/l</td><td>Si le rejet dépasse 30 g/j</td></tr> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td><td>-</td><td>7009</td><td>10 mg/l</td><td>Si le rejet dépasse 100 g/j</td></tr> <tr> <td>Tétrachloroéthylène</td><td>127-18-4</td><td>1272</td><td>25 µg/l</td><td>Si le rejet dépasse 1 g/j</td></tr> <tr> <td>Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)</td><td>1975-09-02</td><td></td><td>50 µg/l</td><td>Si le rejet dépasse 2 g/j</td></tr> </table> <p>(1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.</p>		N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux	Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	18540-29-9	1371	0,05 mg/l	Si le rejet dépasse 1 g/j	Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j	Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,15 mg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j	Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	0,2 mg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j	Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l	Si le rejet dépasse 20 g/j	Trichlorométhane (chloroforme)		1135	50 µg/l	Si le rejet dépasse 2 g/j	Composés organiques halogénés absorbables (AOX) (1)	-	1106 (AOX)	1 mg/l	Si le rejet dépasse 30 g/j	Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	Si le rejet dépasse 100 g/j	Tétrachloroéthylène	127-18-4	1272	25 µg/l	Si le rejet dépasse 1 g/j	Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	1975-09-02		50 µg/l	Si le rejet dépasse 2 g/j				<p><b>**Pour la campagne de 2021 durant un épisode de pluie, les résultats présentés dans le tableau ci-dessus sont ceux en aval du décanteur (point 4 du protocole de mesure). D'autres points de mesures ont été réalisés et les analyses sont en annexe 5.</b></p> <p><b>Les substances mesurées respectent les seuils de de l'AP (sauf pour les MES lors d'une opération de carénage) et ceux de l'AM du 12/05/2020 sauf pour la le zinc et le cuivre lors d'une opération de carénage.</b></p> <p><b>Les mesures faites en période de pluie sont toutes conformes aux différents seuils réglementaires.</b></p>
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux																																																							
Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	18540-29-9	1371	0,05 mg/l	Si le rejet dépasse 1 g/j																																																							
Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j																																																							
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,15 mg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j																																																							
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	0,2 mg/l	Si le rejet dépasse 5 g/j																																																							
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l	Si le rejet dépasse 20 g/j																																																							
Trichlorométhane (chloroforme)		1135	50 µg/l	Si le rejet dépasse 2 g/j																																																							
Composés organiques halogénés absorbables (AOX) (1)	-	1106 (AOX)	1 mg/l	Si le rejet dépasse 30 g/j																																																							
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	Si le rejet dépasse 100 g/j																																																							
Tétrachloroéthylène	127-18-4	1272	25 µg/l	Si le rejet dépasse 1 g/j																																																							
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	1975-09-02		50 µg/l	Si le rejet dépasse 2 g/j																																																							

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92												
				<p><u><b>La grande forme</b></u></p> <p>Elle dispose d'un arrêté préfectoral (N°57-2015 EA) autorisant, au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement, la SEMIDEP Ciotat à réaliser les aménagements de sécurisation et de restructuration de la Grande Forme des chantiers Navals de La Ciotat et à l'exploiter. Les seuils de rejet en mer fixés par l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2015 sont les suivants :</p> <table><tr><th>Paramètres</th><th>Flux max sur échantillon moyen représentatif d'une journée d'activité moyenne : AP 2015</th><th>Seuil AM 2020</th></tr><tr><td>MEST</td><td>30 mg/l</td><td>100 ou 35 mg/l</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>5 mg/l</td><td>10 mg/l</td></tr><tr><td>TBT (Tributylétain)</td><td>Absence de traces</td><td>/</td></tr></table> <p>Des contrôles des rejets sont réalisées par la Ciotat Shipyards en sortie au niveau du rejet en mer :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 3 fois/an sur des échantillons moyens représentatifs d'une journée d'activité moyenne hors décapage,</li><li>• 1 fois/an sur des échantillons moyens représentatifs d'une journée d'activité moyenne avec décapage</li></ul> <p>Les analyses portent sur substances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• MEST</li><li>• COT</li><li>• Hydrocarbures totaux</li><li>• Détergents</li><li>• Arsenic, cadmium, cuivre, chrome total, zinc, plomb, mercure, nickel</li></ul>	Paramètres	Flux max sur échantillon moyen représentatif d'une journée d'activité moyenne : AP 2015	Seuil AM 2020	MEST	30 mg/l	100 ou 35 mg/l	Hydrocarbures totaux	5 mg/l	10 mg/l	TBT (Tributylétain)	Absence de traces	/
Paramètres	Flux max sur échantillon moyen représentatif d'une journée d'activité moyenne : AP 2015	Seuil AM 2020														
MEST	30 mg/l	100 ou 35 mg/l														
Hydrocarbures totaux	5 mg/l	10 mg/l														
TBT (Tributylétain)	Absence de traces	/														

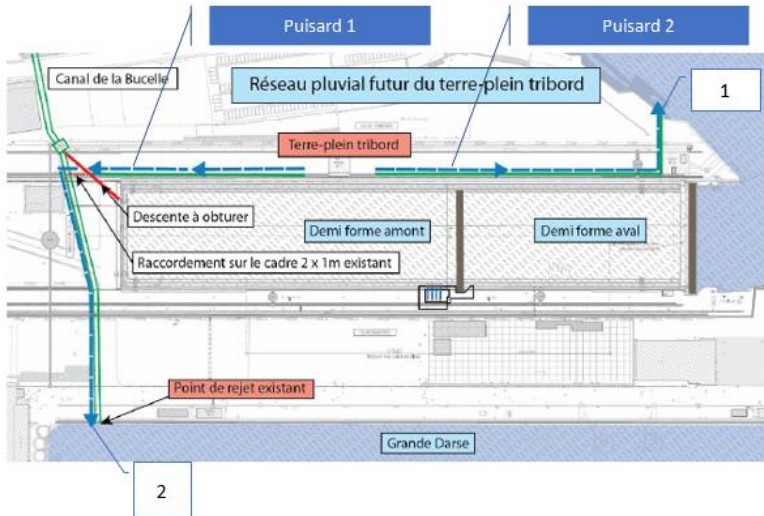
Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92																																																															
				<p>En 2018, 4 campagnes de prélèvements ont été réalisées, conformément aux prescriptions de l’arrêté préfectoral de la grande forme :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• La journée du 22 mars 2018 : journée où le décapage d’un Méga-yacht a eu lieu dans la grande forme (carénage).</li><li>• La journée du 16 avril 2018 : journée d’activité normale d’entretien et de réparation navale, sans décapage de coque de bateau.</li><li>• La journée du 28 mai 2018 : journée d’activité normale d’entretien et de réparation navale, sans décapage de coque de bateau.</li><li>• La journée du 3 décembre 2018, lors d’une journée d’activité normale d’entretien et de réparation navale, sans décapage de coque de bateau.</li></ul>																																																															
				<table><tr><th></th><th>22 mars 2018</th><th>16 avril 2018</th><th>28 mai 2018</th><th>3 décembre 2018</th><th>AP 2015</th><th>AM 2020</th></tr><tr><td>MES mg/l</td><td>8</td><td>3</td><td>8</td><td>&lt;2</td><td>30</td><td>100 ou 35</td></tr><tr><td>COT mg/l</td><td>1,2</td><td>1,2</td><td>2</td><td>1,2</td><td>/</td><td>/</td></tr><tr><td>Cuivre mg/l</td><td>0,270</td><td>0,140</td><td>0,190</td><td>0,077</td><td>/</td><td>0,15</td></tr><tr><td>Nickel mg/l</td><td>&lt;0,001</td><td>0,0014</td><td>0,0015</td><td>&lt;0,001</td><td>/</td><td>0,2</td></tr><tr><td>Plomb mg/l</td><td>&lt;0,001</td><td>&lt;0,001</td><td>&lt;0,001</td><td>0,0013</td><td>/</td><td>/</td></tr><tr><td>Zinc mg/l</td><td>0,058</td><td>0,023</td><td>0,053</td><td>0,075</td><td>/</td><td>0,8</td></tr><tr><td>Mercure µg/l</td><td>&lt;0,015</td><td>0,209</td><td>&lt;0,015</td><td>&lt;0,015</td><td>/</td><td>/</td></tr><tr><td>HCT mg/l</td><td>&lt;0,1</td><td>&lt;0,1</td><td>&lt;0,1</td><td>&lt;0,1</td><td>5</td><td>10</td></tr></table>		22 mars 2018	16 avril 2018	28 mai 2018	3 décembre 2018	AP 2015	AM 2020	MES mg/l	8	3	8	<2	30	100 ou 35	COT mg/l	1,2	1,2	2	1,2	/	/	Cuivre mg/l	0,270	0,140	0,190	0,077	/	0,15	Nickel mg/l	<0,001	0,0014	0,0015	<0,001	/	0,2	Plomb mg/l	<0,001	<0,001	<0,001	0,0013	/	/	Zinc mg/l	0,058	0,023	0,053	0,075	/	0,8	Mercure µg/l	<0,015	0,209	<0,015	<0,015	/	/	HCT mg/l	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	5	10
	22 mars 2018	16 avril 2018	28 mai 2018	3 décembre 2018	AP 2015	AM 2020																																																													
MES mg/l	8	3	8	<2	30	100 ou 35																																																													
COT mg/l	1,2	1,2	2	1,2	/	/																																																													
Cuivre mg/l	0,270	0,140	0,190	0,077	/	0,15																																																													
Nickel mg/l	<0,001	0,0014	0,0015	<0,001	/	0,2																																																													
Plomb mg/l	<0,001	<0,001	<0,001	0,0013	/	/																																																													
Zinc mg/l	0,058	0,023	0,053	0,075	/	0,8																																																													
Mercure µg/l	<0,015	0,209	<0,015	<0,015	/	/																																																													
HCT mg/l	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	5	10																																																													
				<p>Les substances mesurées respectent les seuils de l’AP de 2015.</p> <p>Les substances mesurées respectent les seuils de l’AM du 12/05/2020 sauf pour le cuivre avec de légers dépassement sur 2 des 4 campagnes.</p>																																																															

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92																																																																											
				<p>Une analyse a eu lieu en juin 2019 et en juillet 2020 pour les substances suivantes :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Substance</th><th>Valeur 2019 : mg/l</th><th>Valeur 2020 : mg/l</th><th>Seuil AP 2015 : mg/l</th><th>Seuil AM 2020 : mg/l</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DCO</td><td>465</td><td>69</td><td>/</td><td>300 ou 125</td></tr> <tr> <td>DBO5</td><td>&lt;3</td><td>15,3</td><td>/</td><td>100 ou 30</td></tr> <tr> <td>MEST</td><td>6,7</td><td>18,4</td><td>30</td><td>100 ou 35</td></tr> <tr> <td>Azote total</td><td>&lt;1</td><td>/</td><td>/</td><td>30 ou 10</td></tr> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td><td>0,02</td><td>&lt;0,1</td><td>5</td><td>10</td></tr> <tr> <td>Phosphore total</td><td>&lt;0,1</td><td>/</td><td>/</td><td>10 ou 1</td></tr> <tr> <td>Cadmium</td><td>&lt;0,001</td><td>&lt;0,001</td><td>/</td><td>/</td></tr> <tr> <td>Cuivre</td><td>0,093</td><td>0,0459</td><td>/</td><td>0,15</td></tr> <tr> <td>Chrome</td><td>&lt;0,0025</td><td>&lt;0,0025</td><td>/</td><td>0,1</td></tr> <tr> <td>Nickel</td><td>&lt;0,0043</td><td>&lt;0,0043</td><td>/</td><td>0,2</td></tr> <tr> <td>Zinc</td><td>0,082</td><td>0,0287</td><td>/</td><td>0,8</td></tr> <tr> <td>Plomb</td><td>&lt;0,008</td><td>&lt;0,008</td><td>/</td><td>/</td></tr> <tr> <td>Mercure</td><td>&lt;0,0005</td><td>&lt;0,0005</td><td>/</td><td>/</td></tr> <tr> <td>Arsenic</td><td>&lt;0,005</td><td>&lt;0,005</td><td>/</td><td>/</td></tr> </tbody> </table> <p>Les substances mesurées respectent les seuils de l'AP de 2015. Les substances mesurées respectent les seuils de l'AM du 12/05/2020 sauf pour la DCO en 2019.</p>	Substance	Valeur 2019 : mg/l	Valeur 2020 : mg/l	Seuil AP 2015 : mg/l	Seuil AM 2020 : mg/l	DCO	465	69	/	300 ou 125	DBO5	<3	15,3	/	100 ou 30	MEST	6,7	18,4	30	100 ou 35	Azote total	<1	/	/	30 ou 10	Hydrocarbures totaux	0,02	<0,1	5	10	Phosphore total	<0,1	/	/	10 ou 1	Cadmium	<0,001	<0,001	/	/	Cuivre	0,093	0,0459	/	0,15	Chrome	<0,0025	<0,0025	/	0,1	Nickel	<0,0043	<0,0043	/	0,2	Zinc	0,082	0,0287	/	0,8	Plomb	<0,008	<0,008	/	/	Mercure	<0,0005	<0,0005	/	/	Arsenic	<0,005	<0,005	/	/
Substance	Valeur 2019 : mg/l	Valeur 2020 : mg/l	Seuil AP 2015 : mg/l	Seuil AM 2020 : mg/l																																																																											
DCO	465	69	/	300 ou 125																																																																											
DBO5	<3	15,3	/	100 ou 30																																																																											
MEST	6,7	18,4	30	100 ou 35																																																																											
Azote total	<1	/	/	30 ou 10																																																																											
Hydrocarbures totaux	0,02	<0,1	5	10																																																																											
Phosphore total	<0,1	/	/	10 ou 1																																																																											
Cadmium	<0,001	<0,001	/	/																																																																											
Cuivre	0,093	0,0459	/	0,15																																																																											
Chrome	<0,0025	<0,0025	/	0,1																																																																											
Nickel	<0,0043	<0,0043	/	0,2																																																																											
Zinc	0,082	0,0287	/	0,8																																																																											
Plomb	<0,008	<0,008	/	/																																																																											
Mercure	<0,0005	<0,0005	/	/																																																																											
Arsenic	<0,005	<0,005	/	/																																																																											


Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92																																																																																																									
				<p>Dans le cadre du protocole de suivi, des analyses ont eu lieu en 2021 (annexe 5) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors d’une opération de lavage HP<ul style="list-style-type: none"><li>- La campagne se réfère au carénage d’un bateau de 106 m de long, avec système de refroidissement à l’eau de mer en circuit ouvert : campagne 1.</li><li>- La campagne a été répétée, pour avoir des résultats sans dilution, sur un de jour de carénage d’un bateau de 136m. Un deuxième bateau était présent dans la forme, sans carénage. La durée du prélèvement correspond à la durée effective de la journée de travail. A noter que les pics dans la courbe de débit en aval du système de traitement correspondent aux déclenchements des pompes de relevage. campagne 2.</li></ul></li><li>• Une campagne a été réalisée par temps de pluie. campagne 3.</li><li>• Une campagne a été réalisée en activité normale. campagne 4.</li></ul> <p>Le tableau suivant montre les résultats en aval du dispositif de traitement. D’autres points de mesures ont été réalisés et les analyses sont en annexe 5.</p> <table><tr><th>Substance</th><th>2021 : campagne 1 mg/l</th><th>2021 : campagne 2 mg/l</th><th>2021 : campagne 3 mg/l</th><th>2021 : campagne 4 mg/l</th><th>Seuil AP 2015 : mg/l</th><th>Seuil AM 2020 : mg/l</th></tr><tr><td>DCO</td><td>&lt;50</td><td>116</td><td>52</td><td>69</td><td>/</td><td>300 ou 125</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>&lt;3</td><td>&lt;3</td><td>&lt;3</td><td>&lt;3</td><td>/</td><td>100 ou 30</td></tr><tr><td>MEST</td><td>10</td><td>11,3</td><td>44</td><td>11,2</td><td>30</td><td>100 ou 35</td></tr><tr><td>Nt</td><td>2,17</td><td>2,25</td><td>2,37</td><td>3,96</td><td>/</td><td>30 ou 10</td></tr><tr><td>HCT</td><td>0,06</td><td>&lt;0,05</td><td>&lt;0,05</td><td>0,5</td><td>5</td><td>10</td></tr><tr><td>Pt</td><td>&lt;0,1</td><td>&lt;0,1</td><td>&lt;0,1</td><td>&lt;0,1</td><td>/</td><td>10 ou 1</td></tr><tr><td>Cadmium</td><td>&lt;0,001</td><td>&lt;0,001</td><td>&lt;0,001</td><td>/</td><td>/</td><td>/</td></tr><tr><td>Cuivre</td><td>0,195</td><td>0,519</td><td>0,608</td><td>0,139</td><td>/</td><td>0,15</td></tr><tr><td>Chrome</td><td>&lt;0,005</td><td>&lt;0,005</td><td>&lt;0,005</td><td>0,0079</td><td>/</td><td>0,1</td></tr><tr><td>Nickel</td><td>&lt;0,005</td><td>&lt;0,005</td><td>&lt;0,005</td><td>&lt;0,005</td><td>/</td><td>0,2</td></tr><tr><td>Zinc</td><td>0,307</td><td>0,644</td><td>0,982</td><td>0,193</td><td>/</td><td>0,8</td></tr><tr><td>Plomb</td><td>&lt;0,002</td><td>&lt;0,002</td><td>0,0048</td><td>0,0075</td><td>/</td><td>/</td></tr><tr><td>Mercure</td><td>0,00009</td><td>&lt;0,0005</td><td>&lt;0,0005</td><td>/</td><td>/</td><td>/</td></tr><tr><td>Arsenic</td><td>&lt;0,005</td><td>&lt;0,005</td><td>&lt;0,005</td><td>/</td><td>/</td><td>/</td></tr></table>	Substance	2021 : campagne 1 mg/l	2021 : campagne 2 mg/l	2021 : campagne 3 mg/l	2021 : campagne 4 mg/l	Seuil AP 2015 : mg/l	Seuil AM 2020 : mg/l	DCO	<50	116	52	69	/	300 ou 125	DBO5	<3	<3	<3	<3	/	100 ou 30	MEST	10	11,3	44	11,2	30	100 ou 35	Nt	2,17	2,25	2,37	3,96	/	30 ou 10	HCT	0,06	<0,05	<0,05	0,5	5	10	Pt	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	/	10 ou 1	Cadmium	<0,001	<0,001	<0,001	/	/	/	Cuivre	0,195	0,519	0,608	0,139	/	0,15	Chrome	<0,005	<0,005	<0,005	0,0079	/	0,1	Nickel	<0,005	<0,005	<0,005	<0,005	/	0,2	Zinc	0,307	0,644	0,982	0,193	/	0,8	Plomb	<0,002	<0,002	0,0048	0,0075	/	/	Mercure	0,00009	<0,0005	<0,0005	/	/	/	Arsenic	<0,005	<0,005	<0,005	/	/	/
Substance	2021 : campagne 1 mg/l	2021 : campagne 2 mg/l	2021 : campagne 3 mg/l	2021 : campagne 4 mg/l	Seuil AP 2015 : mg/l	Seuil AM 2020 : mg/l																																																																																																							
DCO	<50	116	52	69	/	300 ou 125																																																																																																							
DBO5	<3	<3	<3	<3	/	100 ou 30																																																																																																							
MEST	10	11,3	44	11,2	30	100 ou 35																																																																																																							
Nt	2,17	2,25	2,37	3,96	/	30 ou 10																																																																																																							
HCT	0,06	<0,05	<0,05	0,5	5	10																																																																																																							
Pt	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	/	10 ou 1																																																																																																							
Cadmium	<0,001	<0,001	<0,001	/	/	/																																																																																																							
Cuivre	0,195	0,519	0,608	0,139	/	0,15																																																																																																							
Chrome	<0,005	<0,005	<0,005	0,0079	/	0,1																																																																																																							
Nickel	<0,005	<0,005	<0,005	<0,005	/	0,2																																																																																																							
Zinc	0,307	0,644	0,982	0,193	/	0,8																																																																																																							
Plomb	<0,002	<0,002	0,0048	0,0075	/	/																																																																																																							
Mercure	0,00009	<0,0005	<0,0005	/	/	/																																																																																																							
Arsenic	<0,005	<0,005	<0,005	/	/	/																																																																																																							

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				<p>Les substances mesurées respectent les seuils de l'AP de 2015 sauf en MEST pour la campagne n°3 (lors d'une forte pluie).</p> <p>Les substances mesurées respectent les seuils de l'AM du 12/05/2020 sauf pour le cuivre (pour les campagnes de carénage et en période de pluie) et le zinc pour la campagne 3 (épisode pluvieux).</p> <p>Les mesures en activité normale sont conformes à la réglementation.</p>



Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				<p><b><u>Caniveau Nord de la Grande forme</u></b></p> <p>Les 2 points de rejets du terre-plein tribord de la grande forme ne sont pas suivis actuellement conformément à l'AP du 27 octobre 2015 autorisant le réaménagement et l'exploitation de la Grande Forme.</p> <p>LCS a prévu de connecter le point de rejet 1 au décanteur qui sera mis en place durant la construction de l'ascenseur à bateau 4000T. Pour le point de rejet 2, des travaux sont prévus. Il y sera placé un décanteur et une pompe de relevage afin de déverser ces eaux vers le collecteur situé au niveau de l'angle sud-est de la Nef 6.</p> <p>Le tableau suivant montre les résultats de 2021 par temps de pluie dans le caniveau nord de la grande forme en limite de l'AOT de MB92 (puisards 1 et 2 pour mesurer exclusivement la contribution des surface MB92).</p> 

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92																																																																															
				<table><tr><th>Substance</th><th>2021 : Puisard 1 mg/l</th><th>2021 : Puisard 2 mg/l</th><th>Seuil AP 2015 : mg/l</th><th>Seuil AM 2020 : mg/l</th></tr><tr><td>DCO</td><td>14</td><td>22</td><td>/</td><td>300 ou 125</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>&lt;3</td><td>5,9</td><td>/</td><td>100 ou 30</td></tr><tr><td>MEST</td><td>7,4</td><td>10,4</td><td>30</td><td>100 ou 35</td></tr><tr><td>Nt</td><td>2,08</td><td>3,17</td><td>/</td><td>30 ou 10</td></tr><tr><td>HCT</td><td>&lt;0,05</td><td>0,5</td><td>5</td><td>10</td></tr><tr><td>Pt</td><td>0,177</td><td>&lt;0,1</td><td>/</td><td>10 ou 1</td></tr><tr><td>Cadmium</td><td>/</td><td>/</td><td>/</td><td>/</td></tr><tr><td>Cuivre</td><td>0,0758</td><td><b>0,181</b></td><td>/</td><td>0,15</td></tr><tr><td>Chrome</td><td>&lt;0,005</td><td>0,0092</td><td>/</td><td>0,1</td></tr><tr><td>Nickel</td><td>&lt;0,005</td><td>&lt;0,005</td><td>/</td><td>0,2</td></tr><tr><td>Zinc</td><td>0,0757</td><td>0,174</td><td>/</td><td>0,8</td></tr><tr><td>Plomb</td><td>0,0056</td><td>0,0075</td><td>/</td><td>/</td></tr><tr><td>Mercure</td><td>/</td><td>/</td><td>/</td><td>/</td></tr><tr><td>Arsenic</td><td>/</td><td>/</td><td>/</td><td>/</td></tr></table>	Substance	2021 : Puisard 1 mg/l	2021 : Puisard 2 mg/l	Seuil AP 2015 : mg/l	Seuil AM 2020 : mg/l	DCO	14	22	/	300 ou 125	DBO5	<3	5,9	/	100 ou 30	MEST	7,4	10,4	30	100 ou 35	Nt	2,08	3,17	/	30 ou 10	HCT	<0,05	0,5	5	10	Pt	0,177	<0,1	/	10 ou 1	Cadmium	/	/	/	/	Cuivre	0,0758	<b>0,181</b>	/	0,15	Chrome	<0,005	0,0092	/	0,1	Nickel	<0,005	<0,005	/	0,2	Zinc	0,0757	0,174	/	0,8	Plomb	0,0056	0,0075	/	/	Mercure	/	/	/	/	Arsenic	/	/	/	/	Un léger dépassement de la VLE du cuivre est à noter au niveau du point n° 2.			
Substance	2021 : Puisard 1 mg/l	2021 : Puisard 2 mg/l	Seuil AP 2015 : mg/l	Seuil AM 2020 : mg/l																																																																															
DCO	14	22	/	300 ou 125																																																																															
DBO5	<3	5,9	/	100 ou 30																																																																															
MEST	7,4	10,4	30	100 ou 35																																																																															
Nt	2,08	3,17	/	30 ou 10																																																																															
HCT	<0,05	0,5	5	10																																																																															
Pt	0,177	<0,1	/	10 ou 1																																																																															
Cadmium	/	/	/	/																																																																															
Cuivre	0,0758	<b>0,181</b>	/	0,15																																																																															
Chrome	<0,005	0,0092	/	0,1																																																																															
Nickel	<0,005	<0,005	/	0,2																																																																															
Zinc	0,0757	0,174	/	0,8																																																																															
Plomb	0,0056	0,0075	/	/																																																																															
Mercure	/	/	/	/																																																																															
Arsenic	/	/	/	/																																																																															

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				<p><b><u>Le projet 4000 T</u></b></p> <p>Un projet lié à la création d'un ascenseur de 4000 T est actuellement mené par La Ciotat Shipyards, exploitant du chantier naval de la Ciotat. La société MB92 sera amenée à exploiter (convention d'occupation temporaire) dans le cadre de ses activités une partie de ces équipements.</p> <p>Les eaux de process (notamment issues du carénage) et les eaux de pluie sont collectées sur toute la plateforme et sont traitées avant rejet en mer.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Exutoire 1 : collecte des eaux d'une partie de la plateforme et du parking Sud ;</li> <li>• Exutoire 2 : collecte des eaux de l'autre partie de la plateforme ;</li> <li>• Exutoire 3 : collecte des eaux du port à sec et du parking Ouest (hors emprise AOT MB92)</li> </ul> 

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92																																		
				<p>Afin d’assurer le suivi de la qualité des rejets au milieu naturel au niveau de ces exutoires, un dispositif de suivi des rejets sera mis en place. Ce dispositif s’appuiera sur l’organisation de deux campagnes annuelles de prélèvements Entrée / Sortie réalisés au niveau de chacun des trois exutoires :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Exutoire 1 : au Nord-Ouest de la plateforme</li><li>Exutoire 2 : au Nord-Est de la plateforme</li></ul> <p>Les seuils de rejet imposés par l’AP du 6 mars 2020 sont les suivants</p> <table><thead><tr><th>Paramètres</th><th>Concentration maximale</th></tr></thead><tbody><tr><td>MES (mg/l)</td><td>35</td></tr><tr><td>DCO (mg/l)</td><td>125</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux (mg/l)</td><td>10</td></tr><tr><td>Arsenic (As) (mg/l)</td><td>0,02</td></tr><tr><td>Cuivre (Cu) (mg/l)</td><td>0,5</td></tr><tr><td>Nickel (Ni) (mg/l)</td><td>0,1</td></tr><tr><td>Zinc (Zn) (mg/l)</td><td>2</td></tr><tr><td>Chrome hexavalent (Cr VI) (mg/l)</td><td>0,05</td></tr><tr><td>Plomb (Pb) (mg/l)</td><td>0,2</td></tr><tr><td>Mercurie (Hg) (mg/l)</td><td>0,01</td></tr><tr><td>Étain (Sn) (mg/l)</td><td>1</td></tr><tr><td>Cadmium (Cd) (mg/l)</td><td>0,03</td></tr><tr><td>Fer + Aluminium (Fe + Al) (mg/l)</td><td>0,5</td></tr><tr><td>Métaux/métalloïdes (mg/l)</td><td>0,5</td></tr><tr><td>TBT (µg/l)</td><td>&lt; 0,0005 (lq)*</td></tr><tr><td>Pesticides totaux (µg/l)</td><td>2,5 **</td></tr></tbody></table> <p>* Limites de quantification des laboratoires d’analyses telles que définies dans l’avis relatif aux limites de quantification des couples « paramètre-matrice » de l’agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l’eau et des milieux aquatiques, publié le 21 août 2019 au journal officiel de la république française.</p> <p>** Les pesticides à analyser sont : Irgarol, Diuron, Isoproturon, Simazine, Lindane.</p>	Paramètres	Concentration maximale	MES (mg/l)	35	DCO (mg/l)	125	Hydrocarbures totaux (mg/l)	10	Arsenic (As) (mg/l)	0,02	Cuivre (Cu) (mg/l)	0,5	Nickel (Ni) (mg/l)	0,1	Zinc (Zn) (mg/l)	2	Chrome hexavalent (Cr VI) (mg/l)	0,05	Plomb (Pb) (mg/l)	0,2	Mercurie (Hg) (mg/l)	0,01	Étain (Sn) (mg/l)	1	Cadmium (Cd) (mg/l)	0,03	Fer + Aluminium (Fe + Al) (mg/l)	0,5	Métaux/métalloïdes (mg/l)	0,5	TBT (µg/l)	< 0,0005 (lq)*	Pesticides totaux (µg/l)	2,5 **
Paramètres	Concentration maximale																																					
MES (mg/l)	35																																					
DCO (mg/l)	125																																					
Hydrocarbures totaux (mg/l)	10																																					
Arsenic (As) (mg/l)	0,02																																					
Cuivre (Cu) (mg/l)	0,5																																					
Nickel (Ni) (mg/l)	0,1																																					
Zinc (Zn) (mg/l)	2																																					
Chrome hexavalent (Cr VI) (mg/l)	0,05																																					
Plomb (Pb) (mg/l)	0,2																																					
Mercurie (Hg) (mg/l)	0,01																																					
Étain (Sn) (mg/l)	1																																					
Cadmium (Cd) (mg/l)	0,03																																					
Fer + Aluminium (Fe + Al) (mg/l)	0,5																																					
Métaux/métalloïdes (mg/l)	0,5																																					
TBT (µg/l)	< 0,0005 (lq)*																																					
Pesticides totaux (µg/l)	2,5 **																																					

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92																																																															
				<p>Le tableau suivant compare les seuils de rejet de l’AP de 2020 avec ceux de l’AM de 2020</p> <table><tr><th>Substance</th><th>AP 6 mars 2020 : mg/l</th><th>Seuil AM 12 mai 2020 mg/l</th></tr><tr><td>DCO</td><td>125</td><td>300 ou 125</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>/</td><td>100 ou 30</td></tr><tr><td>MEST</td><td>35</td><td>100 ou 35</td></tr><tr><td>Azote total</td><td>/</td><td>30 ou 10</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>10</td><td>10</td></tr><tr><td>Phosphore total</td><td>/</td><td>10 ou 1</td></tr><tr><td>Cadmium</td><td>0,03</td><td>/</td></tr><tr><td>Cuivre</td><td>0,5</td><td>0,15</td></tr><tr><td>Chrome</td><td>/</td><td>0,1</td></tr><tr><td>Chrome IV</td><td>0,05</td><td>/</td></tr><tr><td>Nickel</td><td>0,1</td><td>0,2</td></tr><tr><td>Zinc</td><td>2</td><td>0,8</td></tr><tr><td>Plomb</td><td>0,2</td><td>/</td></tr><tr><td>Mercure</td><td>0,01</td><td>/</td></tr><tr><td>Arsenic</td><td>0,02</td><td>/</td></tr><tr><td>Etain</td><td>1</td><td>/</td></tr><tr><td>Fer + Aluminium</td><td>0,5</td><td>/</td></tr><tr><td>Métaux</td><td>0,5</td><td>/</td></tr><tr><td>TBT µg/l</td><td>&lt;0,0005</td><td>/</td></tr><tr><td>Pesticides µg/l</td><td>2,5</td><td>/</td></tr></table> <p>Des dispositifs de traitement seront implantés au niveau de chacun des exutoires 1 et 2 : déboureur, coagulation/floculation, décanteur lamellaire, filtration sur sable, filtration sur charbon actif et microfiltration.</p> <p><b>Seul le seuil de l’AP pour le zinc est supérieur à celui de l’AM du 12 mai 2020. Toutefois, le constructeur du dispositif d’épuration des eaux (société NOMAD’O) s’engage à respecter le seuil de 0,8 mg/l.</b></p>	Substance	AP 6 mars 2020 : mg/l	Seuil AM 12 mai 2020 mg/l	DCO	125	300 ou 125	DBO5	/	100 ou 30	MEST	35	100 ou 35	Azote total	/	30 ou 10	Hydrocarbures totaux	10	10	Phosphore total	/	10 ou 1	Cadmium	0,03	/	Cuivre	0,5	0,15	Chrome	/	0,1	Chrome IV	0,05	/	Nickel	0,1	0,2	Zinc	2	0,8	Plomb	0,2	/	Mercure	0,01	/	Arsenic	0,02	/	Etain	1	/	Fer + Aluminium	0,5	/	Métaux	0,5	/	TBT µg/l	<0,0005	/	Pesticides µg/l	2,5	/
Substance	AP 6 mars 2020 : mg/l	Seuil AM 12 mai 2020 mg/l																																																																	
DCO	125	300 ou 125																																																																	
DBO5	/	100 ou 30																																																																	
MEST	35	100 ou 35																																																																	
Azote total	/	30 ou 10																																																																	
Hydrocarbures totaux	10	10																																																																	
Phosphore total	/	10 ou 1																																																																	
Cadmium	0,03	/																																																																	
Cuivre	0,5	0,15																																																																	
Chrome	/	0,1																																																																	
Chrome IV	0,05	/																																																																	
Nickel	0,1	0,2																																																																	
Zinc	2	0,8																																																																	
Plomb	0,2	/																																																																	
Mercure	0,01	/																																																																	
Arsenic	0,02	/																																																																	
Etain	1	/																																																																	
Fer + Aluminium	0,5	/																																																																	
Métaux	0,5	/																																																																	
TBT µg/l	<0,0005	/																																																																	
Pesticides µg/l	2,5	/																																																																	

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				<p><b>Résumé des analyses</b></p> <p><u>Moyenne plaisance</u> : Les substances mesurées respectent les seuils de l'AM du 12/05/2020 sauf pour la DCO (2019), le zinc (2020 et 2021) et le cuivre (2019 et 2020 et 2021).</p> <p><u>Grande forme</u> : Les substances mesurées respectent les seuils de l'AM du 12/05/2020 sauf pour la DCO en 2019, le zinc en 2021 et le cuivre (2019, 2020 et 2021) avec de légers dépassements réguliers.</p> <p>Ainsi, les principaux dépassements sont observés sur le zinc et le cuivre.</p> <p>MB92, en collaboration avec LCS, étudie différentes solutions techniques pour permettre le respect des seuils réglementaires des rejets de la grande forme et de la moyenne plaisance. Dans l'attente d'une solution pérenne, MB92 recherche une solution temporaire capable de traiter le problème des rejets par temps sec (journée normale d'activité et journée de carénage) et pouvant être mise en œuvre sur le site <b>rapidement</b>. Un exemple de dispositif technique de traitement est proposé par la société NOMAD'O (cf annexe 7). Le choix définitif de la solution provisoire puis de la solution pérenne sera pris très prochainement par MB92.</p> <p>Pour le traitement des eaux de carénage et pluviale Moyenne plaisance et Grande Forme, la stratégie retenue est la suivante (cf PJ jointe annexe 7) :</p> <p><b>1. Pour la Moyenne Plaisance</b> : installation d'une unité de traitement définitive (dimensionnée pour être capable de traiter le temps de pluie) avec projet phasé en deux temps : dans une première phase, en absence de cuves de rétention, la station sera utilisée pour traiter le temps sec (délais de mise en œuvre 10 à 12 mois après accord de DREAL et sous réserve de l'accord de La Ciotat Shipyard), dans une deuxième phase les volumes de retentions seront créés pour permettre le traitement de l'eau de pluie.</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				<p>Le positionnement de l'unité de traitement en aval du décanteur 19 lt ne comporte pas de risque que les effluents soient orientés vers le répartiteur en amont ou le décanteur 100 lt.</p> <p>Le lavage HP de la coque est effectué, immédiatement après mise à sec du navire et a une durée maximum d'une journée, pour les yachts de la taille accueillie sur cette plateforme. La durée d'une opération de mise à sec est telle que, sur une même journée, il n'est pas possible d'effectuer plus de deux opérations (une le matin, l'autre l'après-midi), lorsqu'il y a 2 opérations, dans 90% des cas c'est une opération de sortie d'eau et une opération de remise à l'eau. Le plus souvent une seule opération par jour est programmée.</p> <p>Par conséquent sur la plateforme moyenne plaisance, il n'y aura jamais plus de deux carénages en même temps.</p> <p>Assumant que le débit unitaire pour un carénage est de 3,6 m<sup>3</sup>/h (soit 0,83 l/s), incrémenté à 8,71 en temps de pluie faible, même dans les conditions d'un deuxième carénage en cours, le débit total à traiter serait de 12,31 m<sup>3</sup>/h, soit 3,33 l/s, largement en dessous du seuil de 19 l/s.</p> <p>Toutes les eaux transiteraient par le séparateur 19 l/s et ensuite par l'unité de traitement mobile.</p> <p>2. <b>Grande Forme</b> : renvoie des eaux de carénage vers l'unité de traitement UTEP2 de Atlas dans une première phase (délais de mise en œuvre liés à la mise en service de ATLAS prévue en septembre 2022, sous réserve de l'accord de DREAL et de La Ciotat Shipyard) puis remise à niveau du système de traitement existant.</p>



Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				<p>En parallèle, MB92 propose comme mesures compensatoires immédiates, dans l'attente de pouvoir créer les volumes de rétention nécessaire au traitement des eaux par temps de pluie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'augmentation de la fréquence de nettoyage des décanteurs (tous les 6 mois)</li> <li>• L'augmentation de la fréquence de curage des caniveaux (tous les 6 mois)</li> <li>• Le nettoyage systématique des emplacement navire à la balayeuse en fin de projet</li> <li>•</li> </ul>
<p><b>Article 5.11 :</b> Raccordement à une station d'épuration collective.</p> <p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.</p> <p>Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration collective ne dépassent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- MES : 600 mg/l ;</li> <li>- DBO5 : 800 mg/l ;</li> <li>- DCO : 2 000 mg/l ;</li> <li>- azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;</li> <li>- phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.</li> </ul> <p>Toutefois, les valeurs limites ci-dessus peuvent être supérieures si le gestionnaire du réseau d'assainissement l'autorise.</p>	X			<p>Aucun effluent industriel n'est rejeté dans une station d'épuration collective.</p> <p>Seules les eaux usées domestiques (eaux grises et/ou noires) produites par la vie à bord des bateaux et par les personnels travaillant sur le site sont</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit collectées par un réseau spécifique mis à disposition par la Ciotat Shipyard et raccordé au réseau d'assainissement collectif de la commune de La Ciotat.</li> <li>• soit pompées par camion-citerne et éliminées comme déchets</li> </ul> <p>Pas de convention de rejet entre la Ciotat Shipyard et la STEP de La Ciotat. Ces rejets ne font pas l'objet d'analyse.</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
Lorsqu'une installation est raccordée à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, les valeurs limites d'émissions en sortie d'installation des polluants autres que ceux mentionnés aux 1 et 2 de l'article 5.10 sont les mêmes que celles pour un rejet dans le milieu naturel. Toutefois, les valeurs limites imposées à la sortie de l'installation peuvent être différentes si la station d'épuration des effluents industriels a la capacité de traiter les micropolluants.				
<p><b>Article 5.12 :</b> Dispositions communes aux valeurs limites d'émission pour un rejet dans le milieu naturel ou un raccordement à une station d'épuration. Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Dans le cas où une auto-surveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une auto-surveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées.</p>	X			<p>Les prélèvements et analyses des rejets aqueux dans le milieu naturel sont assurés par le gestionnaire du port, la société La Ciotat Shipyards. Il s'agit de prélèvements instantanés d'une durée de 30 minutes.</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<b>Chapitre VI : Émissions dans l'air</b>				
<b>Section I : Généralités</b>				
<p>Article 6.1 : Généralités.</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (réceptiers, silos, bâtiments fermés, etc.).</p>	X			<p>Conforme (cf pièce jointe gestion des rejets atmosphériques)</p> <p>Les principaux rejets atmosphériques des activités de MB92 sont liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• aux rejets canalisés de COV issus des opérations d'application de peintures par pistolet sur les yachts en fond de forme et sur les plateformes au sein d'une enceinte de protection sous atmosphère contrôlée et dispositif de traitement d'air,</li> <li>• aux rejets canalisés de COV issus des opérations d'application de peintures par pistolet au sein de la cabine de peinture disposant de dispositifs de traitement d'air,</li> <li>• aux rejets canalisés de particules provenant des opérations de décapage à sec via des grenailleuses/sableuses des coques de bateaux au sein d'une enceinte de protection sous atmosphère contrôlée et dispositif de traitement d'air.</li> </ul> <p>Lors des travaux de ponçage des coques des bateaux, un outillage adapté est utilisé, équipé d'aspiration des poussières à la source.</p> <p>Le site possède également un atelier « composite » muni d'un système d'aspiration avec un filtre à poussières pour les opérations de ponçage.</p> <p>La zone menuiserie est équipée d'une aspiration des poussières collectées dans une benne à l'extérieur. Pas de rejet à l'air libre</p> <p>Pas de produits pulvérulents sur le site ni de stockage en vrac.</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<b>Section II : Rejets à l'atmosphère</b>				
<p><b>Article 6.2 :</b> Points de rejets.</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie.</p> <p>Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.</p> <p>L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p>	X			<p><u>Cocon :</u> Les opérations d'application de peinture par pulvérisation se font sous cocon, avec un système de filtration : filtres à charbons et/ou filtres particuliers.</p> <p>Les travaux de nettoyage/décapage à sec des coques des bateaux sont très occasionnelles, le décapage par jet haute pression étant privilégié. Ces opérations via des grenailleuses ou sableuses se font sous une enceinte de protection avec atmosphère contrôlée et dispositif de traitement d'air. Par conséquent, les rejets liés aux opérations de nettoyage/décapage à sec des coques des bateaux sont contrôlés.</p> <p>Le système de traitement d'air des cocons est complété par un outillage équipé d'aspiration des poussières pour le ponçage et / ou le nettoyage. Les dépôts de poussière de l'outillage sont retraités en usine après ramassage des déchets par une société agréée.</p> <p>Etant donné la conception de l'enceinte de type cocon, plusieurs points de rejets sont nécessaires, en sortie de chaque dispositif de traitement d'air. Les débouchés à l'air du système de traitement d'air ne peuvent pas se faire en hauteur. Il n'y a pas de faitage car il ne s'agit pas d'un bâtiment. Toutefois, il s'agit de zones à l'aire libre. Aucun obstacle ne gêne la dispersion des gaz rejetés.</p> <p><u>Cabine de peinture :</u> Les rejets du dispositif de traitement d'air se font à plus de 100 m des habitations, via 9 exutoires en toiture.</p> <p><u>L'atelier « composite » :</u> L'atelier dispose d'un système d'aspiration avec un filtre à poussières pour les opérations de ponçage. Rejet à plus de 100 m des habitations, à 4 m de hauteur en façade dirigé vers le haut.</p> <p><u>Atelier menuiserie :</u> La zone menuiserie est équipée d'une aspiration des poussières collectées dans une benne à l'extérieur. Pas de rejet à l'air libre.</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<b>Article 6.3 :</b> Points de mesures. Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux règles en vigueur et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.	X			Des analyses sont possibles en sortie des dispositifs de filtration.
<b>Article 6.4 :</b> Hauteur de cheminée  Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des habitations et des bouches d'aspiration d'air frais.  La vitesse d'éjection des gaz garantit l'absence de nuisances pour les riverains.	X			<u>Cocon :</u> Les exutoires des dispositifs de filtration pour les activités sous cocon sont à environ 1 m du sol, à plus de 100 m des premières habitations. <u>Cabine de peinture :</u> Les exutoires de la cabine de peinture sont à plus de 10 m du sol, à plus de 100 m des premières habitations et aucun bâtiment n'est présent dans un rayon de 15 m. <u>L'atelier « composite » :</u> Les rejets du dispositif de traitement d'air se font à 4 m de hauteur en façade dirigé vers le haut, à plus de 100 m des premières habitations.
<b>Section III : Valeurs limites d'émission</b>				
<b>Article 6.5 de l'arrêté du 12 mai 2020</b> Généralités. Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte. Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 susvisé. Si plusieurs points de rejets ont les mêmes caractéristiques (équipement raccordé, traitement réalisé, flux, etc.), une mesure pourra être réalisée sur un seul des points de rejet. La justification technique correspondante est jointe au dossier d'enregistrement.	X			Les rejets des activités de MB 92 sont canalisés : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rejet lié au cocon (activité de peinture, préparation/nettoyage)</li> <li>• Rejet de la cabine de peinture</li> <li>• Rejet de l'atelier composite</li> </ul> Au niveau des cocons, les conditions de réalisation des mesures ne peuvent pas respecter les méthodes en vigueur étant donné la spécificité de ce type d'installation (Les distances amont ou aval requises ne sont pas respectées). Il ne s'agit pas d'une cheminée standard.
<b>Article 6.6 de l'arrêté du 12 mai 2020</b> Débit et mesures. Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une même teneur en oxygène de référence. L'exploitant peut justifier la teneur réelle en oxygène mesurée. Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.	X			

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<p><b>Article 6.7</b> : Valeurs limites d'émission.</p> <p>Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.</p> <p>Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.</p>	X			<p><u>Remarque</u> : AM de la rubrique 1978.8</p> <p>Le site MB92 La Ciotat (sur la base des FDS des produits utilisés sur le site en 2018, 2019 et 2020) n'utilise pas de produit ayant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360d, H360f, H341 ou H351 ni de produit organique volatil halogéné.</p> <p>Seul un produit dénommé « Propspeed (antifouling pour les hélices applicable par pinceau) possède une mention de danger (H351) ; Les quantités utilisées sont faibles : 146 kg en 2018, 124 kg en 2019 et 114 kg en 2020.</p> <p><b>Le seuil de rejet en COV est de 100 mg/Nm³</b></p> <p><b>Le pourcentage de rejet diffus en COV est de 25 %</b></p> <p>Les activités de revêtement qui ne peuvent se dérouler dans des conditions maîtrisées (telles que construction navale, revêtement des aéronefs) peuvent déroger à ces valeurs conformément au VI de l'article 9.1</p> <p><b>Pour l'analyse réglementaire des rejets en COV, le seuil retenu provient de l'AM de la rubrique 1978.8 (100 mg/Nm³). Pour l'analyse réglementaire des rejets en poussières et métaux, les seuils retenus proviennent de l'AM de la rubrique 2930.</b> Les résultats des analyses sont présentés en annexe 6.</p> <p><u>Cocon</u> : Il s'agit d'un cocon étanche, de manière à isoler complètement le bateau de l'environnement extérieur et contrôler ainsi certains paramètres comme la température et l'hygrométrie. Un système de ventilation est mis en place pour assurer une ventilation générale et complémentaire aux ventilations locales qui permettent une aspiration des polluants à la source (ponceuses aspirantes, extracteurs mobiles,...). Ce système de ventilation repose sur le principe suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>des diffuseurs d'air neuf, chauffé ou non, en nombre suffisant</li><li>une reprise de l'air de chaque côté du cocon avec un dispositif de traitement d'air au niveau de chaque extracteur d'air.</li></ul> <p>Ce système est équipé de dispositifs déclenchant l'arrêt de l'installation en cas d'incident (surchauffe moteur/ventilateur).</p>

Polluants	Valeur limite d'émission
1. Poussières totales :	
Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h	100 mg/m³
Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	40 mg/m³
2. Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :	
Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés	
Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h	5 mg/m³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92												
				<p>- <u>Campagne de mesure de poussières et métaux du 1 oct 2020 lors d’une opération de ponçage sous cocon</u></p> <p>Des mesures de poussières et métaux ont été réalisées en octobre 2020 lors d’une opération de ponçage sous cocon. Les mesures ont été réalisées sur 3 filtres à poussières (sur un total de 6), un à l’avant Bâbord, un à l’arrière-Tribord et un au milieu Tribord. Toutes les mesures de poussières sont effectuées en aval du filtre</p> <table><tr><th>Polluants</th><th>Valeur limite d’émission</th></tr><tr><td><b>1. Poussières totales :</b></td><td></td></tr><tr><td>Si Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h <u>Mesure flux horaire :</u> Filtre 1, arrière-Tribord : 0g/h Filtre 2, milieu Tribord : 0g/h Filtre 3, avant Bâbord : 0,20 g/h</td><td><b>100 mg/m³</b> <u>Mesure mg/m³ :</u> Filtre 1, arrière-Tribord : 0 mg/m³ Filtre 2, milieu Tribord : 0 mg/m³ Filtre 3, avant Bâbord : 0,041 mg/m³</td></tr><tr><td>Si Flux horaire est supérieur à 1 kg/h</td><td><b>40 mg/m³</b> <u>Non concerné car flux horaire inférieur à 1kg/h</u></td></tr><tr><td><b>2. Métaux et composés de métaux</b> (gazeux et particulaires) : Rejets d’antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés</td><td></td></tr><tr><td>Si le flux horaire total d’antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés <b>dépasse 25 g/h</b> <u>Mesure flux horaire :</u> Filtre 1, arrière-Tribord : 0,011g/h Filtre 2, milieu Tribord : 0,0036g/h Filtre 3, avant Bâbord : 0,0040g/h</td><td><b>5 mg/m³</b> (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn +Ni + V + Zn) <u>Non concerné car flux horaire inférieur à 25 g/h</u> <u>Mesure mg/m³ :</u> Filtre 1, arrière-Tribord : 0,0023mg/m³ Filtre 2, milieu Tribord : 0,00077mg/m³ Filtre 3, avant Bâbord : 0,00082mg/m³</td></tr></table> <p><b>Les concentrations en métaux et poussières sont très nettement inférieures aux seuils réglementaires de l’AM de la rubrique 2930.</b></p> <p>- <u>Campagne mesure de COV du 24 octobre lors d’une opération d’application de peinture sous cocon</u> : Sur les 13 exutoires du cocon, les 2 exutoires contrôlés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Rejet aval filtre charbon actif : 51,9 mg/Nm³ COVt (17,1 g/h)</li><li>• Rejet ventilateur n°359028 accès échafaudage (en aval filtre Pinmar) : 8,8 mg/Nm³ COVt (7,6 g/h)</li></ul> <p><b>Les concentrations en COVt sont très inférieures au seuil réglementaire de l’AM de la rubrique 1978.8 (100 mg/Nm³).</b></p>	Polluants	Valeur limite d’émission	<b>1. Poussières totales :</b>		Si Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h <u>Mesure flux horaire :</u> Filtre 1, arrière-Tribord : 0g/h Filtre 2, milieu Tribord : 0g/h Filtre 3, avant Bâbord : 0,20 g/h	<b>100 mg/m³</b> <u>Mesure mg/m³ :</u> Filtre 1, arrière-Tribord : 0 mg/m³ Filtre 2, milieu Tribord : 0 mg/m³ Filtre 3, avant Bâbord : 0,041 mg/m³	Si Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	<b>40 mg/m³</b> <u>Non concerné car flux horaire inférieur à 1kg/h</u>	<b>2. Métaux et composés de métaux</b> (gazeux et particulaires) : Rejets d’antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés		Si le flux horaire total d’antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés <b>dépasse 25 g/h</b> <u>Mesure flux horaire :</u> Filtre 1, arrière-Tribord : 0,011g/h Filtre 2, milieu Tribord : 0,0036g/h Filtre 3, avant Bâbord : 0,0040g/h	<b>5 mg/m³</b> (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn +Ni + V + Zn) <u>Non concerné car flux horaire inférieur à 25 g/h</u> <u>Mesure mg/m³ :</u> Filtre 1, arrière-Tribord : 0,0023mg/m³ Filtre 2, milieu Tribord : 0,00077mg/m³ Filtre 3, avant Bâbord : 0,00082mg/m³
Polluants	Valeur limite d’émission															
<b>1. Poussières totales :</b>																
Si Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h <u>Mesure flux horaire :</u> Filtre 1, arrière-Tribord : 0g/h Filtre 2, milieu Tribord : 0g/h Filtre 3, avant Bâbord : 0,20 g/h	<b>100 mg/m³</b> <u>Mesure mg/m³ :</u> Filtre 1, arrière-Tribord : 0 mg/m³ Filtre 2, milieu Tribord : 0 mg/m³ Filtre 3, avant Bâbord : 0,041 mg/m³															
Si Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	<b>40 mg/m³</b> <u>Non concerné car flux horaire inférieur à 1kg/h</u>															
<b>2. Métaux et composés de métaux</b> (gazeux et particulaires) : Rejets d’antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés																
Si le flux horaire total d’antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés <b>dépasse 25 g/h</b> <u>Mesure flux horaire :</u> Filtre 1, arrière-Tribord : 0,011g/h Filtre 2, milieu Tribord : 0,0036g/h Filtre 3, avant Bâbord : 0,0040g/h	<b>5 mg/m³</b> (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn +Ni + V + Zn) <u>Non concerné car flux horaire inférieur à 25 g/h</u> <u>Mesure mg/m³ :</u> Filtre 1, arrière-Tribord : 0,0023mg/m³ Filtre 2, milieu Tribord : 0,00077mg/m³ Filtre 3, avant Bâbord : 0,00082mg/m³															



Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92												
				<p><b><u>La cabine de peinture</u></b> est également équipée d'un dispositif de dépoussiérage, de même que la petite cabine.</p> <p>- <b><u>Campagne de mesures en poussières et métaux, en décembre 2020 lors d'une opération de ponçage dans la cabine de peinture</u></b></p> <p>6 points de mesure en aval de la filtration sur les conduits d'extraction</p> <table><tr><th>Polluants</th><th>Valeur limite d'émission</th></tr><tr><td><b>1. Poussières totales :</b></td><td></td></tr><tr><td>Si Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h <u>Mesure flux horaire :</u> Extracteur 2A : 18,3 g/h Extracteur 2C+2D : 6,7 g/h Extracteur 3A : 16,3 g/h Extracteur 3C+3D : 25,7 g/h Extracteur 4A : 7,3 g/h Extracteur 4C+4D : 16,2 g/h  <b>Somme des flux : 90,5 g/h</b></td><td><b>100 mg/m<sup>3</sup></b> <u>Mesure mg/m<sup>3</sup> :</u> Extracteur 2A : 2,3 mg/m<sup>3</sup> Extracteur 2C+2D : 0,79 mg/m<sup>3</sup> Extracteur 3A : 2 mg/m<sup>3</sup> Extracteur 3C+3D : 3,2 mg/m<sup>3</sup> Extracteur 4A : 2,2 mg/m<sup>3</sup> Extracteur 4C+4D : 2,3 mg/m<sup>3</sup></td></tr><tr><td>Si Flux horaire est supérieur à 1 kg/h</td><td><b>40 mg/m<sup>3</sup></b> <u>Non concerné car flux horaire inférieur à 1kg/h</u></td></tr><tr><td><b>2. Métaux et composés de métaux</b> (gazeux et particulaires) : Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés</td><td></td></tr><tr><td>Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés <b>dépasse 25 g/h</b> <u>Mesure flux horaire :</u> Extracteur 2A : 0,65 g/h Extracteur 2C+2D : 0,31 g/h Extracteur 3A : 0,76 g/h Extracteur 3C+3D : 0,75 g/h Extracteur 4A : 0,41 g/h Extracteur 4C+4D : 0,55 g/h</td><td><b>5 mg/m<sup>3</sup></b> (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn +Ni + V + Zn) <u>Non concerné car flux horaire inférieur à 25 g/h</u> <u>Mesure mg/m<sup>3</sup> :</u> Extracteur 2A : 0,0824 mg/m<sup>3</sup> Extracteur 2C+2D : 0,036 mg/m<sup>3</sup> Extracteur 3A : 0,094 mg/m<sup>3</sup> Extracteur 3C+3D : 0,092 mg/m<sup>3</sup> Extracteur 4A : 0,125 mg/m<sup>3</sup> Extracteur 4C+4D : 0,078 mg/m<sup>3</sup></td></tr></table>	Polluants	Valeur limite d'émission	<b>1. Poussières totales :</b>		Si Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h <u>Mesure flux horaire :</u> Extracteur 2A : 18,3 g/h Extracteur 2C+2D : 6,7 g/h Extracteur 3A : 16,3 g/h Extracteur 3C+3D : 25,7 g/h Extracteur 4A : 7,3 g/h Extracteur 4C+4D : 16,2 g/h  <b>Somme des flux : 90,5 g/h</b>	<b>100 mg/m<sup>3</sup></b> <u>Mesure mg/m<sup>3</sup> :</u> Extracteur 2A : 2,3 mg/m <sup>3</sup> Extracteur 2C+2D : 0,79 mg/m <sup>3</sup> Extracteur 3A : 2 mg/m <sup>3</sup> Extracteur 3C+3D : 3,2 mg/m <sup>3</sup> Extracteur 4A : 2,2 mg/m <sup>3</sup> Extracteur 4C+4D : 2,3 mg/m <sup>3</sup>	Si Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	<b>40 mg/m<sup>3</sup></b> <u>Non concerné car flux horaire inférieur à 1kg/h</u>	<b>2. Métaux et composés de métaux</b> (gazeux et particulaires) : Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés		Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés <b>dépasse 25 g/h</b> <u>Mesure flux horaire :</u> Extracteur 2A : 0,65 g/h Extracteur 2C+2D : 0,31 g/h Extracteur 3A : 0,76 g/h Extracteur 3C+3D : 0,75 g/h Extracteur 4A : 0,41 g/h Extracteur 4C+4D : 0,55 g/h	<b>5 mg/m<sup>3</sup></b> (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn +Ni + V + Zn) <u>Non concerné car flux horaire inférieur à 25 g/h</u> <u>Mesure mg/m<sup>3</sup> :</u> Extracteur 2A : 0,0824 mg/m <sup>3</sup> Extracteur 2C+2D : 0,036 mg/m <sup>3</sup> Extracteur 3A : 0,094 mg/m <sup>3</sup> Extracteur 3C+3D : 0,092 mg/m <sup>3</sup> Extracteur 4A : 0,125 mg/m <sup>3</sup> Extracteur 4C+4D : 0,078 mg/m <sup>3</sup>
Polluants	Valeur limite d'émission															
<b>1. Poussières totales :</b>																
Si Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h <u>Mesure flux horaire :</u> Extracteur 2A : 18,3 g/h Extracteur 2C+2D : 6,7 g/h Extracteur 3A : 16,3 g/h Extracteur 3C+3D : 25,7 g/h Extracteur 4A : 7,3 g/h Extracteur 4C+4D : 16,2 g/h  <b>Somme des flux : 90,5 g/h</b>	<b>100 mg/m<sup>3</sup></b> <u>Mesure mg/m<sup>3</sup> :</u> Extracteur 2A : 2,3 mg/m <sup>3</sup> Extracteur 2C+2D : 0,79 mg/m <sup>3</sup> Extracteur 3A : 2 mg/m <sup>3</sup> Extracteur 3C+3D : 3,2 mg/m <sup>3</sup> Extracteur 4A : 2,2 mg/m <sup>3</sup> Extracteur 4C+4D : 2,3 mg/m <sup>3</sup>															
Si Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	<b>40 mg/m<sup>3</sup></b> <u>Non concerné car flux horaire inférieur à 1kg/h</u>															
<b>2. Métaux et composés de métaux</b> (gazeux et particulaires) : Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés																
Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés <b>dépasse 25 g/h</b> <u>Mesure flux horaire :</u> Extracteur 2A : 0,65 g/h Extracteur 2C+2D : 0,31 g/h Extracteur 3A : 0,76 g/h Extracteur 3C+3D : 0,75 g/h Extracteur 4A : 0,41 g/h Extracteur 4C+4D : 0,55 g/h	<b>5 mg/m<sup>3</sup></b> (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn +Ni + V + Zn) <u>Non concerné car flux horaire inférieur à 25 g/h</u> <u>Mesure mg/m<sup>3</sup> :</u> Extracteur 2A : 0,0824 mg/m <sup>3</sup> Extracteur 2C+2D : 0,036 mg/m <sup>3</sup> Extracteur 3A : 0,094 mg/m <sup>3</sup> Extracteur 3C+3D : 0,092 mg/m <sup>3</sup> Extracteur 4A : 0,125 mg/m <sup>3</sup> Extracteur 4C+4D : 0,078 mg/m <sup>3</sup>															
				<p><b>Les concentrations en métaux et poussières sont très nettement inférieures aux seuils réglementaires de l'AM de la rubrique 2930.</b></p>												

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				<p>- <u>Campagne de mesure de COV en décembre 2020 lors d'une opération de peinture dans la cabine de peinture</u></p> <p>Les mesures ont été réalisées aux points suivants</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 mesures sur l'extracteur 3B équipé de filtre à charbon et filtre particulaire G4, <u>une mesure en amont, une en aval des filtres</u></li> <li>• 1 mesure sur l'extracteur 2A en aval filtre particulaire G4,</li> <li>• 1 mesure en aval du filtre particulaire sur l'extracteur 2C+2D</li> </ul> <p>Lors des mesures, les extracteurs suivants étaient en fonction :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2A, 3B, 4A (tribord navire),</li> <li>• 2C, 3C, 4C (bâbord navire).</li> </ul> <p>Sur les 6 exutoires, les résultats sur les 3 exutoires mesurés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extracteur 2A aval filtre particulaire : <b>1 342 g/h et 161 mg/m<sup>3</sup></b></li> <li>• Extracteur 2C+2D aval filtre particulaire : 48,5 g/h et 6,2 mg/m<sup>3</sup></li> <li>• Extracteur 3B amont filtre à charbon et filtre particulaire : 252 g/h et 303 mg/m<sup>3</sup></li> <li>• Extracteur 3B aval filtre à charbon et filtre particulaire : 157 g/h et 19,7 mg/m<sup>3</sup></li> </ul> <p><b>Selon l'AM de la rubrique 1978.8, le seuil de rejet en COV est de 100 mg/Nm<sup>3</sup></b>  <b>Une seule mesure en aval du dispositif de filtration est non conforme.</b>  <b>La moyenne des 3 rejets est de 62,3 mg/m<sup>3</sup>, inférieure au seuil des 100 mg/m<sup>3</sup>.</b></p> <p><u>L'atelier « composite »</u> dispose d'un système d'aspiration mécanique avec un filtre à poussières pour les opérations de ponçage.</p> <p>Les métaux ne sont pas recherchés pour la cabine de ponçage car ils ne sont pas susceptibles d'être présents dans les matériaux composites.</p> <p>Des mesures ont été réalisées en novembre 2020. Les résultats sont les suivants : Concentration poussières : 9,9 mg/Nm<sup>3</sup> et flux de 116 g/h. La concentration en poussières est très nettement inférieure au seuil réglementaire (100 mg/Nm<sup>3</sup> si le flux est inférieur ou égal à 1kg/h)</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92									
				<u>La zone menuiserie</u> est équipée d'une aspiration des poussières avec rejet dans une benne étanche située en extérieure.									
<b>Article 6.8 de l'arrêté du 12 mai 2020</b> Odeurs. Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique	X			Aucun produit odorant n'est utilisé sur le site. Les opérations d'application de peinture par pulvérisation se font sous cocon ou dans une cabine avec des systèmes de filtration de l'air.									
<b>Chapitre VII : Émissions dans les sols</b>													
<b>Article 7 : Les rejets directs dans les sols sont interdits.</b>	X			Conforme									
<b>Chapitre VIII : Bruit et vibrations</b>													
<b>Article 8 : Bruit et vibrations.</b> I. - Valeurs limites de bruit : Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : <table><tr><th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table>	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	X			Les premières habitations et ERP sont situés à plus de 100 m des activités de peinture. Au vu de leurs distances d'éloignement avec le site et de l'environnement sonore existant (trafic, centre-ville,...), les émissions sonores engendrées par l'activité du site MB92 La Ciotat ne sont pas ressenties au niveau des habitations.  Dans le cadre du projet 4000 T, sur la base des mesures réalisées, des simulations de propagation du bruit dans l'environnement ont été réalisées à l'aide du logiciel PREDICTOR V12 distribué par BRÜEL & KJAER.
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés											
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)											
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)											
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.  II. – Véhicules : Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.	Ces résultats sont conformes aux seuils réglementaires. Une campagne de mesure sonore sera réalisée par MB92 pour valider le respect des seuils réglementaires.												
				Ces dispositions sont appliquées sur le site									

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<b>Chapitre IX : Déchets</b>				
<b>Article 9 : Généralités.</b> Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 3 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. Les déchets dangereux font l'objet de bordereaux de suivi qui sont conservés pendant 5 ans.	X			Les déchets générés par l'activité du site sont liés aux opérations d'entretien et de maintenance des bateaux (huile, graisse, peintures,...). Des déchets non dangereux proviennent également des bateaux lors des arrêts techniques. Ils sont entreposés au sein de la déchetterie du site, en attente d'évacuation.  Concernant les déchets dangereux provenant des bateaux, (huiles usagées essentiellement), ils sont directement évacués par une société spécialisée à la sortie du bateau, sans stockage sur le site.  Les eaux sanitaires des bateaux sont envoyées dans le réseau eaux usées du chantier naval. MB92 a pour projet de créer une mini-STEP sur le site pour le traitement de ces eaux grises/eaux noires. Vidange des eaux de fond de cale des navires par une société spécialisée.
<b>Chapitre X : Surveillance des émissions</b>				
<b>Section 1 : Surveillance des émissions</b>				
<b>Article 10.1 de l'arrêté du 12 mai 2020</b> Généralités. L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées au présent titre. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.	X			
<b>Article 10.2 : Surveillance des émissions dans l'eau.</b> Que les effluents de l'installation soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures.		X Dérogation		En moyenne annuelle, la somme des débits rejetés est inférieure à 200 m³/h. Les points de rejets dans le milieu naturel sont limités au strict nécessaire et adaptés pour la réalisation de prélèvements. <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un point de rejet pour la plateforme moyenne plaisance</li> <li>• Un point de rejet pour la grande forme</li> <li>• Deux points de rejet pour la future plateforme 4000 t</li> <li>• Deux points au niveau du terre-plein tribord de la grande forme. Ces points de rejets seront raccordés aux réseaux existants. Ces points de rejet n'existeront donc plus.</li> </ul>

Dispositions réglementaires		C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
Débit	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m3/j (*)				<u>La plateforme moyenne plaisance : arrêté préfectoral n°58-2007-EA</u> Cette plateforme dispose d'un arrêté préfectoral autorisant la construction et l'exploitation.
Température	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m3/j (*)				
pH	Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m3/j (*)				
DCO (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel				
MES	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel				
DBO5 (**) (sur effluent non décanté)	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel				
Azote globale	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel				
Phosphore total	Semestrielle pour les effluents raccordés Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel				
Substances spécifiques du secteur d'activité	Si le flux est supérieur à 20 g/jour : Trimestrielle pour les rejets raccordés à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle dans le milieu naturel				
(*) Débit correspondant à la somme de tous les points de rejet. (**) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.					
Les polluants et substances qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation. Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.					

Débit	Fréquence de l'AP de 2008	Fréquence AM 2020
Matières en suspension totales	3 fois/an sur des échantillons moyens représentatifs d'une journée d'activité moyenne hors décapage, 1 fois/an sur des échantillons moyens représentatifs d'une journée d'activité moyenne avec décapage	Mensuelle
COT		Trimestrielle
Hydrocarbures totaux		Trimestrielle
Détergent		Mensuelle
Métaux (As, Cd, Cr, Cu, Zn, Pb, Hg, Ni)		Trimestrielle

Le réseau est sec en condition d'activité normale et ne génère aucun rejet hormis par temps de pluie et lors des lavages HP de coque. Ainsi MB92 propose de conserver la fréquence de suivi imposée par l'AP de 2008.

Le projet 4000 t : Cette plateforme dispose d'un arrêté préfectoral du 6 mars 2020 autorisant la construction et l'exploitation du projet 4000 t.

Débit	Fréquence de l'AP 4000 T	Fréquence AM 2020
Température	4 fois par an pour les rejets process et 2 fois par an pour les rejets eaux pluviales	Journalière
pH		Journalière
DCO		Mensuelle
Matières en suspension totales		Mensuelle
Hydrocarbures totaux		Trimestrielle
Métaux (As, Cu, Ni, Zn, Cr VI, Pb, Hg, SN, Cd, Fe et Al)		Trimestrielle
TBT (Tributylétain)		/
Pesticides		/

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92																											
				<p>Le réseau est sec en condition d’activité normale et ne génère aucun rejet hormis par temps de pluie et lors des lavages HP de coque. Ainsi MB92 propose de conserver la fréquence de suivi imposée par l’AP de 2008.</p> <p><u>La grande forme</u> : Elle dispose d’un arrêté préfectoral (N°57-2015 EA) autorisant, au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement, la SEMIDEP Ciotat à réaliser les aménagements de sécurisation et de restructuration de la Grande Forme des chantiers Navals de La Ciotat et à l'exploiter.</p> <table><tr><th>Débit</th><th>Fréquence de l’AP Grande forme</th><th>Fréquence AM 2020</th></tr><tr><td>Température</td><td>4 fois par an</td><td>Journalière</td></tr><tr><td>pH</td><td>4 fois par an</td><td>Journalière</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté)</td><td>/</td><td>Mensuelle</td></tr><tr><td>Matières en suspension totales</td><td>4 fois par an</td><td>Mensuelle</td></tr><tr><td>DBO5 (**) (sur effluent non décanté)</td><td>/</td><td>Mensuelle</td></tr><tr><td>Azote globale</td><td>/</td><td>Mensuelle</td></tr><tr><td>Phosphore total</td><td>/</td><td>Mensuelle</td></tr><tr><td>Substances spécifiques du secteur d'activité</td><td>4 fois par an</td><td>Trimestrielle</td></tr></table> <p>Des contrôles des rejets sont réalisées par la Ciotat Shipyards en sortie au niveau du rejet en mer :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 3 fois/an sur des échantillons moyens représentatifs d’une journée d’activité moyenne hors décapage,</li><li>• 1 fois/an sur des échantillons moyens représentatifs d’une journée d’activité moyenne avec décapage</li></ul> <p><b>Les polluants et substances qui ont été retenus pour une surveillance sont susceptibles d'être émis par l'installation. Les polluants et substances qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues.</b></p> <p>MB92 propose de conserver la fréquence de suivi imposée par l’AP de 2008.</p>	Débit	Fréquence de l’AP Grande forme	Fréquence AM 2020	Température	4 fois par an	Journalière	pH	4 fois par an	Journalière	DCO (sur effluent non décanté)	/	Mensuelle	Matières en suspension totales	4 fois par an	Mensuelle	DBO5 (**) (sur effluent non décanté)	/	Mensuelle	Azote globale	/	Mensuelle	Phosphore total	/	Mensuelle	Substances spécifiques du secteur d'activité	4 fois par an	Trimestrielle
Débit	Fréquence de l’AP Grande forme	Fréquence AM 2020																													
Température	4 fois par an	Journalière																													
pH	4 fois par an	Journalière																													
DCO (sur effluent non décanté)	/	Mensuelle																													
Matières en suspension totales	4 fois par an	Mensuelle																													
DBO5 (**) (sur effluent non décanté)	/	Mensuelle																													
Azote globale	/	Mensuelle																													
Phosphore total	/	Mensuelle																													
Substances spécifiques du secteur d'activité	4 fois par an	Trimestrielle																													

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
Titre II : Dispositions particulières applicables à l'ensemble des installations réalisant l'application, la cuisson, le séchage du vernis, la peinture, l'apprêt sur véhicules et engins à moteur ( <u>rubrique 2930.2.a</u> )				



Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
<p><b>Article 11.1 de l'arrêté du 12 mai 2020</b>  <b>Dispositions particulières applicables aux cabines de peinture et aux étuves de séchage utilisant des liquides ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226).</b></p> <p>Le débit d'extraction des émissions dans l'air des cabines de peinture par pulvérisation ainsi que des étuves est dimensionné et réglé de telle sorte que la concentration maximale des solvants dans l'air est toujours inférieure à 25 % de la LIE (limite inférieure d'explosivité) du solvant ou du mélange de solvants contenus dans les peintures appliquées.</p> <p>Le fonctionnement des installations de pulvérisation, séchage ou cuisson est asservi au fonctionnement correct de la ventilation.</p> <p>Les cabines d'application par pulvérisation de produits de revêtement organiques conformes à la norme NF EN 16985 version décembre 2018, sont présumées répondre aux dispositions ci-dessus.</p>	X			<p><b>Cocon :</b> Dans les cocons, un système de ventilation est mis en place pour assurer une ventilation générale. Les moyens de ventilation sont mis en œuvre pour mettre l'enceinte en légère dépression et limiter la quantité de solvant dans l'air très en dessous de la LIE (Renouvellement du volume d'air environ 15 fois par heure).</p> <p>Les opérations d'application sont réalisées uniquement si le système de ventilation fonctionne mais un asservissement automatique n'est pas possible pour ce type d'installation. Cependant, aucune opération de pulvérisation ne peut avoir lieu sans fonctionnement du système de ventilation pour une contrainte de qualité et de protection des travailleurs. Une consigne d'exploitation impose la mise en fonctionnement de la ventilation avant les opérations de pulvérisation de peinture.</p> <p><b>Cabine :</b> Les moyens de ventilation mis en œuvre permettent de limiter la quantité de solvant dans l'air très en dessous de la LIE. Les éventuelles fines de peinture sont bloquées par des filtres à peinture avant de passer dans les réseaux d'aspiration.</p> <p>La quantité d'air introduite est de 1000 m<sup>3</sup>/h/ml de coque soit 80 000 m<sup>3</sup>/h pour un bateau de 40 m. L'extraction est équivalente au soufflage. L'étude ATEX démontre que la concentration en solvant est toujours très nettement inférieure à 25% de la LIE.</p> <p>La ventilation est asservie à l'opération de pulvérisation pour la grande et la petite cabine (asservissement de l'extraction à la mise en marche du réseau d'air comprimé).</p> <p>Pour la zone de préparation des peintures au sein de la cabine, la ventilation est asservie à l'éclairage du local.</p> <p><b>Atelier « Composite » : non applicable.</b>  L'atelier « Composite » du hangar Nef C dispose aussi d'un petit four de séchage avec un apport d'air et extraction mécanique. Les résines et durcisseurs utilisés n'ont pas de mention H224, H225 ou H226.</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				Des capteurs de température mettant en arrêt le système de soufflage d'air chaud en cas de dépassement des T° de consigne sont présents dans <ul style="list-style-type: none"> <li>la cabine de peinture</li> <li>les cocons.</li> <li>petit four de séchage de l'atelier « Composite » du hangar Nef C</li> </ul>
<p><b>Article 11.2 de l'arrêté du 12 mai 2020 : Hauteur de cheminée et conditions de rejet à l'atmosphère.</b></p> <p>Tout rejet en façade, à l'horizontal, est interdit.</p>	X Cabine et atelier	X Cocon		<p><u>Cocon (demande de dérogation)</u> Non applicable car il n'y a pas de cheminée en sortie des dispositifs de filtration pour les activités sous cocon. Les rejets se font à façade en sortie des filtres (cf article 4.9)</p> <p><u>Cabine de peinture : conforme</u>, rejets en toiture</p> <p><u>L'atelier « composite » : conforme</u> Les rejets du dispositif de traitement d'air pour l'activité de ponçage se font à 4 m de hauteur en façade dirigé vers le haut.</p>
La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.	X Cocon et atelier		X Antériorité pour cabine de peinture	<p><u>Cocon : conforme</u> : Les mesures faites le 24 octobre 2020 donnent des vitesses allant de 4,1 m/s pour un débit de 330 m³/h à 10,4 m/s pour un débit de 860 m³/h. La vitesse globale moyenne est supérieure à 5 m/s pour un débit inférieur à 5000 m³/h.</p> <p><u>Cabine de peinture : Antériorité</u> : Les rejets du dispositif de traitement d'air sont les suivants (campagne décembre 2020 : poussières et métaux) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Extracteur 2A : 7930 m³/h et 9,9 m/s</li> <li>Extracteur 2C+2D : <b>8500 m³/h et 6,5 m/s</b></li> <li>Extracteur 3A : 8030 m³/h et 9,9 m/s</li> <li>Extracteur 3C+3D : <b>8070 m³/h et 6,2 m/s</b></li> <li>Extracteur 4A : <b>3270 m³/h et 2,5 m/s</b></li> <li>Extracteur 4C+4D : <b>7070 m³/h et 5,4 m/s</b></li> </ul> <p>Les rejets du dispositif de traitement d'air sont les suivants (campagne décembre 2020 : COVt)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Extracteur 2A : 7090 m³/h et 8,8 m/s</li> <li>Extracteur 2C+2D : <b>7810 m³/h et 6,0 m/s</b></li> <li>Extracteur 3A : <b>8010 m³/h et 6,1 m/s</b></li> </ul>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				<p>Les vitesses ne sont pas mesurées en toiture où il y a l'éjection du gaz, mais à des niveaux différents en fonction du conduit à mesurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2A niveau +0.00 m,</li> <li>• 3A niveau +3.31 m</li> <li>• 4A niveau +3.31 m</li> <li>• 2C+2D niveau +0.00</li> <li>• 4C+4D niveau +3.31 m</li> <li>• 3C+3D niveau +6.35 m</li> </ul> <p>Les ventilateurs se trouvent en toiture, juste avant les rejets, les filtres au niveau +0.00 m ; le circuit aéraulique est complexe (coudes, changement de diamètre).</p> <p>Pour les COV, une vitesse faible est nécessaire pour garantir un temps de contact entre les gaz et le filtre suffisant pour que le charbon puisse adsorber les COV.</p> <p><u>L'atelier « composite » : conforme :</u> Pour l'atelier « composite », lors de la campagne de mesures du 16 novembre 2020 la vitesse est de 12,4 m/s pour un débit de 11 667 Nm³/h.</p>
<p>En plus des dispositions de <u>l'article 6.2</u>, les cheminées susceptibles de rejeter un flux de polluant supérieur à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 kg/h de poussières,</li> <li>ou</li> <li>- 10 g/h de COV avec mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F,</li> <li>ou</li> <li>- 0,1 kg/h de COV avec mention de danger H341 ou H351</li> <li>ou</li> <li>- 2 kg/h pour les COV autres que ceux mentionnés ci-dessus</li> </ul> <p>ont une hauteur minimale comme définie ci-après.</p> <p>La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre</p>	X Cabine		X Cocon et atelier composite	<p><u>Cocon :</u> Non applicable car :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les mesures faites le 24 octobre 2020 en sortie d'un cocon donnent un flux max horaire en aval des dispositifs de filtration en COVt de 24,7 g/h (somme des flux des 2 exutoires). Même en sommant le flux des 13 exutoires, le flux global serait inférieur au seuil de 2 kg/h.</li> <li>• Les mesures faites le 1 octobre 2020 en sortie d'un cocon en aval des dispositifs de filtration donnent un flux max horaire en poussières d'environ 1 g/h (somme des flux des 6 exutoires), inférieures au seuil de 1 kg/h</li> <li>• Le site MB92 (sur la base des FDS des produits utilisés en 2018, 2019, 2020) n'utilise pas de produit ayant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360d, H360f, H341 ou H351 ni de produit organique volatil halogéné.</li> </ul>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur ne peut être inférieure à 10 m. De plus, le rejet dépasse d'au moins 5 m les bâtiments situés dans un rayon 15 m.				<p>Seul un produit dénommé « Propspeed (antifouling pour les hélices applicable par pinceau) possède une mention de danger (H351) ; Les quantités utilisées sont faibles : 146 kg en 2018, 124 kg en 2019 et 114 kg en 2020.</p> <p><u>Cabine de peinture : conforme</u></p> <p>Les exutoires de la cabine de peinture sont à plus de 10 m du sol et aucun bâtiment n'est présent dans un rayon de 15 m.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les mesures de décembre 2020 en sortie des extracteurs en aval du dispositif de filtration donnent un flux max horaire en COVt de 1,55 kg/h (somme des flux de 3 exutoires), inférieur au seuil de 2 kg/h. <b>En sommant les flux sur les 6 exutoires, le seuil des 2 kg/h pourrait être dépassé.</b></li> <li>• Les mesures faites en décembre 2020 en sortie des 6 extracteurs de la cabine en aval des dispositifs de filtration donnent un flux max horaire en poussières d'environ 90,5 g/h (somme des flux des 6 exutoires), très nettement inférieures au seuil de 1 kg/h</li> <li>• Le site MB92 (sur la base des FDS des produits utilisés en 2018, 2019, 2020) n'utilise pas de produit ayant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360d, H360f, H341 ou H351 ni de produit organique volatil halogéné.</li> </ul> <p><u>L'atelier « composite » :</u> Non applicable car flux très nettement inférieur au seuil de 1 kg/h pour les poussières.</p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				<p><b>AM rubrique 1978 :</b> L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées. L'exploitant calcule sa consommation annuelle des solvants pour chaque activité, selon la définition de l'article 3, sur l'ensemble du périmètre pertinent, incluant le cas échéant plusieurs activités entraînant le classement au titre de la rubrique 1978. Les documents justifiant de la consommation annuelle de solvants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants (<a href="#">Le plan de gestion de solvant pour l'année 2020 est en annexe 18</a>), mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de chaque installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est transmis annuellement si la consommation annuelle de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an.</p> <p><b>MB92 suit annuellement sa consommation de solvant.</b></p> <p><b>MB92 utilise moins de 30 tonnes/an de solvant.</b></p> <p>La surveillance en permanence des émissions canalisées de l'ensemble des COV est réalisée si, sur l'ensemble de l'installation, l'une des conditions suivantes est remplie :</p> <p>a) Le flux horaire maximal total (canalisé et diffus) en COV, exprimé en carbone total, dépasse :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 15 kg/h dans le cas général ;</li> <li>- 10 kg/h si un équipement d'épuration des gaz chargés en COV est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émission canalisées.</li> </ul> <p><b>Les rejets en COV lors des opérations d'application de peinture sur le site MB92 sont très nettement inférieures au seuil de 10 kg/h. Les mesures faites en octobre 2020 en sortie d'un cocon donnent un flux max horaire cumulé en COVt de 24,7 g/h (2 exutoires).</b></p> <p><b>Les mesures faites en décembre 2020 en sortie des exutoires de la cabine donnent un flux max horaire cumulé en aval des dispositifs de filtration en COVt d'environ 1,55 kg/h (flux cumulés sur 3 des 6 exutoires).</b></p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92
				<p>b) Le flux horaire maximal total (canalisé et diffus) de COV auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou de COV halogénés auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H341 ou H351 dépasse 2 kg/h (exprimé en somme des composés).</p> <p><b>Le site MB92 La Ciotat (sur la base des FDS des produits utilisés sur le site en 2018, 2019 et 2020) n'utilise pas de produit ayant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360d, H360f, H341 ou H351 ni de produit organique volatil halogéné.</b></p> <p>Seul un produit dénommé « Propspeed (antifouling pour les hélices applicable par pinceau) possède une mention de danger (H351) ; Les quantités utilisées sont faibles : 146 kg en 2018, 124 kg en 2019 et 114 kg en 2020.</p> <p>Dans les autres cas, des mesures périodiques sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au moins une fois par an si consommation de solvants est supérieure à 1 t/an ;</li> <li>- au moins tous les 3 ans si la consommation de solvants est inférieure à 1 t/an.</li> </ul> <p>Trois valeurs de mesure au moins sont relevées au cours de chaque campagne de mesures.</p> <p><b>Le site MB92 utilise plus de 1 t de solvant par an. Les mesures en COV sont donc à réaliser à une fréquence annuelle.</b></p> <p><b>La surveillance des poussières et métaux se fera aussi à une fréquence annuelle.</b></p>

Dispositions réglementaires	C	NC	SO	Dispositions mises en œuvre sur le site MB92						
Titre III : Exécution										
Article 12 Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.										
Annexe										
ANNEXE : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS EXISTANTES Les dispositions ci-après sont applicables aux installations existantes selon le calendrier suivant : <table><tr><td>Date d'entrée en vigueur du présent arrêté + six mois</td><td>Date d'entrée en vigueur du présent arrêté + un an</td><td>Date d'entrée en vigueur du présent arrêté + deux ans</td></tr><tr><td>Articles 3.1 à 3.4, 4.6, 5.1.2 (sauf le 4e alinéa), 5.3, 10.1 et 10.2</td><td>Articles 4.1, 4.13, 4.14 et 6.1</td><td>Articles 4.7 à 4.8, 4.10, 4.11, 5.9, 5.10, 6.7, 8 et 9</td></tr></table> Les dispositions ne figurant pas dans le tableau ci-dessus ne sont pas applicables aux installations existantes. Dans l'attente de l'applicabilité de ces dispositions, les dispositions correspondantes de l'arrêté préfectoral d'autorisation demeurent applicables.	Date d'entrée en vigueur du présent arrêté + six mois	Date d'entrée en vigueur du présent arrêté + un an	Date d'entrée en vigueur du présent arrêté + deux ans	Articles 3.1 à 3.4, 4.6, 5.1.2 (sauf le 4e alinéa), 5.3, 10.1 et 10.2	Articles 4.1, 4.13, 4.14 et 6.1	Articles 4.7 à 4.8, 4.10, 4.11, 5.9, 5.10, 6.7, 8 et 9				
Date d'entrée en vigueur du présent arrêté + six mois	Date d'entrée en vigueur du présent arrêté + un an	Date d'entrée en vigueur du présent arrêté + deux ans								
Articles 3.1 à 3.4, 4.6, 5.1.2 (sauf le 4e alinéa), 5.3, 10.1 et 10.2	Articles 4.1, 4.13, 4.14 et 6.1	Articles 4.7 à 4.8, 4.10, 4.11, 5.9, 5.10, 6.7, 8 et 9								

### 3.7. Pièce jointe n°6.b : Justification de la conformité du site aux prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013 (rubrique 2921 à enregistrement)

L'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement présente l'ensemble des prescriptions réglementaires que doit respecter le site.

Les installations du site MB92 soumises à la rubrique 2921 sont des tours de refroidissement d'eau au contact de l'air.

L'eau tombe par gravité dans la tour et se refroidit au contact de l'air, un système de ventilateur à pale permet la dispersion en fine gouttelette (augmentation de la surface de contact).

Cette eau refroidie permet le fonctionnement du système de climatisation du navire.

L'eau est en circuit fermé avec apport régulier pour compenser les pertes liées au vent.

Il s'agit d'équipement en location, à la charge du fournisseur de l'équipement.

**La justification de la conformité du site aux prescriptions de cet arrêté du 14 décembre 2013 (rubrique 2921 à enregistrement) est présentée dans le tableau pages suivantes.**

**Concernant les dispositions générales applicables à l'ensemble du site (dispositions non spécifiques aux tours de refroidissement), elles sont étudiées en détail dans la conformité avec l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 applicable à la rubrique 2930.**

#### Légende du tableau

**C : Conforme dans la situation actuelle ou suite à des aménagements proposés**

**NC : Non conforme : demande de dérogation à faire**

**SO : Sans objet : non applicable**



Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
Chapitre I : Dispositions générales				
<p><b>Article 3 : Conformité de l'installation</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.</p>			X	Il s'agit d'installations mobiles pouvant être déplacées sur le site en fonction des besoins et des arrivées/départs des bateaux. Les équipements n'ont donc pas d'emplacement fixe défini.
<p><b>Article 4 : Dossier « installation classée »</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>- le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées ;</li> <li>- l'arrêté d'enregistrement ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ;</li> <li>- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le plan de localisation des risques (cf. article 8) ;</li> <li>- le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. art 9) ;</li> <li>- le plan général des stockages (cf. article 9) ;</li> <li>- les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. article 9) ;</li> </ul> </li> <li>- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. article 17) ;</li> <li>- le registre de vérification périodique et de maintenance des équipements (cf. article 25) ;</li> <li>- le carnet de suivi et ses annexes (cf. article 26) ;</li> <li>- le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau (cf. article 29) ;</li> <li>- le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 31) ;</li> <li>- le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation (cf. article 42) ;</li> <li>- le registre des déchets dangereux générés par l'installation (cf. article 57) ;</li> <li>- les éléments techniques permettant d'attester de l'absence d'émission dans l'eau de certains produits par l'installation (cf. article 60).</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	X (en cours)			<p>MB92 a passé un contrat global d'entretien, de suivi et de maintenance des tours de refroidissement avec la société Mediterranean Cooling Towers. Cette société est spécialisée dans l'exploitation des tours de refroidissement sur des sites navals et se conforme aux dispositions de la réglementation associée.</p> <p>Les registres et documents de suivi des tours de MB92 sont, pour le moment, tenu à jour au sein de la société Mediterranean Cooling Towers.</p> <p>MB92 devra donc disposer sur le site de la Ciotat d'un dossier complet pour chaque équipement reprenant les documents de cet article 4.</p>

<b>Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</b>	<b>C</b>	<b>NC</b>	<b>SO</b>	<b>Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013</b>
<b>Article 5</b> a) Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. Les points de rejets sont aménagés de façon à éviter l'aspiration de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures ; b) L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé.	X			<p>Les tours aéroréfrigérantes mises en œuvre sur le site permettent le fonctionnement des systèmes de climatisation des yachts à quais. Ces dernières sont mobiles et installées sur le quai, à proximité des yachts.</p> <p>Ces tours sont positionnées en extérieur. Aucune prise d'air n'est présente à proximité. De même, aucun local n'est présent à moins de 8 m de ces tours et elles sont également distantes de plus de 8 m des bateaux.</p>
<b>Article 6</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
<b>Article 7 : Intégration dans le paysage</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.	X			<p>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubrique 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 2.2 de l'AM du 12 mai 2020.</p> <p>Les tours sont de faibles hauteurs et certaines sont implantées à l'intérieur de conteneurs métalliques.</p>

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<b>Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions</b>				
<b>Section 1 : Généralités</b>				
<b>Article 8 : Localisation des risques</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.  L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.	X			La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubriques 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 4.1.
<b>Article 9 : Etat des stocks de produits dangereux</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.	X			La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubriques 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 3.3.  Concernant les tours, le site dispose des FDS des biocides pouvant être utilisés.
<b>Article 10 : Propreté de l'installation</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits, déchets et poussières.	X			La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubriques 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 3.4.

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<b>Section 2 : Dispositions constructives</b>				
<b>Article 11 : Comportement au feu</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
<b>Article 12</b> <b>I. Accessibilité</b> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.	X			<i>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubrique 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 4.3.</i>
<b>II. Conception.</b> a) L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimiques. Elle est conçue de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts. Elle est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit.  Les matériaux présents sur l'ensemble de l'installation sont choisis au regard de la qualité de l'eau, de leur facilité de nettoyage et d'entretien et de leur résistance aux actions corrosives des produits d'entretien et de traitement.  L'installation est aménagée pour permettre l'accès notamment aux parties internes, aux rampes de dispersion de la tour, aux bassins, et au-dessus des baffles d'insonorisation si présentes. La tour est équipée de tous les moyens d'accessibilité nécessaires à son entretien et sa maintenance dans les conditions de sécurité ; ces moyens permettent à tout instant de vérifier le bon état d'entretien et de maintenance de la tour.	X			Les tours aéroréfrigérantes mises en œuvre sur le site ont été conçues (matériaux, principe de fonctionnement, etc.) pour s'adapter à différentes utilisations dont celles mises en œuvre sur les installations étudiées, à savoir le refroidissement d'eaux permettant le fonctionnement du système de climatisation des bateaux à quai.  Leurs implantations sur les quais, à proximité des bateaux et sur un emplacement dégagé, permet d'assurer toute intervention de maintenance et de contrôle.  De par sa conception propre, aucun tronçon de type « bras mort » n'est présent dans le circuit interne. Les tours aéroréfrigérantes disposent d'un système de purge du circuit de refroidissement.

<b>Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</b>	<b>C</b>	<b>NC</b>	<b>SO</b>	<b>Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013</b>
<p>b) L'exploitant dispose des plans de l'installation tenus à jour, afin de justifier des dispositions prévues ci-dessus.</p> <p>c) La tour est équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires en bon état de fonctionnement constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet.</p> <p>d) Pour tout dévésiculeur fourni à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.</p> <p>e) L'exploitant s'assure que le dispositif de limitation des entraînements vésiculaires équipant l'installation est bien adapté aux caractéristiques de l'installation (type de distributeurs d'eau, débit d'eau, débit d'air), afin de respecter cette condition en situation d'exploitation.</p> <p>f) Les équipements de refroidissement répondant à la norme NF E 38-424 relative à la conception des systèmes de refroidissement sont considérées conformes aux dispositions de conception décrites au point II du présent article. L'exploitant doit cependant examiner la conformité des parties de l'installation non couvertes par cette norme.</p>				<p>Les plans des installations seront disponibles sur site.</p> <p>la société Mediterranean Cooling Towers possède les certifications de conformité des dévésiculeurs (CERTIFICATE N° 10.02.460 : Ce certificat est délivré par Eurovent Certita Certification dans les conditions fixées par le référentiel : ECP DE – « Séparateurs de gouttelettes » en vigueur à date d'édition.)</p>
<p><b>Article 13 : Desenfumage</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.</p>			<b>X</b>	Pas de dispositions réglementaires.
<p><b>Article 14 : Moyen de lutte contre l'incendie</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.</p>			<b>X</b>	Pas de dispositions réglementaires.
<p><b>Article 15 : Tuyauteries</b> Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.</p>	<b>X</b>			La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubriques 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 4.6.

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
				<p>Les tuyauteries des installations sont conformes aux exigences de la réglementation. Un examen de contrôle est assuré périodiquement par MB92 pour les raccordements aux Yachts et par Mediterranean Cooling Towers pour les tuyauteries des tours.</p> <p>Notons que le circuit d'eau est fermé et qu'aucun effluent n'est rejeté en sortie des tours aéroréfrigérantes en dehors des purges occasionnelles.</p> <p>L'alimentation en eau se fait par apports réguliers et permet de compenser les éventuelles pertes en cas d'évaporation et/ou de dispersion dans l'air, notamment en période de vent.</p>
<b>Section 3 : Dispositions de prévention des accidents</b>				
<b>Article 16 : Matériels utilisables en atmosphères explosibles</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
<b>Article 17 : Installations électriques</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.	X			La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubrique 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 4.8.
<b>Article 18 : Foudre</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
<b>Article 19 : Ventilation des locaux</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
<b>Article 20 : Système de détection et extinction automatiques</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
<b>Article 21 : Events et parois souffables</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<b>Section 4 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles</b>				
<p><b>I.</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li> </ul> <p><b>II.</b> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p>	X			<p><i>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubriques 2930, et sont décrites plus précisément aux articles 4.11 et 4.12.</i></p> <p>Concernant les tours de refroidissement, seuls des biocides sont utilisés. Il s'agit de bidons stockés sur rétention.</p>
<p><b>III.</b> Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p>				<p><i>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubriques 2930, et sont décrites plus précisément aux articles 4.11 et 4.12.</i></p>

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p><b>IV.</b> Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p><b>V.</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p>				



Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante.</p> <p>L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;</li> <li>- du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ;</li> <li>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>	X			<p><i>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubrique 2930, et sont décrites plus précisément aux articles 4.11 et 4.12.</i></p>

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
Section 5 : Dispositions d'exploitation				
<p><b>Article 23 : Surveillance de l'installation</b></p> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;</li> <li>- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;</li> <li>- les dispositions du présent arrêté.</li> </ul> <p>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila est dispensée aux opérateurs concernés</p>	X			<p>La surveillance des tours aéroréfrigérante est assurée par du personnel compétent de la société Mediterranean Cooling Towers, conformément à la réglementation.</p> <p>Le personnel de Mediterranean Cooling Towers dispose des formations nécessaires (certificats de réalisation des formations).</p> <p>Le personnel de MB92 ne s'occupe que d'effectuer le raccordement entre ces équipements de refroidissement et les yachts. (certificats de réalisation des formations en annexe 15).</p>

<b>Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</b>	<b>C</b>	<b>NC</b>	<b>SO</b>	<b>Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013</b>
<p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;</li> <li>- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;</li> <li>- les attestations de formation de ces personnes.</li> </ul> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>	<b>X</b>			<p>Les attestations de formation sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées. (<a href="#">Annexe 15</a>)</p> <p>L'accès aux installations sont contrôlées (porte de gardiennage à l'entrée du chantier naval).</p>
<p><b>Article 24 : Travaux</b></p> <p>Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.</p>			<b>X</b>	Pas de dispositions réglementaires.
<p><b>Article 25 : Vérification périodique et maintenance des équipements</b></p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>	<b>X</b>			<p><i>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubrique 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 4.14.</i></p>

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p><b>Article 26 : Consignes d'exploitation</b></p> <p><b>I. Entretien préventif et surveillance de l'installation</b></p> <p><b>1. Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation</b></p> <p><b>a)</b> Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;</li> <li>- les points critiques liés à la conception de l'installation ;</li> <li>- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;</li> <li>- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.</li> </ul>	X			<p>Les consignes d'exploitaion des tours aéroréfrigérante sont élaborées par la société Mediterranean Cooling Towers. Ces consignes prennent en compte l'ensemble des dispositions imposées à cet article 26.</p> <p>Un plan d'action est inclus dans le document (annexe 15)</p>

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;</li> <li>- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation</li> <li>- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.</li> </ul> <p>En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p>	X			

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p>La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>b)</b> Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des Legionella pneumophila dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau.</p> <p>Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p> <p>Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.</p>	X			

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en Legionella pneumophila. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p> <p>Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en Legionella pneumophila décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.</p> <p>Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en Legionella pneumophila.</p>	X			

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p>c) Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;</li> <li>- procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :</li> <li>- suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ;</li> <li>- en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ;</li> <li>- en cas d'utilisation saisonnière (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ;</li> <li>- suite à un arrêt prolongé complet ;</li> <li>- suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant exister sur l'installation</li> <li>- autres cas de figure propres à l'installation.</li> </ul> <p>Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service, et de l'état de propreté de l'installation.</p> <p>Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en <i>Legionella pneumophila</i> est réalisée.</p>	X			



Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p><b>2. Entretien préventif de l'installation</b></p> <p>L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.</p> <p>Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant devra s'assurer auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini à l'article 12.</p> <p><b>a) Gestion hydraulique</b></p> <p>Afin de lutter efficacement contre le biofilm sur toutes les surfaces en contact avec l'eau circulant dans l'installation et de garantir l'efficacité des traitements mis en œuvre, l'exploitant s'assure d'une bonne gestion hydraulique dans l'ensemble de l'installation.</p> <p><b>b) Traitement préventif</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.</p> <p>L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.</p> <p>L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.</p>	X			L'entretien des tours de refroidissement est assuré par la société Mediterranean Cooling Towers, conformément à la réglementation.
<p>Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.</p>	X			

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p>				
<p>Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des <i>Legionella pneumophila</i> par la réalisation d'analyses hebdomadaires en <i>Legionella pneumophila</i>, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.</p> <p>La stratégie de traitement elle-même constituant un facteur de risque, toute modification (produit ou procédé) entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement.</p> <p>Le dispositif de purge de l'eau du circuit permet de maintenir les concentrations en sels minéraux dans l'eau du circuit à un niveau acceptable, en adéquation avec la stratégie de traitement de l'eau.</p>	X			

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p>Les appareils de traitement et les appareils de mesure sont correctement entretenus et maintenus, conformément aux règles de l'art. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.</p> <p><b>c) Nettoyage préventif de l'installation</b> Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.</p>	X			
<p>Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement.</p> <p>L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.</p> <p>Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires.</p> <p>L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>				

Rapport n°104688 - Version B – Décembre 2021 124

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p>Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.</p> <p>Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.</p> <p><b>b) Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles</b> Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet, sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le procédé à refroidir, ce point sera situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans le flux d'air.</p> <p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p> <p>Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement.</p> <p>En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, ceci afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, ce qui fausse l'analyse.</p>	X			<p>Les prélèvements sont assurés par du personnel de la société <a href="#">Abiolab</a>, conformément à la réglementation.</p>

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p>En cas de traitement continu à base de biocide oxydant, l'action du biocide dans l'échantillon est inhibée par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage en quantité suffisante.</p> <p>Les dispositions relatives aux échantillons répondent aux dispositions prévues par la norme NF T90-431 (avril 2006) ou par toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées.</p> <p><b>c) Laboratoire en charge de l'analyse des légionelles</b> Le laboratoire chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) répond aux conditions suivantes : - le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ; - le laboratoire rend ses résultats sous accréditation.</p> <p><b>d) Résultats de l'analyse des légionelles</b> Les résultats sont présentés selon la norme NF T90-431 (avril 2006) ou toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées. Les résultats sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).</p> <p>L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en Legionella pneumophila ou en Legionella species supérieure ou égale à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire.</p>	<b>X</b>			<p>Les analyses de légionnelle sont réalisées, depuis fin septembre 2021, par la société Abiolab selon la norme NF T90-431. Auparavant, les analyses étaient réalisées par le laboratoire Adiquimica.</p> <p>Le laboratoire Adiquimica continue d'assurer les analyses physico-chimiques de l'eau circulant dans les tours.</p> <p>Le laboratoire Abiolab est accrédité par COFRAC (attestation n°1-6882 rev 2).</p> <p>L'attestation d'engagement à la conservation des souches est présente dans le carnet de suivi des tours (Annexe 15)</p>

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013												
<p>Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- coordonnées de l'installation ;</li><li>- date, heure de prélèvement, température de l'eau ;</li><li>- date et heure de réception de l'échantillon ;</li><li>- date et heure de début d'analyse ;</li><li>- nom du préleveur ;</li><li>- référence et localisation des points de prélèvement ;</li><li>- aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ;</li><li>- pH, conductivité et turbidité de l'eau au lieu du prélèvement ;</li><li>- nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ;</li><li>- date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés.</li></ul> <p>Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.</p> <p>L'exploitant s'assure que le laboratoire l'informe des résultats provisoires confirmés et définitifs de l'analyse par des moyens rapides (télécopie, courriel) si :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse dépasse le seuil de 1 000 UFC/L.</li><li>- le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse rend impossible la quantification de Legionella pneumophila en raison de la présence d'une flore interférente.</li></ul> <p><b>e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées</b></p> <p>Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.</p>	X			<p>Résultats d’analyses des légionelles de septembre 2021 disponibles. (annexe 16)</p> <p>Nouvelle prise d’échantillon prévue le 30/11 pour analyse eau d’appoint, eau de rejet, légionnelle sur 6 tours actuellement en service.</p> <table><tr><td>M103</td><td>Horizon</td></tr><tr><td>M108</td><td>Quite Essential.</td></tr><tr><td>M111</td><td>Seed</td></tr><tr><td>M115</td><td>Aquamarina</td></tr><tr><td>SU120</td><td>Drizzle</td></tr><tr><td>SU123</td><td>Huracan Run</td></tr></table> <p>Les rapports seront transmis à DREAL si besoin</p>	M103	Horizon	M108	Quite Essential.	M111	Seed	M115	Aquamarina	SU120	Drizzle	SU123	Huracan Run
M103	Horizon															
M108	Quite Essential.															
M111	Seed															
M115	Aquamarina															
SU120	Drizzle															
SU123	Huracan Run															

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p><b>f) Prélèvements et analyses supplémentaires</b> L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses supplémentaires, y compris en déclenchant un contrôle de façon inopinée, ainsi que l'identification génomique des souches prélevées dans l'installation par le Centre national de référence des légionelles (CNR de Lyon).</p> <p>Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques sont réalisés par un laboratoire répondant aux conditions définies au point c, selon les modalités détaillées au point b.</p> <p>Les résultats de ces analyses supplémentaires sont adressés à l'inspection des installations classées par l'exploitant, dès leur réception.</p> <p>L'ensemble des frais des prélèvements et analyses est supporté par l'exploitant.</p>	X			
<p><b>II. Actions à mener en cas de prolifération de légionelles</b></p> <p><b>1.</b> Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.</p> <p><b>a)</b> Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention « URGENT &amp; IMPORTANT - TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE - DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ».</p> <p>Ce document précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les coordonnées de l'installation ;</li> <li>- la concentration en Legionella pneumophila mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;</li> <li>- la date du prélèvement ;</li> <li>- les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation.</li> </ul>	X			Les actions à mener en cas de prolifération de légionelles sont définis par la société Mediterranean Cooling Towers dans les consignes d'exploitation, conformément à la réglementation.



Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p>En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion. Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.</p> <p><b>b)</b> A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté.</p> <p><b>c)</b> Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées. Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.</p> <p><b>d)</b> L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion.</p>	X			

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p><b>e)</b> Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident, ainsi que la fiche stratégie de traitement définie au point I.</p> <p>Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.</p> <p>Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV du présent article.</p> <p>Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.</p> <p><b>f)</b> Dans les six mois qui suivent l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV-1 du présent article.</p>	X			

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p>g) Cas d'une installation pour laquelle l'arrêt immédiat de la dispersion de l'eau par la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est impossible.</p> <p>Hors tout épisode de dépassement, l'exploitant d'une telle installation en informe le préfet, et lui soumet les mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre en cas de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure à 100 000 UFC/L.</p> <p>Si l'installation est également concernée par l'article 26-I-2 c, les mesures compensatoires liées au nettoyage annuel et aux cas de dépassement de 100 000 UFC/L peuvent être soumises de manière conjointe.</p> <p>L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.</p> <p>Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>	<b>X</b>			

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p><b>2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration mesurée en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L.</b></p> <p><b>a) Cas de dépassement ponctuel.</b> En application de la procédure correspondante l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L.</p> <p>Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p> <p><b>b) Cas de dépassements multiples consécutifs.</b> Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, à la recherche des causes de dérive et la mise en place d'actions correctives complémentaires pour gérer le facteur de risque identifié.</p> <p>Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p>	<b>X</b>			

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p>Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, par télécopie et par courriel, précisant la date des dérives et les concentrations en Legionella pneumophila correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives mises en œuvre. Il procède à des actions curatives, recherche à nouveau la cause de dérive, met en place des actions correctives, et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.</p> <p>La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.</p> <p>Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L.</p> <p>c) Dans tous les cas, l'exploitant tient les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dépassements sont consignés dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.</p>	X			

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p><b>3.</b> Actions à mener si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente.</p> <p><b>a)</b> L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en Legionella pneumophila selon la norme NF T90 431 (avril 2006). Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.</p> <p><b>b)</b> Si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède, sous une semaine, à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et/ou correctives.</p> <p><b>c)</b> Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p> <p><b>4.</b> En cas de dérives répétées, consécutives ou non, de la concentration en Legionella pneumophila au-delà de 1 000 UFC/L et a fortiori de 100 000 UFC/L, et sur proposition des installations classées, le préfet peut prescrire la réalisation d'un réexamen des différentes composantes permettant la prévention du risque légionellose, notamment conception de l'installation, état du circuit, stratégie de traitement de l'eau, analyse méthodique des risques, plan d'entretien et de surveillance, ou toute autre étude jugée nécessaire pour supprimer ces dérives répétées.</p>	X			

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p><b>III. Mesures supplémentaires en cas de découverte de cas de légionellose</b></p> <p>Si des cas groupés de légionellose sont découverts par les autorités sanitaires et sur demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- fait immédiatement réaliser un prélèvement par un laboratoire répondant aux conditions prévues au point I-3 c et suivant les modalités définies au point I-3 b du présent article, auquel il confiera l'analyse des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) ;</li> <li>- procède ensuite à une désinfection curative de l'eau de l'installation ;</li> <li>- charge le laboratoire d'expédier toutes les souches de Legionella pneumophila isolées au Centre national de référence des légionelles (CNR de Lyon) pour identification génomique.</li> </ul> <p><b>IV. Suivi de l'installation</b></p> <p><b>1. Vérification de l'installation</b></p> <p>Dans les six mois suivant la mise en service d'une nouvelle installation ou un dépassement du seuil de concentration en Legionella pneumophila de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, dans le but de vérifier que les mesures de gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles prescrites par le présent arrêté sont bien effectives.</p> <p>Sont considérés comme indépendants et compétents les organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-61 à R. 512-66 du code de l'environnement pour la rubrique 2921 des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>	X			<p>Les rapports de vérifications seront effectués en 2022 (en attente de validation du propriétaire des tours)</p>

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p>Cette vérification est à la charge de l'exploitant, en vertu de l'article L. 514-8 du code de l'environnement. Cette vérification comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une visite de l'installation, avec la vérification des points suivants :</li> <li>- implantation des rejets dans l'air ;</li> <li>- absence de bras morts non gérés : en cas d'identification d'un bras mort, l'exploitant justifie des modalités mises en œuvre pour gérer le risque associé ;</li> <li>- présence sur l'installation d'un dispositif en état de fonctionnement ou de dispositions permettant la purge complète de l'eau du circuit ;</li> <li>- présence d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, vérification visuelle de son état et de son bon positionnement ;</li> <li>- vérification visuelle de la propreté et du bon état de surface de l'installation ;</li> <li>- une analyse des documents consignés dans le carnet de suivi, avec la vérification des points suivants :</li> <li>- présence de l'attestation, pour chaque tour, de l'attestation de performance du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires ;</li> <li>- présence d'un document désignant le responsable de la surveillance de l'exploitation ;</li> <li>- présence d'un plan de formation complet et tenu à jour ;</li> <li>- présence d'une analyse méthodique des risques datant de moins d'un an, prenant en compte les différents points décrits au point I-1 a du présent article ;</li> <li>- présence d'un échéancier des actions correctives programmées suite à l'AMR et leur avancement ;</li> <li>- présence d'un plan d'entretien, d'une procédure de nettoyage préventif et d'une fiche de stratégie de traitement, justifiant le choix des procédés et produits utilisés</li> <li>- présence d'un plan de surveillance, contenant le descriptif des indicateurs de suivi de l'installation et les procédures de gestion des dérives de ces indicateurs, notamment la concentration en Legionella pneumophila ;</li> </ul>	X			



Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<ul style="list-style-type: none"> <li>- présence des procédures spécifiques décrites au point I-1 c du présent article ;</li> <li>- présence de document attestant de l'étalonnage des appareils de mesure ;</li> <li>- carnet de suivi tenu à jour, notamment tableau des dérives et suivi des actions correctives ;</li> </ul> <p>- vérification du strict respect des quarante-huit heures entre les injections de biocides et les prélèvements pour analyse ;</p> <p>- présence des analyses mensuelles en Legionella pneumophila depuis le dernier contrôle ;</p> <p>- conformité des résultats d'analyse de la qualité d'eau d'appoint avec les valeurs limites applicables.</p> <p>L'ensemble des documents associés à l'installation (carnet de suivi, descriptif des installations, résultats d'analyses physico-chimiques et microbiologiques, bilans périodiques, procédures associées à l'installation, analyses de risques, plans d'actions...) sont tenus à la disposition de l'organisme effectuant la vérification.</p> <p>A l'issue de ce contrôle, l'organisme établit un rapport adressé à l'exploitant de l'installation contrôlée. Ce rapport mentionne les points pour lesquels les mesures ne sont pas effectives. L'exploitant met en place les mesures correctives correspondantes dans un délai de trois mois. Pour les actions correctives nécessitant un délai supérieur à trois mois, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le planning de mise en œuvre.</p> <p>Dans le cas où la vérification fait suite à un dépassement du seuil de concentration en Legionella pneumophila de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit, l'exploitant transmet le rapport et le planning de mise en œuvre éventuel à l'inspection des installations classées.</p>				

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p><b>2. Carnet de suivi :</b> L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;</li> <li>- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;</li> <li>- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;</li> <li>- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;</li> <li>- le tableau des dérives constatées pour la concentration en Legionella pneumophila, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;</li> <li>- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;</li> <li>- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;</li> <li>- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs.</li> <li>- les modifications apportées aux installations.</li> </ul> <p>Sont annexés au carnet de suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le plan des installations, comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement, avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;</li> <li>- l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ;</li> <li>- les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque légionelles ;</li> <li>- le plan de formation ;</li> <li>- les rapports d'incident et de vérification ;</li> <li>- les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées, relatifs aux résultats des mesures et analyses ;</li> <li>- les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en Legionella pneumophila et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation,</li> <li>- les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau telle que définie à l'article 60.</li> </ul>	X			<p>La société Mediterranean Cooling Towers dispose <a href="#">et met à disposition de MB92</a> un carnet de suivi pour chaque équipement. (<a href="#">Annexe 15</a>)</p> <p>Une copie de ces carnets sera mise à disposition de l'IIC sur le site MB92.</p>

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p>Le carnet de suivi est propriété de l'installation.</p> <p>Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées ou une vérification.</p>				
<p><b>V. Bilan annuel</b></p> <p>Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.</p> <p>Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en Legionella pneumophila, consécutifs ou non consécutifs ;</li> <li>- les actions correctives prises ou envisagées ;</li> <li>- l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents.</li> </ul> <p>Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.</p>	X			<p>La société Mediterranean Cooling Towers réalise un bilan annuel pour chaque équipement.</p> <p>Une copie de ces bilans annuels sera mise à disposition de l'IIC sur le site MB92.</p>
<p><b>VI. Dispositions relatives à la protection des personnels</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masques pour aérosols biologiques, gants...) destinés à les protéger contre l'exposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ;</li> <li>- aux produits chimiques.</li> </ul> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces équipements.</p>	X			<p>La société Mediterranean Cooling Towers met à disposition de son personnel les équipements de protection adaptés, conformément à la réglementation.</p>

<b>Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</b>	<b>C</b>	<b>NC</b>	<b>SO</b>	<b>Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013</b>
<p>Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.</p> <p>Le personnel intervenant sur l'installation ou à proximité de la tour de refroidissement est informé des circonstances d'exposition aux légionelles et de l'importance de consulter rapidement un médecin en cas de signes évocateurs de la maladie.</p> <p>L'ensemble des documents justifiant l'information des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail.</p>				<p>Au niveau de chaque équipement, un panneau, signale l'obligation du port des EPI.</p>

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
Chapitre III : Emissions dans l'eau				
Section 1 : Principes généraux				
<p><b>Article 27 : Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu</b></p> <p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales et des valeurs-seuils définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.</p> <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p>	X			<p><i>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubrique 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 5.1.2.</i></p> <p>Les équipements visés par la rubrique 2921 ne génèrent aucun rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Les purges ont lieu au moment du retrait des cooling tower, au départ du bateau. Elles sont effectuées par le service plomberie de MB92LC. La fréquence n'est donc pas fixe, mais en fonction de la durée du projet.</p> <p>Les purges sont rejetées dans le réseau eaux de process des chantiers navals et rejoignent la mer méditerranée.</p>

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
Section 2 : Prélèvement et consommation d'eau				
<p><b>Article 28 : Prélèvement d'eau</b></p> <p><b>1. Prélèvement d'eau</b> Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.</p> <p>Si le prélèvement d'eau est effectué par forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé est inférieur à 200 000 m<sup>3</sup> par an.</p> <p>Si le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, il est inférieur à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau et d'une capacité maximale inférieure à 1 000 m<sup>3</sup>/heure.</p> <p><b>2. Qualité de l'eau d'appoint</b> L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Legionella pneumophila &lt; seuil de quantification de la technique normalisée utilisée.</li> <li>• Matières en suspension &lt; 10 mg/l.</li> </ul> <p>La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle.</p>	X			<p><i>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubrique 2930, et sont décrites plus précisément aux articles 5.2 et 5.3.</i></p> <p>Pas de prélèvements dans la nappe ni dans un cours d'eau.</p> <p>L'alimentation en eau potable du site se fait par le réseau communal. Cette eau est utilisée pour les appoints d'eau des tours.</p> <p>La qualité des eaux d'appoint est conforme aux exigences du présent article. Cette dernière est contrôlée annuellement par la société Adiquimica.</p>

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p>En cas de dérive d'au moins l'un de ces indicateurs, des actions correctives sont mises en place, et une nouvelle analyse en confirme l'efficacité, dans un délai d'un mois. L'année qui suit, la mesure de ces deux paramètres est réalisée deux fois, dont une pendant la période estivale.</p> <p><b>3. Volumes prélevés</b> Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.</p>	X			<p>En cas de dépassement des seuils indiqués dans le présent acticle, la société Mediterranean Cooling Towers s'engage à mettre en place des actions correctives et un suivi renforcé.</p> <p>Des compteurs sont installés aux arrivées du réseau sur le site MB92 La Ciotat afin de suivre la consommation d'eau. La fréquence du suivi de la consomamtion en eau se fait par bateau et de façon mensuelle.</p>

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p><b>Article 29 : Ouvrages de prélèvements</b></p> <p>Si le volume prélevé est supérieur à 10 000 m<sup>3</sup>/an, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement sont conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0. en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé de manière hebdomadaire si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, de manière mensuelle si ce débit est inférieur.</p> <p>Ces résultats sont portés sur le carnet de suivi de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être pollué.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18.</p>	X			<p><i>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubrique 2930, et sont décrites plus précisément aux articles 5.2 et 5.3..</i></p> <p>L'alimentation en eau potable du site se fait par le réseau communal. Cette eau est utilisée pour les appoints d'eau des tours.</p> <p>Le débit prélevé est inférieur à 100 m<sup>3</sup>/j pour l'ensemble du site.</p>
<p><b>Article 29 : Forages</b></p> <p>Toute réalisation de forage est conforme avec les dispositions de l'article L. 411-1 du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R. 214-1 du code de l'environnement.</p> <p>Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de</p>			X	<p>Le site est relié au réseau communal pour son alimentation en eau. Aucun forage n'est présent sur le site.</p>



Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p>mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, des mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage sont mises en œuvre afin d'éviter une pollution des eaux souterraines.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p>				

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
Section 3 : Collecte et rejet des effluents				
<p><b>Article 31 : Collecte des effluents</b></p> <p>a) Les eaux issues des opérations de vidange, de purge ou toute autre opération liée au fonctionnement du système de refroidissement sont rejetées via le réseau d'eaux usées du site puis, sous réserve du respect des valeurs limites ci-dessous fixées, rejetées au milieu naturel ou raccordées à une station d'épuration. Elles peuvent également être évacuées comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre 7.</p> <p>b) Il est interdit de rejeter les eaux résiduelles de l'installation dans le réseau d'eaux pluviales.</p> <p>c) Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>d) Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p>	X			<p><i>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubrique 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 5.4.</i></p> <p>Notons que les tours aéroréfrigérantes mises en place sur le site fonctionnent en circuit d'eau fermé. Aucun effluent n'est rejeté.</p> <p>Les opérations de purge des installations sont réalisées par du personnel de MB92. Elles sont rejetées dans le réseau eau de process du site.</p>
<p><b>Article 32 : Points de rejets</b></p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.</p>			X	<p><i>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubrique 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 5.5.</i></p>

<b>Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</b>	<b>C</b>	<b>NC</b>	<b>SO</b>	<b>Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013</b>
Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.				Les équipements visés par la rubrique 2921 ne génèrent aucun rejet dans le milieu naturel en dehors des purges.
<b>Article 33 : Points de prélèvement pour les contrôles</b> a) Sur la ou les canalisation(s) de rejet d'effluents de l'installation de refroidissement sont prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Ils sont représentatifs du fonctionnement de l'installation et de la qualité de l'eau de l'installation qui est évacuée lors des purges de déconcentration. Dans le cas d'un site comprenant plusieurs tours ou circuits de refroidissement, ce point de prélèvement peut se situer sur le collecteur de rejets commun de ces installations ; b) Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène ; c) Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.	<b>X</b>			Notons que les tours aéroréfrigérantes mises en place sur le site fonctionnent en circuit d'eau fermé. Aucun effluent n'est rejeté.  Les opérations de purge des installations sont réalisées par du personnel MB92. Le système de purge dispose de points de prélèvement.
<b>Article 34 : Rejet des eaux pluviales</b> Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal est fixé par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié.	<b>X</b>			<i>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubrique 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 5.6.</i>

<b>Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</b>	<b>C</b>	<b>NC</b>	<b>SO</b>	<b>Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013</b>
<b>Article 35 : Eaux souterraines</b> Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.			<b>X</b>	Pas de rejet dans les eaux souterraines.
<b>Section 4 : Valeurs limites d'émission</b>				
<b>Article 36 : Généralités</b> Tous les effluents aqueux sont canalisés.  Les valeurs limites d'émission ci-dessous s'entendent avant toute dilution des rejets de l'installation de refroidissement.  Les rejets ne doivent pas nuire à la sécurité des personnes, à la qualité des milieux naturels, ni à la conservation des ouvrages, ni, éventuellement, au fonctionnement de la station d'épuration dans laquelle s'effectue le rejet.	<b>X</b>			<i>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubrique 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 5.8.</i>  Notons que les tours aéroréfrigérantes mises en place sur le site fonctionnent en circuit d'eau fermé. Aucun effluent n'est rejeté.  Les opérations de purge des installations sont réalisées par du personnel MB92. Les purges sont rejetées dans le réseau eaux de process du site.

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p><b>Article 37 : Température et pH</b></p> <p>Les prescriptions de cet article s'appliquent uniquement dans le cas où les eaux résiduaires sont finalement rejetées au milieu naturel.</p> <p>L'exploitant justifie que le débit maximum journalier de l'installation ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.</p> <p>La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 9,5.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne dépasse pas 100 mg Pt/l.</p> <p>Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas en dehors de la zone de mélange :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et de 2 °C pour les eaux conchyliques ;</li><li>- une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ;</li><li>- un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6-9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5-8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7-9 pour les eaux conchyliques ;</li><li>- un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques.</li></ul> <p>Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outre-mer.</p>	X			<p><i>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubrique 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 5.9.</i></p> <p>Notons que les tours aéroréfrigérantes mises en place sur le site fonctionnent en circuit d'eau fermé. Aucun effluent n'est rejeté.</p> <p>Les opérations de purge des installations sont réalisées par du personnel MB92. Les purges sont rejetées dans le réseau eaux de process du site.</p>

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013																																																																											
<p><b>Article 38 : VLE pour rejet dans le milieu naturel</b></p> <p>I. Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent en sortie d'installation les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. Pour chacun des polluants rejeté par l'installation le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement.</p> <table><tr><td colspan="3">1. Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)</td></tr><tr><td colspan="3">Matières en suspension totales :</td></tr><tr><td>Flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j</td><td></td><td>100 mg/l</td></tr><tr><td>Flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j</td><td></td><td>35 mg/l</td></tr><tr><td colspan="3">DCO (sur effluent non décanté) :</td></tr><tr><td>Flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j</td><td></td><td>300 mg/l</td></tr><tr><td>Flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j</td><td></td><td>125 mg/l</td></tr><tr><td colspan="3">Phosphore (phosphore total) :</td></tr><tr><td>Flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/jour</td><td>10 mg/l en concentration moyenne mensuelle</td><td></td></tr><tr><td>Flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/jour</td><td>2 mg/l en concentration moyenne mensuelle</td><td></td></tr><tr><td>Flux journalier maximal supérieur à 80 kg/jour</td><td>1 mg/l en concentration moyenne mensuelle</td><td></td></tr><tr><td colspan="3">3. Substances réglementées</td></tr><tr><td></td><td>N° CAS</td><td></td></tr><tr><td>Fer et composés sur échantillon brut (exprimé en Fe)</td><td>-</td><td>5 mg/l</td></tr><tr><td>Composés organiques halogénés (en AOX)</td><td>-</td><td>1 mg/l</td></tr><tr><td colspan="3">4. Substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau</td></tr><tr><td colspan="3">Substances de l'état chimique :</td></tr><tr><td>Plomb et composés sur échantillon brut (exprimé en Pb)</td><td>7439-92-1</td><td>0,5 mg/l</td></tr><tr><td>Nickel et composés sur échantillon brut (exprimé en Ni)</td><td>7440-02-0</td><td>0,5 mg/l</td></tr><tr><td colspan="3">Substances de l'état écologique :</td></tr><tr><td>Arsenic et composés sur échantillon brut (exprimé en As)</td><td>7440-38-2</td><td>50 µg/l</td></tr><tr><td>Cuivre et composés sur échantillon brut (exprimé en Cu)</td><td>7440-50-8</td><td>0,5 mg/l</td></tr><tr><td>Zinc et composés sur échantillon brut (exprimé en Zn)</td><td>7440-66-6</td><td>2 mg/</td></tr><tr><td colspan="3">5. Autres substances</td></tr><tr><td>THM (TriHaloMéthane)</td><td>-</td><td>1 mg/l</td></tr></table>	1. Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)			Matières en suspension totales :			Flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j		100 mg/l	Flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j		35 mg/l	DCO (sur effluent non décanté) :			Flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j		300 mg/l	Flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j		125 mg/l	Phosphore (phosphore total) :			Flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/jour	10 mg/l en concentration moyenne mensuelle		Flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/jour	2 mg/l en concentration moyenne mensuelle		Flux journalier maximal supérieur à 80 kg/jour	1 mg/l en concentration moyenne mensuelle		3. Substances réglementées				N° CAS		Fer et composés sur échantillon brut (exprimé en Fe)	-	5 mg/l	Composés organiques halogénés (en AOX)	-	1 mg/l	4. Substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau			Substances de l'état chimique :			Plomb et composés sur échantillon brut (exprimé en Pb)	7439-92-1	0,5 mg/l	Nickel et composés sur échantillon brut (exprimé en Ni)	7440-02-0	0,5 mg/l	Substances de l'état écologique :			Arsenic et composés sur échantillon brut (exprimé en As)	7440-38-2	50 µg/l	Cuivre et composés sur échantillon brut (exprimé en Cu)	7440-50-8	0,5 mg/l	Zinc et composés sur échantillon brut (exprimé en Zn)	7440-66-6	2 mg/	5. Autres substances			THM (TriHaloMéthane)	-	1 mg/l	X			<p>Notons que les installations soumises à Enregistrement au titre de la rubrique 2921 sont des tours aéroréfrigérantes ammenagées au sein de conteners mobiles. Les circuits d'eaux sont fermés, ainsi aucun rejet de process pour ces équipements n'est réalisé en dehors des purges.</p> <p>Pour l'année 2019, le volume des purges a représenté 9,98 m³ et 9,26 m³ pour 2020.</p> <p>Voici un exemple d'analyses réalisées sur les purges (28/11/2020) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Ph : 8,34</li><li>• Conductivité : 5 300 S/cm</li><li>• Fe : 0,140 mg/l</li><li>• Chlorures : 951 mg/l</li></ul> <p><i>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des VLE pour le rejet dans le milieu naturel sont assimilées à celle étudiées pour la rubriques 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 5.10.</i></p> <p>L'exploitant des tours dispose d'un registre d'utilistaion des biocides.</p>
1. Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)																																																																															
Matières en suspension totales :																																																																															
Flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j		100 mg/l																																																																													
Flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j		35 mg/l																																																																													
DCO (sur effluent non décanté) :																																																																															
Flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j		300 mg/l																																																																													
Flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j		125 mg/l																																																																													
Phosphore (phosphore total) :																																																																															
Flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/jour	10 mg/l en concentration moyenne mensuelle																																																																														
Flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/jour	2 mg/l en concentration moyenne mensuelle																																																																														
Flux journalier maximal supérieur à 80 kg/jour	1 mg/l en concentration moyenne mensuelle																																																																														
3. Substances réglementées																																																																															
	N° CAS																																																																														
Fer et composés sur échantillon brut (exprimé en Fe)	-	5 mg/l																																																																													
Composés organiques halogénés (en AOX)	-	1 mg/l																																																																													
4. Substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau																																																																															
Substances de l'état chimique :																																																																															
Plomb et composés sur échantillon brut (exprimé en Pb)	7439-92-1	0,5 mg/l																																																																													
Nickel et composés sur échantillon brut (exprimé en Ni)	7440-02-0	0,5 mg/l																																																																													
Substances de l'état écologique :																																																																															
Arsenic et composés sur échantillon brut (exprimé en As)	7440-38-2	50 µg/l																																																																													
Cuivre et composés sur échantillon brut (exprimé en Cu)	7440-50-8	0,5 mg/l																																																																													
Zinc et composés sur échantillon brut (exprimé en Zn)	7440-66-6	2 mg/																																																																													
5. Autres substances																																																																															
THM (TriHaloMéthane)	-	1 mg/l																																																																													
<p>II. Par ailleurs, pour les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation au regard des biocides utilisés, l'exploitant les présente dans la fiche de stratégie de traitement préventif et indique les valeurs de concentration auxquelles elles seront rejetées.</p> <p>En tout état de cause, pour les substances y figurant, les valeurs limites de l'annexe IV sont respectées en sortie de l'installation.</p>																																																																															

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p><b>Article 39 : Raccordement à une station d'épuration</b></p> <p><b>I.</b> Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.</p> <p>Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :</p> <p>MEST : 600 mg/l ; DCO : 2 000 mg/l ; Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ; Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.</p> <p>Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelle convention de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements.</p> <p>Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.</p> <p><b>II.</b> Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, notamment au regard des biocides utilisés, l'exploitant présente dans son dossier les valeurs limites de concentration auxquelles elles seront rejetées.</p>	X			<p><i>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubrique 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 5.11.</i></p>

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013						
<p><b>Article 40 : Dispositions communes aux VLE pour rejet dans le milieu naturel et au raccordement à une station d'épuration</b></p> <p>Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures.</p> <p>Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une autosurveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. Pour le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de vingt-quatre heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées.</p>	X			<p>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubriques 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 5.12.</p> <p>Notons que les installations soumises à Enregistrement au titre de la rubrique 2921 sont des tours aéroréfrigérantes ammenagées au sein de conteners mobiles. Les circuits d'eaux sont fermés, ainsi aucun rejet de process pour ces équipements n'est réalisé, en dehors des purges.</p>						
<p><b>Article 41 : Rejets d'eaux pluviales</b></p> <p>Les rejets d'eaux pluviales canalisées respectent les valeurs limites de concentration suivantes, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement :</p> <table><tr><td>Matières en suspension totales</td><td>35 mg/l</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté)</td><td>125 mg/l</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>10 mg/l</td></tr></table>	Matières en suspension totales	35 mg/l	DCO (sur effluent non décanté)	125 mg/l	Hydrocarbures totaux	10 mg/l	X			<p>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubriques 2930, et sont décrites plus précisément aux articles 5.6 et 5.10.</p> <p>Les équipements des tours de refroidissement ne génèrent pas de rejets partielies d'eaux pluviales. La gestion se fait à l'échelle global du site.</p>
Matières en suspension totales	35 mg/l									
DCO (sur effluent non décanté)	125 mg/l									
Hydrocarbures totaux	10 mg/l									
Section 5 : Traitement des effluents										
<p><b>Article 42 : Installations de traitement</b></p> <p>Les installations de traitement préalable au rejet dans le milieu naturel et les installations de pré-traitement en cas de raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p>	X			<p>L'ensemble du dispositif de gestion et de traitement des eaux pluviales et des eaux de process des terre-pleins est assuré par le gestionnaire du port, la société La Ciotat Shipyards.</p> <p>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubriques 2930, et sont décrites plus précisément aux articles 5.6 et 5.10.</p>						



<b>Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</b>	<b>C</b>	<b>NC</b>	<b>SO</b>	<b>Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013</b>
<p>Les installations de traitement et/ou de prétraitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement et/ou de prétraitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.</p>				
<p><b>Article 43 : Epandage</b> L'épandage des boues, déchets, effluents et sous-produits issus de l'installation, y compris en mélange, est interdit.</p>			<b>X</b>	Aucune opération d'épandage n'est effectuée sur le site.

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<b>Chapitre IV : Emissions dans l'air</b>				
<b>Section 1 : Généralités</b>				
<b>Article 44</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
<b>Section 2 : Rejets atmosphériques</b>				
<b>Article 45 : Points de rejets</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
<b>Article 46 : Points de mesure</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
<b>Article 47 : Hauteur de cheminée</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
<b>Section 3 : Valeurs limites d'émission</b>				
<b>Article 48</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
<b>Article 49 : Débit et mesures</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
<b>Article 50 : VLE</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
<b>Article 51 : Plan de gestion des solvants</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
<b>Article 52 : Odeurs</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
<b>Chapitre V : Emissions dans les sols</b>				
<b>Article 53</b> Les rejets directs dans les sols sont interdits.	X			Aucun rejets directs dans les sols n'est effectué sur le site.

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013									
Chapitre VI : Bruit et vibration													
<p><b>Article 54</b></p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>Les équipements de lutte contre les nuisances sonores doivent être conçus pour ne pas favoriser la prolifération de micro-organismes susceptibles de contaminer l'installation.</p> <p><b>I. Valeurs limites de bruit</b></p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table><tr><th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures (sauf dimanches et jours fériés)</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures (ainsi que les dimanches et jours fériés)</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures (sauf dimanches et jours fériés)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures (ainsi que les dimanches et jours fériés)	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	X			<p>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubriques 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 8.</p> <p>Les équipements des tours de refroidissement ne génèrent pas de nuisances sonores particulières.</p>
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures (sauf dimanches et jours fériés)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures (ainsi que les dimanches et jours fériés)											
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)											
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)											
<p><b>II. Véhicules, engins de chantier :</b> Ce point ne comporte pas de dispositions réglementaires.</p> <p><b>III. Vibrations</b></p> <p>Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe I.</p>	X			<p>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubriques 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 8.</p>									

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p><b>IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores</b> L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'évaluer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.</p>				
<b>Chapitre VII : Déchets</b>				
<p><b>Article 55</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de l'installation pour assurer une bonne gestion des déchets, notamment : - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant une stratégie de gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles adaptée et limitant l'utilisation de produits de traitement nocifs pour l'environnement ; - trier, recycler, valoriser ses déchets, organiser leur prise en charge dans les filières appropriées.</p>	X			<p><i>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubrique 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 9.</i></p> <p>Les équipements des tours de refroidissement génèrent les déchets suivants : Bidons usagés de biocides : récupérés par la société Mediterranean Cooling Towers.</p>
<p><b>Article 56 : Stockage des déchets</b> L'exploitant effectue la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la quantité mensuelle générée ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p>	X			<p><i>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubrique 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 9.</i></p>

<b>Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</b>	<b>C</b>	<b>NC</b>	<b>SO</b>	<b>Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013</b>
<p><b>Article 57 : Elimination des déchets</b> Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par l'exploitation de l'installation de refroidissement (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>	X			<p>Le suivi d'élimination des déchets générés par les tours de refroidissement est assuré par la société Mediterranean Cooling Towers.</p> <p>Aucun brûlage n'est réalisé sur le site.</p>
<b>Chapitre VIII : Surveillance des émissions</b>				
<b>Section 1 : Généralités</b>				
<p><b>Article 58</b> L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 59 à 65. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé.</p>	X			<p><i>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubriques 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 10.1 et 10.2.</i></p>
<b>Section 2 : Emissions dans l'air</b>				
<p><b>Article 59</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.</p>			X	Pas de dispositions réglementaires.
<b>Section 3 : Emissions dans l'eau</b>				
<p><b>Article 60</b> Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée a minima selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les paramètres énumérés ci-après.</p> <p>Ces mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère de l'environnement sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation, constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>Les résultats des mesures sont annexés au carnet de suivi et mis à disposition de l'inspection</p>	X			<p>Notons que les installations soumises à Enregistrement au titre de la rubrique 2921 sont des tours aéroréfrigérantes aménagées au sein de conteneurs mobiles. Les circuits d'eaux sont fermés, ainsi aucun rejet de process pour ces équipements n'est à envisagé en dehors des purges.</p> <p><i>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des émissions dans l'eau sont assimilées à celle étudiées pour la rubriques 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 10.1 et 10.2.</i></p>

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement		C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013																																
des installations classées. <table><tr><th>DÉBIT JOURNALIER</th><th>MENSUELLE (mesuré ou estimé à partir des consommations)</th></tr><tr><td>Température</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>PH</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté)</td><td>Trimestrielle</td></tr><tr><td>Phosphore</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Matières en suspension totales</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Composés organiques halogénés (en AOX)</td><td>Trimestrielle</td></tr><tr><td>Arsenic et composés (en As)</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Fer et composés (en Fe)</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Cuivre et composés (en Cu)</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Nickel et composés (en Ni)</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Plomb et composés (en Pb)</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>Zinc et composés (en Zn)</td><td>Annuelle</td></tr><tr><td>THM</td><td>Trimestrielle</td></tr><tr><td>Chlorures</td><td>Trimestrielle</td></tr><tr><td>Bromures</td><td>Trimestrielle</td></tr></table> <p>En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie au point I-2 b de l'article 26 du présent arrêté.</p>		DÉBIT JOURNALIER	MENSUELLE (mesuré ou estimé à partir des consommations)	Température	Annuelle	PH	Annuelle	DCO (sur effluent non décanté)	Trimestrielle	Phosphore	Annuelle	Matières en suspension totales	Annuelle	Composés organiques halogénés (en AOX)	Trimestrielle	Arsenic et composés (en As)	Annuelle	Fer et composés (en Fe)	Annuelle	Cuivre et composés (en Cu)	Annuelle	Nickel et composés (en Ni)	Annuelle	Plomb et composés (en Pb)	Annuelle	Zinc et composés (en Zn)	Annuelle	THM	Trimestrielle	Chlorures	Trimestrielle	Bromures	Trimestrielle				Les purges sont analysées au moment du retrait des cooling tower, au départ du bateau.
DÉBIT JOURNALIER	MENSUELLE (mesuré ou estimé à partir des consommations)																																				
Température	Annuelle																																				
PH	Annuelle																																				
DCO (sur effluent non décanté)	Trimestrielle																																				
Phosphore	Annuelle																																				
Matières en suspension totales	Annuelle																																				
Composés organiques halogénés (en AOX)	Trimestrielle																																				
Arsenic et composés (en As)	Annuelle																																				
Fer et composés (en Fe)	Annuelle																																				
Cuivre et composés (en Cu)	Annuelle																																				
Nickel et composés (en Ni)	Annuelle																																				
Plomb et composés (en Pb)	Annuelle																																				
Zinc et composés (en Zn)	Annuelle																																				
THM	Trimestrielle																																				
Chlorures	Trimestrielle																																				
Bromures	Trimestrielle																																				
Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques, notamment les analyses, permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation. <p>Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution. Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>		X			<p>Notons que les installations soumises à Enregistrement au titre de la rubrique 2921 sont des tours aéroréfrigérantes ammenagées au sein de conteners mobiles. Les circuits d'eaux sont fermés, ainsi aucun rejet de process pour ces équipements n'est à envisagé, en dehors des purges.</p> <p><i>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des emissions dans l'eau sont assimilées à celle étudiées pour la rubriques 2930, et sont décrites plus précisément à l'article 10.1 et 10.2</i></p>																																

<b>Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</b>	<b>C</b>	<b>NC</b>	<b>SO</b>	<b>Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013</b>
<b>Article 61 : RSDE</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
<b>Section 4 : Impact dans l'air</b>				
<b>Article 62</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
<b>Section 5 : Impact sur les eaux de surface</b>				
<b>Article 63</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
<b>Section 6 : Impact sur les eaux souterraines</b>				
<b>Article 64</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
<b>Article 65</b> Cet article ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
<b>Section 7 : Déclaration annuelle des émissions polluantes</b>				
<b>Article 66</b> L'exploitant réalise, sur la base des mesures des polluants réalisées en application de l'article 60 du présent arrêté ou par un bilan matière, une estimation annuelle des flux rejetés de ces différents polluants, qu'il tient à disposition de l'inspection des installations classées.  Il est en mesure d'expliquer les évolutions éventuelles de cette estimation d'une année sur l'autre. Ces émissions font, le cas échéant, l'objet d'une déclaration annuelle dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.			X	Les circuits d'eaux sont fermés, ainsi aucun rejet de process pour ces équipements n'est à envisagé, en dehors des purges.

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013																
ANNEXES																				
Annexe I : Règles techniques applicables aux vibrations																				
<p>L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>La vitesse particulaire des vibrations émises, mesurée selon la méthode définie dans la présente annexe, ne doit pas dépasser les valeurs définies ci-après.</p>			X	L'installation n'est pas source de vibration																
<p><b>1. Valeurs limites de la vitesse particulaire</b></p> <p><b>1.1. Sources continues ou assimilées</b></p> <p>Sont considérées comme sources continues ou assimilées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- toutes les machines émettant des vibrations de manière continue ;</li><li>- les sources émettant des impulsions à intervalles assez courts sans limitation du nombre d'émissions.</li></ul> <p>Les valeurs-limites applicables à chacune des trois composantes du mouvement vibratoire sont les suivantes :</p> <table><tr><td>FRÉQUENCES</td><td>4 Hz - 8 Hz</td><td>8 Hz - 30 Hz</td><td>30 Hz - 100 Hz</td></tr><tr><td>Constructions résistantes</td><td>5 mm/s</td><td>6 mm/s</td><td>8 mm/s</td></tr><tr><td>Constructions sensibles</td><td>3 mm/s</td><td>5 mm/s</td><td>6 mm/s</td></tr><tr><td>Constructions très sensibles</td><td>2 mm/s</td><td>3 mm/s</td><td>4 mm/s</td></tr></table> <p><b>1.2. Sources impulsionnelles à impulsions répétées</b></p> <p>Sont considérées comme sources impulsionnelles à impulsions répétées, toutes les sources émettant, en nombre limité, des impulsions à intervalles assez courts mais supérieurs à 1 s et dont la durée d'émissions est inférieure à 500 ms.</p> <p>Les valeurs-limites applicables à chacune des trois composantes du mouvement vibratoire sont les suivantes :</p>	FRÉQUENCES	4 Hz - 8 Hz	8 Hz - 30 Hz	30 Hz - 100 Hz	Constructions résistantes	5 mm/s	6 mm/s	8 mm/s	Constructions sensibles	3 mm/s	5 mm/s	6 mm/s	Constructions très sensibles	2 mm/s	3 mm/s	4 mm/s			X	L'installation n'est pas source de vibration
FRÉQUENCES	4 Hz - 8 Hz	8 Hz - 30 Hz	30 Hz - 100 Hz																	
Constructions résistantes	5 mm/s	6 mm/s	8 mm/s																	
Constructions sensibles	3 mm/s	5 mm/s	6 mm/s																	
Constructions très sensibles	2 mm/s	3 mm/s	4 mm/s																	



Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013																
<table><tr><td>FRÉQUENCES</td><td>4 Hz - 8 Hz</td><td>8 Hz - 30 Hz</td><td>30 Hz - 100 Hz</td></tr><tr><td>Constructions résistantes</td><td>8 mm/s</td><td>12 mm/s</td><td>15 mm/s</td></tr><tr><td>Constructions sensibles</td><td>6 mm/s</td><td>9 mm/s</td><td>12 mm/s</td></tr><tr><td>Constructions très sensibles</td><td>4 mm/s</td><td>6 mm/s</td><td>9 mm/s</td></tr></table> <p>Quelle que soit la nature de la source, lorsque les fréquences correspondant aux vitesses particulières couramment observées pendant la période de mesure s'approchent de 0,5 Hz des fréquences de 8, 30 et 100 Hz, la valeur-limite à retenir est celle correspondant à la bande fréquence immédiatement inférieure. Si les vibrations comportent des fréquences en dehors de l'intervalle 4-100 Hz, il convient de faire appel à un organisme qualifié agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p>	FRÉQUENCES	4 Hz - 8 Hz	8 Hz - 30 Hz	30 Hz - 100 Hz	Constructions résistantes	8 mm/s	12 mm/s	15 mm/s	Constructions sensibles	6 mm/s	9 mm/s	12 mm/s	Constructions très sensibles	4 mm/s	6 mm/s	9 mm/s				
FRÉQUENCES	4 Hz - 8 Hz	8 Hz - 30 Hz	30 Hz - 100 Hz																	
Constructions résistantes	8 mm/s	12 mm/s	15 mm/s																	
Constructions sensibles	6 mm/s	9 mm/s	12 mm/s																	
Constructions très sensibles	4 mm/s	6 mm/s	9 mm/s																	
<p><b>2. Classification des constructions</b></p> <p>Pour l'application des limites de vitesses particulières, les constructions sont classées en trois catégories suivant leur niveau de résistance :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- constructions résistantes : les constructions des classes 1 à 4 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;</li><li>- constructions sensibles : les constructions des classes 5 à 8 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 ;</li><li>- constructions très sensibles : les constructions des classes 9 à 13 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986.</li></ul> <p>Les constructions suivantes sont exclues de cette classification :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les réacteurs nucléaires et leurs installations annexes ;</li><li>- les installations liées à la sûreté générale sauf les constructions qui les contiennent ;</li><li>- les châteaux d'eau ;</li><li>- les installations de transport à grande distance de gaz ou de liquides autres que l'eau ainsi que les canalisations d'eau sous pression de diamètre supérieur à 1 m ;</li><li>- les réservoirs de stockage de gaz, d'hydrocarbures liquides ou de céréales ;</li><li>- les tunnels ferroviaires ou routiers et autres ouvrages souterrains d'importance analogue ;</li><li>- les ouvrages portuaires tels que digues, quais et les ouvrages se situant en mer, notamment les plates-formes de forage, pour lesquelles l'étude des effets des vibrations doit être confiée à un organisme qualifié. Le choix de cet organisme doit être approuvé par l'inspection des ICPE.</li></ul>			X																	

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
<p><b>3. Méthode de mesure</b></p> <p><b>3.1. Eléments de base</b> Le mouvement en un point donné d'une construction est enregistré dans trois directions rectangulaires dont une verticale, les deux autres directions étant définies par rapport aux axes horizontaux de l'ouvrage étudié sans tenir compte de l'azimut. Les capteurs sont placés sur l'élément principal de la construction (appui de fenêtre d'un mur porteur, point d'appui sur l'ossature métallique ou en béton dans le cas d'une construction moderne).</p> <p><b>3.2. Appareillage de mesure</b> La chaîne de mesure à utiliser doit permettre l'enregistrement, en fonction du temps, de la vitesse particulière dans la bande de fréquence allant de 4 Hz à 150 Hz pour les amplitudes de cette vitesse comprises entre 0,1 mm/s et 50 mm/s. La dynamique de la chaîne doit être au moins égale à 54 dB.</p> <p><b>3.3. Précautions opératoires</b> Les capteurs doivent être complètement solidaires de leur support. Il faut veiller à ne pas installer les capteurs sur les revêtements (zinc, plâtre, carrelage...) qui peuvent agir comme filtres de vibrations ou provoquer des vibrations parasites si ces revêtements ne sont pas bien solidaires de l'élément principal de la construction. Il convient d'effectuer, si faire se peut, une mesure des agitations existantes, en dehors du fonctionnement de la source.</p>			X	
<b>Annexe II : Règles de calcul des hauteurs de cheminée</b>				
Cette annexe ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
<b>Annexe III : Disposition technique en matière d'épandage</b>				
Cette annexe ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement			C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
Annexe IV : VLE dans l'eau pour les rejets dans le milieu naturel						
I. Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :			X			<p>La conformité des installations étudiées vis-à-vis des dispositions générales sont identiques à celle étudiées pour la rubriques 2930, et sont décrites plus précisément aux articles 5.10.</p> <p>Notons que les installations soumises à Enregistrement au titre de la rubrique 2921 sont des tours aéroréfrigérantes aménagées au sein de conteners mobiles. Les circuits d'eaux sont fermés, ainsi aucun rejet de process pour ces équipements n'est à envisagé en dehors des purges.</p>
2. Azote						
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé :						
Flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/jour	30 mg/l en concentration moyenne mensuelle					
Flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/jour	15 mg/l en concentration moyenne mensuelle					
Flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/jour	10 mg/l en concentration moyenne mensuelle					
3. Substances réglementées						
	N° CAS					
Indice phénols	-	0,3 mg/l				
Cyanures	57-12-5	0,1 mg/l				
Manganèse et composés (en Mn)	7439-96-5	1 mg/l				
Etain (dont tributylétain cation oxyde de tributylétain)	7440-31-5	2 mg/l dont 0,05 mg/l pour chacun des composés tributylétain cation et oxyde de tributylétain				
Hydrocarbures totaux	-	10 mg/l				
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	15 mg/l				
4. Substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau						
Substances de l'état chimique :						
Alachlore	15972-60-8	50 µg/l				
Anthracène (*)	120-12-7	50 µg/l				
Atrazine	1912-24-9	50 µg/l				
Benzène	71-43-2	50 µg/l				
Diphényléthers bromés						
Tétra BDE 47		50 µg/l (somme des composés)				
Penta BDE 99 (*)	32534-81-9					
Penta BDE 100 (*)	32534-81-9					
Hexa BDE 153						

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement			C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
Hexa BDE 154						
Hepta BDE 183						
DecaBDE 209	1163-19-5					
Cadmium et ses composés (*)	7440-43-9	50 µg/l				
Tétrachlorure de carbone	56-23-5	50 µg/l				
Chloroalcane C10-13 (*)	85535-84-8	50 µg/l				
Chlorfenvinphos	470-90-6	50 µg/l				
Chlorpyrifos (éthylchlorpyrifos)	2921-88-2	50 µg/l				
Pesticides cyclodiènes (Aldrine, Dieldrine, Endrine, Isodrine)	309-00-2/60-57-1/72-20-8/465-73-6	50 µg/l (somme des 4 drines visées)				
DDT total	789-02-06	50 µg/l				
1,2-dichloroéthane	107-06-2	50 µg/l				
Dichlorométhane	75-09-2	50 µg/l				
Di(2-éthylhexyl)phthalate (DEHP)	117-81-7	50 µg/l				
Diuron	330-54-1	50 µg/l				
Endosulfan (somme des isomères) (*)	115-29-7	50 µg/l				
Fluoranthène	206-44-0	50 µg/l				
Naphthalène	91-20-3	50 µg/l				
Hexachlorobenzène (*)	118-74-1	50 µg/l				
Hexachlorobutadiène (*)	87-68-3	50 µg/l				
Hexachlorocyclohexane (somme des isomères) (*)	608-73-1	50 µg/l				
Isoproturon	34123-59-6	50 µg/l				
Mercure et ses composés (*)	7439-97-6	50 µg/l				
Nonylphénols (*)	25154-52-3	50 µg/l				
Octylphénols	1806-26-4	50 µg/l				
Pentachlorobenzène (*)	608-93-5	50 µg/l				
Pentachlorophénol	87-86-5	50 µg/l				
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)						
Benzo(a)pyrène (*)	50-32-8					
Somme Benzo(b)fluoranthène (*) + Benzo(k)fluoranthène (*)	205-99-2/207-08-9	50 µg/l (somme des 5 composés visés)				

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement			C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
Somme Benzo(g, h, i)perylène (*) + Indeno(1,2,3-cd)pyrène (*)	191-24-2/193-39-5					
Simazine	122-34-9	50 µg/l				
Tétrachloroéthylène (*)	127-18-4	50 µg/l				
Trichloroéthylène	79-01-6	50 µg/l				
Composés du tributylétain (tributylétain-cation) (*)	36643-28-4	50 µg/l				
Trichlorobenzènes	12002-48-1	50 µg/l				
Trichlorométhane (chloroforme)	67-66-3	50 µg/l				
Trifluraline	1582-09-8	50 µg/l				
Substances de l'état écologique :						
Chrome dissous (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	0,5 mg/l dont 0,1 mg/l pour le chrome hexavalent et ses composés				
Chlortoluron	-	50 µg/l				
Oxadiazon	-	50 µg/l				
Linuron	330-55-2	50 µg/l				
2,4-D	94-75-7	50 µg/l				
2,4-MCPA	94-74-6	50 µg/l				
5. Autres substances pertinentes						
Toluène	108-88-3	50 µg/l				
Trichlorophénols	-	50 µg/l				
2,4,5-trichlorophénol	95-95-4	50 µg/l				
2,4,6-trichlorophénol	88-06-2	50 µg/l				
Ethylbenzène	100-41-4	50 µg/l				
Xylènes (somme o, m, p)	1330-20-7	50 µg/l				
Biphényle	92-52-4	50 µg/l				
Tributylphosphate (phosphate de tributyle)	-	50 µg/l				
Hexachloropentadiène	-	50 µg/l				
2-nitrotoluène	-	50 µg/l				
1,2-dichlorobenzène	95-50-1	50 µg/l				
1,2-dichloroéthylène	540-59-0	50 µg/l				
1,3-dichlorobenzène	541-73-1	50 µg/l				

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement			C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
Oxyde de dibutylétain	818-08-6	50 µg/l				
Monobutylétain cation	-	50 µg/l				
Chlorobenzène	-	50 µg/l				
Isopropylbenzène	98-82-8	50 µg/l				
PCB (somme des congénères)	1336-36-3	50 µg/l				
Phosphate de tributyle	126-73-8	50 µg/l				
2-chlorophénol	95-57-8	50 µg/l				
Epichlorhydrine	106-89-8	50 µg/l				
Acide chloroacétique	79-11-8	50 µg/l				
2-nitrotoluène	-	50 µg/l				
1,2,3-trichlorobenzène	-	50 µg/l				
3,4-dichloroaniline	-	50 µg/l				
4-chloro-3-méthylphénol	59-50-7	50 µg/l				
<p><b>II.</b> Sauf dispositions contraires, les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures.</p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance, définie à l'article 40, sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de vingt-quatre heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées.</p> <p><b>III.</b> Pour les substances dangereuses, identifiées dans le tableau ci-dessus par une étoile, présentes dans les rejets de l'installation, l'exploitant présente les mesures prises accompagnées d'un échéancier permettant de supprimer le rejet de cette substance dans le milieu aquatique en 2021 (ou 2028 pour l'anthracène et l'endosulfan).</p>						

Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	Justification de la conformité du site vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013
Annexe V : VLE dans les rejets à l'atmosphère				
Cette annexe ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
Annexe VI : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses				
Cette annexe ne comporte pas de dispositions réglementaires.			X	Pas de dispositions réglementaires.
Annexe VII : Dispositions applicables aux installations existantes				
Les dispositions suivantes du présent arrêté ne sont pas applicables aux installations existantes aux conditions suivantes : <div><div>Installations classées autorisées avant le 1er juillet 2005</div><div>5 - 7 - 12-I - 12-II a - 12-II d</div><div>Installations classées autorisées avant le 1er juillet 2014</div><div>5-b - 15 - 22 - 31-b - 33 b</div></div>			X	Les installations classées sous la rubrique 2921 ne sont à ce jour pas soumises à enregistrement

### 3.8. Pièce jointe n°7 : Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés

L'exploitation demande un aménagement aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 (Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour les articles suivants :

Article de la prescription	Description de la demande de dérogation
<p><b>Article 4.2 : Comportement au feu.</b> Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la structure est de résistance au feu R 30 ;</li> <li>- les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0 (M0)</li> </ul>	<p>La Nef C a été édifié dans les années 70-80, conformément à la réglementation en vigueur à l'époque de la construction. MB92 n'est pas le propriétaire de l'édifice, que la société exploite en vertu d'une autorisation d'occupation temporaire.</p> <p>Il s'agit d'un bâtiment à ossature métallique pour lequel la stabilité au feu est globalement évaluée &lt; ½ h. L'application littérale de la réglementation sur la résistance aux feux pour ce bâtiment apparaît difficile.</p> <p>MB92LC a par conséquent adopté des mesures compensatoires pour atteindre des objectifs équivalents en termes de sécurité des personnes, de protection des biens et de l'environnement.</p> <p>Le hangar Nef C est à plus de 50 m des limites de l'emprise du chantier naval et dispose de nombreux moyens de lutte contre l'incendie.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Système de détection incendie du hangar et des bureaux administratifs relié à un SSI (Système de sécurité incendie)</li> <li>• 9 PIA (Poste d'Incendie Additif) DN33 de 30 mètres dans le hangar</li> <li>• Système d'extinction de mousse à haut foisonnement pour le hangar</li> </ul> <p><b>Par conséquent, l'exploitant demande que l'assimilation à un hangar abritant des aéronefs soit reconnue aussi pour la Nef C et demande de pouvoir déroger à l'article 4.2 de l'AM2930 en vertu des mesures compensatoires sus mentionnés.</b></p>
<p><b>Article 4.9 : Ventilation des locaux</b> Les locaux contenant l'installation sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.</p> <p>Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faitage.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère.</p>	<p><b><u>Atelier « composite »</u></b> Un système d'aspiration mécanique est présent pour les activités de ponçage avec un filtre à poussières. Le rejet est réalisé en façade à plus de 100 m des habitations.</p> <p>Bien que le rejet ne se fasse pas à 1 m au-dessus du faitage, la dispersion des gaz rejetés est bonne étant donnée</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La hauteur de rejet à 4 m avec un conduit dirigé vers le haut</li> <li>• Une vitesse de rejet &gt; 8m/s</li> <li>• Un flux de poussières faible</li> <li>• L'éloignement des habitations de plus de 100 m</li> <li>• Un environnement facilitant la dispersion du rejet (en bordure de la mer, dans une zone aérée)</li> </ul> <p><b>Par conséquent, l'exploitant demande de pouvoir déroger à l'article 4.9 pour le rejet de l'activité ponçage de l'atelier « Composite »</b></p> <p><b><u>Activité sous Cocon (en extérieur)</u></b> Etant donné la configuration particulière du cocon, le débouché du système de traitement d'air ne peut pas se faire en hauteur. Il n'y a pas de faitage car il ne s'agit pas d'un bâtiment. Les exutoires des dispositifs de traitement d'air associés au cocon sont situés, pour la plupart, sur le sol des terre-pleins. Certains exutoires peuvent également être positionnés en hauteur sur les échafaudages, entre 8 à 12 m.</p>



Article de la prescription	Description de la demande de dérogation																																			
	<p>Bien que le rejet ne se fasse pas à 1 m au-dessus du faitage, la dispersion des gaz rejetés est bonne étant donnée :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Une vitesse de rejet moyenne &gt; 8m/s</li><li>• La présence d’une partie des exutoires en hauteur sur l’échafaudage</li><li>• Un flux de poussières ou de COV faible,</li><li>• L’éloignement des habitations de plus de 100 m</li><li>• Un environnement facilitant la dispersion du rejet (en bordure de la mer, dans une zone aérée, à l’air libre)</li></ul> <p><b>Par conséquent, l’exploitant demande de pouvoir déroger à l’article 4.9 pour les rejets des cocons.</b></p>																																			
<b>Article 10.2</b> : Surveillance des émissions dans l'eau.	<p>Le réseau de collecte des effluents aqueux du chantier naval, dont fait partie MB92, est sec en condition d’activité normale et ne génère donc aucun rejet hormis par temps de pluie et lors des lavages HP de coque.</p> <p>Les rejets aqueux engendrés par les activités de MB92 sont ponctuels et ne nécessitent donc pas une surveillance mensuelle. <b>Par conséquent, l’exploitant demande de pouvoir déroger à l’article 10.2.</b></p> <p>Ainsi MB92 propose de conserver la fréquence de suivi imposée par les arrêtés préfectoraux actuels d’exploitation des différentes plateformes :</p> <p><u>La plateforme moyenne plaisance : arrêté préfectoral n°58-2007-EA</u> Cette plateforme dispose d’un arrêté préfectoral autorisant la construction et l’exploitation.</p> <table><tr><th>Débit</th><th>Fréquence de l’AP de 2008</th><th>Fréquence AM 2020</th></tr><tr><td>Matières en suspension totales</td><td rowspan="2">3 fois/an sur des échantillons moyens représentatifs d’une journée d’activité moyenne hors décapage,</td><td>Mensuelle</td></tr><tr><td>COT</td><td>Trimestrielle</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td rowspan="3">1 fois/an sur des échantillons moyens représentatifs d’une journée d’activité moyenne avec décapage</td><td>Trimestrielle</td></tr><tr><td>Détergent</td><td>Mensuelle</td></tr><tr><td>Métaux (As, Cd, Cr, Cu, Zn, Pb, Hg, Ni)</td><td>Trimestrielle</td></tr></table> <p><u>Le projet 4000 t</u> : Cette plateforme dispose d’un arrêté préfectoral du 6 mars 2020 autorisant la construction et l’exploitation du projet 4000 t.</p> <table><tr><th>Débit</th><th>Fréquence de l’AP 4000 T</th><th>Fréquence AM 2020</th></tr><tr><td>Température</td><td rowspan="8">4 fois par an pour les rejets process et 2 fois par an pour les rejets eaux pluviales</td><td>Journalière</td></tr><tr><td>pH</td><td>Journalière</td></tr><tr><td>DCO</td><td>Mensuelle</td></tr><tr><td>Matières en suspension totales</td><td>Mensuelle</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>Trimestrielle</td></tr><tr><td>Métaux (As, Cu, Ni, Zn, Cr VI, Pb, Hg, SN, Cd, Fe et Al)</td><td>Trimestrielle</td></tr><tr><td>TBT (Tributylétain)</td><td>/</td></tr><tr><td>Pesticides</td><td>/</td></tr></table>	Débit	Fréquence de l’AP de 2008	Fréquence AM 2020	Matières en suspension totales	3 fois/an sur des échantillons moyens représentatifs d’une journée d’activité moyenne hors décapage,	Mensuelle	COT	Trimestrielle	Hydrocarbures totaux	1 fois/an sur des échantillons moyens représentatifs d’une journée d’activité moyenne avec décapage	Trimestrielle	Détergent	Mensuelle	Métaux (As, Cd, Cr, Cu, Zn, Pb, Hg, Ni)	Trimestrielle	Débit	Fréquence de l’AP 4000 T	Fréquence AM 2020	Température	4 fois par an pour les rejets process et 2 fois par an pour les rejets eaux pluviales	Journalière	pH	Journalière	DCO	Mensuelle	Matières en suspension totales	Mensuelle	Hydrocarbures totaux	Trimestrielle	Métaux (As, Cu, Ni, Zn, Cr VI, Pb, Hg, SN, Cd, Fe et Al)	Trimestrielle	TBT (Tributylétain)	/	Pesticides	/
Débit	Fréquence de l’AP de 2008	Fréquence AM 2020																																		
Matières en suspension totales	3 fois/an sur des échantillons moyens représentatifs d’une journée d’activité moyenne hors décapage,	Mensuelle																																		
COT		Trimestrielle																																		
Hydrocarbures totaux	1 fois/an sur des échantillons moyens représentatifs d’une journée d’activité moyenne avec décapage	Trimestrielle																																		
Détergent		Mensuelle																																		
Métaux (As, Cd, Cr, Cu, Zn, Pb, Hg, Ni)		Trimestrielle																																		
Débit	Fréquence de l’AP 4000 T	Fréquence AM 2020																																		
Température	4 fois par an pour les rejets process et 2 fois par an pour les rejets eaux pluviales	Journalière																																		
pH		Journalière																																		
DCO		Mensuelle																																		
Matières en suspension totales		Mensuelle																																		
Hydrocarbures totaux		Trimestrielle																																		
Métaux (As, Cu, Ni, Zn, Cr VI, Pb, Hg, SN, Cd, Fe et Al)		Trimestrielle																																		
TBT (Tributylétain)		/																																		
Pesticides		/																																		

Article de la prescription	Description de la demande de dérogation		
	La grande forme : Elle dispose d'un arrêté préfectoral (N°57-2015 EA)		
	Débit	Fréquence de l'AP Grande forme	Fréquence AM 2020
	Température	3 fois/an sur des échantillons moyens représentatifs d'une journée d'activité moyenne hors décapage, 1 fois/an sur des échantillons moyens représentatifs d'une journée d'activité moyenne avec décapage	Journalière
	pH	4 fois par an	Journalière
	DCO (sur effluent non décanté)	/	Mensuelle
	Matières en suspension totales	4 fois par an	Mensuelle
	DBO5 (**) (sur effluent non décanté)	/	Mensuelle
	Azote globale	/	Mensuelle
	Phosphore total	/	Mensuelle
	Substances spécifiques du secteur d'activité	4 fois par an	Trimestrielle
Article 11.2 de l'arrêté du 12 mai 2020 : Hauteur de cheminée et conditions de rejet à l'atmosphère. Tout rejet en façade, à l'horizontal, est interdit.	<u>Activité sous Cocon (en extérieur)</u> Non applicable car il n'y a pas de cheminée en sortie des dispositifs de filtration pour les activités sous cocon. Les rejets se font à façade en sortie des filtres. Bien que le rejet se fasse en façade, la dispersion des gaz rejetés est bonne comme cela est démontré ci-dessus dans l'article 4.9.  Par conséquent, l'exploitant demande de pouvoir déroger à l'article 11.2 pour les rejets des cocons.		

### 3.9. Pièce jointe n°12 : Plans et programmes dont le site peut relever

Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du site avec les plans, schémas et programmes mentionnés aux 4°, 5°, 17° à 20°, 23° et 24° du tableau du I de l'article R. 122-17 ainsi qu'avec les mesures fixées par l'arrêté prévu à l'article R. 222-36 ;

Plans, schémas et programmes (et références au code de l'environnement)	Applicabilité au site
4° Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement	<b>Oui</b> SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021
5° Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement	<b>Non concerné</b> Aucune SAGE approuvée n'est présente au droit du site.
17° Schéma régional des carrières mentionné à l'article L. 515-3 du code de l'environnement	<b>Non concerné</b>
18° Plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement	<b>Non concerné</b> Notons toutefois que le site met en place tous les moyens nécessaires d'afin d'assurer la collecte, le tri et l'élimination des déchets.  Les déchets générés par le site sont liés aux opérations d'entretien et de maintenance des bateaux (huile, graisse, peintures, ...). Des déchets proviennent également des bateaux lors des arrêts techniques.  Ces déchets sont stockés dans une zone du site nommée « déchetterie », dans des conditions adaptées. Ils sont ensuite évacués par une société spécialisée.  Les vidanges des eaux de fond de cale des navires sont réalisées par une société spécialisée.  Les eaux sanitaires des bateaux sont envoyées dans le réseau eaux usées du chantier naval. MB92 a pour projet de créer une mini-STEP sur le site pour le traitement des eaux grises/noires.
19° Plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement	
20° Plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement	
23° Programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<b>Non concerné</b>
24° Programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<b>Non concerné</b>

**Tableau 2 : Plans, schémas et programmes mentionnés aux 4°, 5°, 17° à 20°, 23° et 24° du tableau du I de l'article R.122-17 et prévu à l'article R.222-36**

Sont présentés, les éléments de compatibilité des installations en regard du SGADE.

#### **4°- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)**

Né de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un outil d'aménagement du territoire spécifique à chaque grand bassin hydrographique qui vise à obtenir les conditions d'une meilleure économie de la ressource en eau et le respect des milieux aquatiques. Cela, tout en assurant un développement économique et humain en vue de la recherche d'un développement durable. Il intègre les nouvelles orientations de la directive cadre européenne sur l'eau du 23 octobre 2000.

Les SDAGE ont été élaborés pour chacun des 6 grands bassins hydrographiques français. Ils déterminent les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les aménagements à réaliser pour les atteindre.

Le chantier naval de la Ciotat est inscrit dans le périmètre du **SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée**. Le SDAGE pour la période 2016-2021 a été approuvé en décembre 2015 par le Préfet coordonnateur de bassin.

Il pose neuf orientations fondamentales relatives à la gestion de différents milieux spécifiques :

<b>SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée 2016-2021</b>	<b>Site MB92</b>
OF 0 : S'adapter aux effets du changement climatique	Les usages de l'eau sont limités aux besoins du site : les sanitaires, le lavage/décapage des navires à haute pression, l'alimentation en eau potable des navires, la lutte incendie. Utilisation de l'eau de mer pour le refroidissement des moteurs des bateaux.  Suivis réguliers des consommations en eau et en énergie du site.  Les chaudières de la cabine peinture fonctionnent au gaz naturel  Le site n'est pas en zone inondable
OF 1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	<i>Ces dispositions concernent les pouvoirs publics.</i>
OF 2 : Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques	Collecte et épuration des eaux pluviales et de process avant rejet
OF 3 : Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement	<i>Ces dispositions concernent les pouvoirs publics.</i>
OF 4 : Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau	<i>Ces dispositions concernent les pouvoirs publics.</i>
OF 5 : Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé	Les eaux usées domestiques en provenance des sanitaires du site et des bateaux sont <ul style="list-style-type: none"> <li>• Soit envoyées dans le réseau eaux usées du chantier naval desservi actuellement par un réseau public d'assainissement des eaux usées géré par la Métropole d'Aix Marseille Provence.</li> <li>• Soit pompées et envoyées en déchets par camion-citerne.</li> </ul>

SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée 2016-2021	Site MB92
	<p>MB 92 porte le projet de de création d'une unité de traitement des eaux grises et des eaux noires provenant des bateaux qui se trouvent à poste dans des zones du chantier non desservies par le réseau public d'assainissement.</p> <p>Les eaux de fond de forme sont épurées par une unité de traitement exploitée par LCS.</p> <p>Les eaux pluviales et de process provenant des emplacements extérieurs (quais, terre-pleins,...) sont épurés par des débordements/décanteurs avant rejet dans le milieu naturel.</p>
OF 6 Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides	<i>Ces dispositions ne concernent pas le projet.</i>
OF 7 : Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	<i>Ces dispositions ne concernent pas le projet.</i>
OF 8 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	Le site n'est pas en zone inondable

**La régularisation administrative des installations existante de la société MB92 implantées sur la commune de la Ciotat s'inscrit pleinement dans ces objectifs.**

L'ensemble du dispositif de gestion et de traitement des eaux pluviales et des eaux de process des terre-pleins est assuré par le gestionnaire du port, la société La Ciotat Shipyards.

**La pièce jointe N° 19 – Gestion des eaux décrit l'ensemble des mesures de prévention et de réduction des impacts potentiels mises en place sur le chantier naval de la Ciotat.**

De plus, les produits liquides potentiellement polluants sont stockés sur rétention. Toute pollution du sous-sol au droit du site est prévenue par le mode d'exploitation du site. De plus, le site n'est pas situé dans un périmètre de protection de captage AEP.

**Au vu de ces éléments, la régularisation administrative du site de la société MB92 La Ciotat est compatible avec les orientations fondamentales du SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021.**

#### **Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) des Bouches-du-Rhône**

Sous l'autorité du Préfet des Bouches-du-Rhône, la DREAL a lancé la révision du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) des Bouches-du-Rhône lors du comité de pilotage du 31 janvier 2019. Près de deux années plus tard, le comité de pilotage du 24 novembre 2020 a validé le projet de PPA ainsi que son dispositif de suivi / animation. Une phase de consultation sur le projet de plan et les différents documents associés (recueil des 53 fiches actions, rapport d'évaluation du PPA par AtmoSud, évaluation environnementale) intervient de mars à juin 2021, auprès de différentes structures prévues par le Code de l'Environnement. Elles sont formellement sollicitées par le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Les fiches-actions du PPA13 sont les suivantes :

Fiches-actions du PPA13	MB92 La Ciotat
<b>TRANSPORT MARITIME</b>	
Réduire les émissions à quai : Déployer les connexions électriques des navires à quai : non applicable	Tous les quais du chantier naval de la Ciotat sont équipés de connexions électriques
Réduire les émissions en mer	Non applicable
Contrôler les émissions : Renforcer le contrôle de la mise en œuvre de l'annexe VI de la convention MARPOL et de la directive 2016/802 UE sur le secteur des navires à passagers	Non applicable
<b>INDUSTRIE</b>	
Mettre en œuvre des actions de réduction des émissions de COV : Contrôler la mise en œuvre des actions de réduction des COV pour 14 sites industriels du pourtour de l'étang de Berre	Les opérations d'application de peinture au pistolet sont réalisées <ul style="list-style-type: none"> <li>dans la cabine MB92 disposant d'un système de filtration d'air ;</li> <li>sous cocon avec un système de filtration : filtres à charbons actifs et/ou filtres particuliers</li> </ul>
Mettre en œuvre des actions de réduction des émissions de particules fines	Les travaux décapage à sec des coques des bateaux sont occasionnels, ces opérations via des grenailleuses ou sableuses se font sous une enceinte de protection avec atmosphère contrôlée et dispositif de traitement d'air. Par conséquent, les rejets liés aux opérations de décapage à sec des coques des bateaux sont contrôlés. Le système de traitement d'air des cocons est complété par un outillage équipé d'aspiration des poussières pour le ponçage et/ou le décapage. Les dépôts de poussière de l'outillage sont retraités en usine après ramassage des déchets par une société agréée. Il en est de même pour les opérations de décapage effectuées dans la cabine de peinture.
Encadrer encore plus strictement les émissions industrielles : Mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles dans les établissements IED	Site non IED
Valoriser les émissions industrielles : Élaborer et mettre en route le projet VASCO 3, solution biologique de traitement des fumées	Non concerné
Réduire les émissions liées à la consommation énergétique des sites industriels : Améliorer la performance énergétique des industries électro-intensive	Non concerné
Améliorer les dispositifs de gestion des épisodes de pollution : Actualiser le dispositif STERNES et les arrêtés préfectoraux des sites industriels	Sans objet
Poursuivre la concertation autour de l'Étang de Berre : Poursuivre le projet REPONSES	Non concerné

### 3.10. Pièce jointe n°13 : Evaluation des incidences Natura 2000

Le réseau Natura 2000 est constitué de deux types de zones naturelles, à savoir les **Zones Spéciales de Conservation (ZSC) issues de la directive européenne « Habitats »** et les **Zones de Protection Spéciale (ZPS) issues de la directive européenne « Oiseaux »**.

Ces deux directives ont été transcrites en droit français. Ce dispositif ambitieux doit permettre de protéger un « échantillon représentatif des habitats et des espèces les plus menacées en Europe », en le faisant coexister de façon équilibrée avec les activités humaines Directive oiseaux.

#### Directive oiseaux

Elle s'applique sur l'aire de distribution des oiseaux sauvages située sur **le territoire européen des pays membres de l'Union Européenne**. Elle concerne :

- Soit les habitats des espèces menacées de disparition, vulnérables à certaines modifications de leurs habitats ou les espèces considérées comme rares parce que leurs populations sont faibles ou que leur répartition locale est restreinte ou enfin celles qui nécessitent une attention particulière en raison de la spécificité de leur habitat ;
- Soit les milieux terrestres ou marins utilisés par les espèces dont la venue est régulière.

Les objectifs sont la protection d'habitats permettant d'assurer la survie et la reproduction des oiseaux sauvages rares ou menacés et la protection des aires de reproduction, de mue, d'hivernage et des zones de relais de migration pour l'ensemble des espèces migratrices.

#### Directive habitat

**La directive s'applique sur le territoire européen des Etats membres**. Elle concerne :

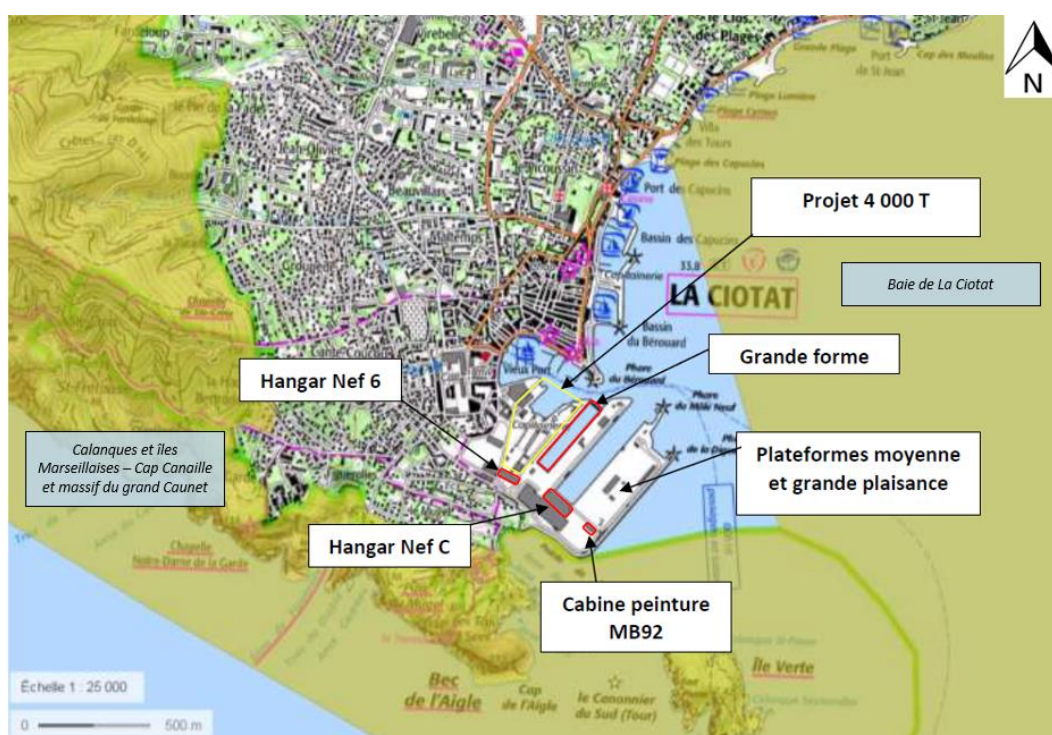
- Les habitats naturels d'intérêt communautaire, qu'ils soient en danger de disparition dans leur aire de répartition naturelle, qu'ils disposent d'une aire de répartition réduite par suite de leur régression ou en raison de leur aire intrinsèquement restreinte ou encore qu'ils constituent des exemples remarquables de caractéristiques propres à l'une ou plusieurs de six régions biogéographiques ;
- Les habitats abritant des espèces d'intérêt communautaire qu'elles soient en danger, vulnérables, rares ou endémiques ;
- Les éléments de paysage qui, par leur structure linéaire et continue ou leur rôle de relais, sont essentiels à la migration, à la distribution géographique et à l'échange génétique d'espèces sauvages.



Les objectifs sont la protection de la biodiversité dans l'Union Européenne et le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvages d'intérêt communautaire.

**Les installations de la société MB92 sur le chantier naval de la Ciotat ne sont pas localisées dans une zone Natura 2000.** Les zones les plus proches sont :

- Zone Spéciale de Conservation "Calanques et îles Marseillaises – Cap Canaille et massif du grand Caunet" (Directive Habitats) (FR9301602) en bordure sud du Chantier Naval (et à 150 mètres des installations de MB92) ;
- Zone Spéciale de Conservation "Baie de La Ciotat" (Directive Habitats) (FR9301998) située à 370 m à l'est des installations.



**Figure 1: Localisation des zones Natura 2000 les plus proches du site**

### Impacts directs

En l'absence de zones Natura 2000 sur le site, **il n'est pas attendu d'impact direct sur ces zones.**

### Impacts indirects

Au regard de la configuration du site et de l'absence de zones Natura 2000 au droit du site, le seul impact indirect envisageable pourrait être lié à une pollution régulière des aquifères et des eaux de surface par des matières en suspensions, des produits chimiques ou des hydrocarbures.

Toutefois, les effluents liquides générés par le site sont collectés et traités avant rejet.



L'ensemble du dispositif de gestion et de traitement des eaux pluviales et des eaux de process des terre-pleins est assuré par le gestionnaire du port, la société La Ciotat Shipyards.

**La pièce jointe N° 19 – Gestion des eaux décrit l'ensemble des mesures de prévention et de réduction des impacts potentiels mises en place sur le chantier naval de la Ciotat.**

Nous rappelons que le présent dossier porte sur une régularisation administrative du site. Aucun travaux ou modification du site existant n'est envisagée. De ce fait aucun impact supplémentaire n'est à redouter.

**Au vu des mesures mises en place sur les installations du chantier naval de la Ciotat, il n'est donc pas attendu d'impact indirect sur les zones Natura 2000 les plus proches du site.**

### 3.11. Pièce jointe n°18 : Inventaire des rubriques ICPE

La grande forme a fait l'objet d'une demande d'autorisation loi sur l'eau avec un dépôt de dossier en préfecture en date du 14 avril 2015 pour :

- la réalisation des aménagements de la Grande Forme
- l'exploitation de la grande forme.

Cette demande a été portée par la Ciotat Shipyards (Ex SEMIDEP) et a fait l'objet d'un arrêté préfectoral, en date du 27 octobre 2015, autorisant la Ciotat Shipyards à réaliser ces travaux et l'exploitation de la forme :

- rubrique IOTA : 4.1.2.0 à autorisation
- rubrique IOTA : 2.2.3.0 à autorisation

MB 92 dispose d'une convention d'occupation de la grande forme mais La Ciotat Shipyards est et restera en charge de l'exploitation des dispositifs de collecte et de traitement des eaux pluviales et de process (pompes de relevage, station de traitement des eaux, analyses des rejets, ...).

De même, la Ciotat Shipyards porte le « projet 4000 T » qui a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'exploiter le 6 mars 2020. La société MB92 exploitera une partie des équipements de ce projet (convention d'occupation) mais la Ciotat Shipyards restera en charge de l'exploitation des dispositifs de collecte et de traitement des eaux pluviales et de process (pompes de relevage, station de traitement des eaux, analyses des rejets, ...).

Concernant la plateforme moyenne, son exploitation a également fait l'objet d'une autorisation préfectoral (arrêté préfectoral n°58-2007-EA pour la Moyenne Plaisance.

Les activités de la société Composite Works (maintenant MB92) ont fait l'objet d'une déclaration ICPE :

- 05/04/2007 (Atelier – Nef C, rubrique 2930.1)
- 08/12/2014 pour l'activité cabine de peinture (rubrique 2930.2).

Dans le cadre de l'exploitation des activités de MB92 (anciennement activités de BLOHM+VOSS La Ciotat et de Composite Works), les rubriques ICPE concernées sont présentées dans le tableau suivant.

**Les activités réalisées sous la rubrique 2930.1 bénéficient de l'antériorité. Le changement de régime ICPE de la rubrique 2930.1 est lié à une modification de la législation et non à une augmentation d'activité du site pour la rubrique 2930.1.**

**MB92 souhaite une augmentation de la capacité de l'activité peinture, passant donc sous le régime de l'enregistrement.**

Rub.	Désignation des activités	Situation suite au projet	
		Quantité	Rég.
1434-1	<b>Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435).</b> 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 100 m³/h (A) b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h (DC)	Opération de remplissage par véhicule-citerne des cuves mobiles de GNR pour le chauffage de l'application de peinture  <b>Débit de remplissage &gt; 5m³/h</b> (entre 7,2 et 9,6 m³/h)	DC
1435	<b>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.</b> 2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³ (DC)	<b>Volume de gasoil GNR distribué par an &lt; 500 m³</b> (pour l'alimentation des appareils de levage)	NC
1510	<b>Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des), à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.</b>	Hangar Nef 6 : Matériels électriques, gaines, éclairages... : 10 t de combustibles  Hangar Nef C : Une zone pour le stockage temporaire de matériaux dédiés aux armateurs (parquet, moquette, mobiliers...) : 15 t de combustibles  <b>Max 25 t de produits combustibles</b>	NC
2410	<b>Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610.</b> La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 250 kW (D)	Puissance machines fixes travail bois : <b>31,75 kW</b>	NC
2560	<b>Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.</b> La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1000 kW (E) 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW (DC)	<b>Puissance installée de 53,25 kW</b> dans le hangar Nef C	NC
2575	<b>Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.</b> La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	La rubrique 2575 (emploi de matières abrasives) ne s'applique pas car les installations mises en œuvre sur le site par les sociétés sous-traitantes sont mobiles.	/
2661-1	<b>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :</b> 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j (D)	Salle blanche dans la Nef C : <b>Moulage : &lt;1 t/j</b>	NC

Rub.	Désignation des activités	Situation suite au projet	
		Quantité	Rég.
2661-2	<b>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :</b> 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j (D)	Salle blanche dans la Nef C : <b>Ponçage : &lt;2 t/j</b>	NC
2711	<b>Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719</b> Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> ; (E) 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> (DC)	<b>Volume maximum de 10 m<sup>3</sup></b>	NC
2714	<b>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</b> Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> ; (E) 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> (D)	<b>Volume maximum de 30 m<sup>3</sup></b>	NC
2715	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710</b> Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m <sup>3</sup> (D)	<b>Volume maximum de 10 m<sup>3</sup></b>	NC
2716	<b>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.</b> Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> ; (E) 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> (DC)	<b>Volume maximum de 5 m<sup>3</sup></b>	NC
2718	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.</b> La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélange 2. Autres cas	La rubrique ICPE 2718 (Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux) ne s'applique pas car les éventuels déchets dangereux provenant des yachts en arrêt technique (huiles usagées essentiellement) sont directement évacués par une société spécialisée à la sortie du bateau, sans stockage sur le site.  Les déchets dangereux stockés sur le site sont liés aux travaux de réparation des yachts et ne rentrent pas dans le classement ICPE.	/
2752	<b>Station d'épuration mixte</b> (recevant des eaux résiduaires domestiques et des eaux résiduaires industrielles) ayant une capacité nominale de traitement d'au moins 10 000 équivalents-habitants, lorsque la charge des eaux résiduaires industrielles en provenance d'installations classées autorisées est supérieure à 70% de la capacité de la station en DCO (A)	Projet de création d'une station d'épuration pour le traitement des eaux grises et des eaux noires provenant des bateaux qui se trouvent à poste dans des zones du chantier non desservies par le réseau public d'assainissement.  Pas de traitement d'eaux industrielles	NC

Rub.	Désignation des activités	Situation suite au projet	
		Quantité	Rég.
2910-A	<p><b>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes :</b></p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)</p>	<p>Equipements de chauffage de la cabine de peinture fonctionnant au gaz naturel de ville 4 CTA de 225 kW 1 CAT de 250 kW</p> <p>Puissance totale de 1150 kW</p> <p>Au sujet des puissances thermiques nominales des équipements mobiles pour chauffer les cocons, MB92 dispose de</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 15 chaudières au GNR de 200 kW</li> <li>• 2 chaudières au GNR de 150 kW.</li> <li>• Soit 3300 kW.</li> </ul> <p>Les équipements sont utilisés en nombre et durée variable en fonction des projets en cours.</p> <p><b>Puissance totale de 4,45 MW</b></p>	DC
2921.a	<p><b>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</b></p> <p>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW (E) b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW (DC)</p>	<p>Tours de refroidissement utilisées en substitution du refroidissement à l'eau de mer</p> <p>Equipements différents installés en fonction des projets en cours.</p> <p>Actuellement puissance max installable 2900 kW</p> <p>Avec le projet 4000 T, la puissance sera de 12 000 kW environ</p> <p><b>Puissance totale cumulée &gt; 3 000 kW</b></p>	E
2930-1.a	<p><b>Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteurs, y compris les activités de carrosserie et tôlerie</b></p> <p><b>1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur :</b></p> <p>a) La surface de l'atelier étant supérieure à 5 000 m<sup>2</sup> (E) b) La surface de l'atelier étant supérieure à 2 000 m<sup>2</sup>, mais inférieure ou égale à 5 000 m<sup>2</sup> (DC)</p>	<p>Surface de la Nef C utilisée pour des activités de réparation de bateaux : <b>4 600 m<sup>2</sup></b> (Récépissé du 05/04/2007 pour la NEF C).</p> <p>Le site dispose également d'un local de ponçage dans le hangar Nef C au niveau de l'activité « Composite ».</p> <p>+</p> <p>Surface des emplacements à terre AOT de MB92</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Moyenne plaisance incluant la cabine de peinture : 9 165 m<sup>2</sup></li> <li>• Grande forme (12 000 m<sup>2</sup>) + terre-plein Bâbord (7 549 m<sup>2</sup>) + terre-plein tribord (4 367 m<sup>2</sup>) : 23 916 m<sup>2</sup></li> <li>• Projet 4000 t : 23 400 m<sup>2</sup></li> </ul> <p><b>Total : 61 081 m<sup>2</sup></b></p>	E

Rub.	Désignation des activités	Situation suite au projet	
		Quantité	Rég.
2930-2a	<b>Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteurs, y compris les activités de carrosserie et tôlerie</b> <b>2. Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur, la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée étant :</b> a) Supérieure à 100 kg/ j (E) b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j (DC)	<b>Activité cabine de peinture</b> Actuellement 80 kg/j  <b>Grande forme + places d'occupation temporaire (AOT) sur terre-pleins</b>  Quantité maximale de produits utilisés : 200 kg/j en moyenne et 1500 kg/j en pic (correspondant à la peinture d'un yacht)  Les activités de peintures dans la cabine de peinture sont existantes et déjà déclarées sous la rubrique 2930.2 (Récépissé du 08/12/2014 pour l'activité cabine de peinture).	E
4110	<b>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.</b> <b>2. Substances et mélanges liquides.</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant a) Supérieure ou égale à 250 kg (A) b) Supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg (DC)	Aucun produit ayant les mentions de dangers suivants : H300, H310, H330 n'a été recensé sur le site en 2018, 2019 et 2020. Au stade actuel MB92 n'envisage pas d'utiliser de nouveaux produits.	/
4120	<b>Toxicité aiguë catégorie 2 pour les voies d'exposition par inhalation.</b> <b>2. Substances et mélanges liquides.</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant a) Supérieure ou égale à 10 t (A) b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t (D)	Aucun produit ayant les mentions de dangers suivants : H300, H310, H330 n'a été recensé sur le site en 2018, 2019 et 2020. Au stade actuel MB92 n'envisage pas d'utiliser de nouveaux produits.	/
4130	<b>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</b> <b>2. Substances et mélanges liquides.</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant a) Supérieure ou égale à 10 t (A) b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t (D)	Sur la base des données 2018 et 2018, certaines peintures peuvent contenir la mention de dangers H 304  <b>Tonnage &lt; 1 t</b> Au stade actuel MB92 n'envisage pas d'utiliser de nouveaux produits.	NC
4331	<b>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t (DC)	20 cuves ariennes mobiles de 1 m <sup>3</sup> de gasoil pour le fonctionnement des appareils de chauffage pour l'activité peinture : 17 t  1 cuve aérienne fixe de gasoil de 3,2 m <sup>3</sup> (2,7 t)  1 cuve aérienne fixe de gasoil de 1 m <sup>3</sup> (0,845 t)  Bidons de peinture (magasin + au droit des yachts) : 10 m <sup>3</sup> (liquides inflammables de catégorie 3) : 15 t  Autres produits inflammables divers (Acétone, white spirit, alcool à brûler, résine,...) : 6 t  <b>Tonnage total : environ 41,55 t</b>	NC
4510	<b>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : <b>2.</b> Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t (DC)	Produits avec mention de danger H400 et H410 Bidons de peinture (magasin + au droit des yachts) : 10 m <sup>3</sup> soit 15 t Colle/Résine/durcisseurs : 3 t  <b>Tonnage total : environ 18 t</b>	NC

Rub.	Désignation des activités	Situation suite au projet	
		Quantité	Rég.
4511	<b>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : <b>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t (DC)</b>	Produits avec mention de danger H411 22 cuves de gasoil : 20,5 t Bidons de peinture : 15 t White spirit : 3 t Colle/Résine/durcisseurs : 3 t Huile : 12 t <b>Tonnage total : environ 53,5 t</b>	NC
4718-1	<b>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : <b>1. Pour le stockage en récipients à pression transportables</b> a. Supérieure ou égale à 35 t (A) b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t	Très peu de stockage permanent sur site, seulement au niveau de la Nef C. Bouteilles amenées par les sociétés sous-traitante lors de travaux  <b>Zone de stockage extérieure :</b> <u>Moyenne</u> : propane/butane : 10 bouteilles de propane ou butane de 35 kg chacune <b>Total : 350kg</b>  <b>Pics</b> : 20 Bouteilles propane/butane <b>Total : 700kg</b>	NC
4719	<b>Acétylène</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t (D)	Très peu de stockage permanent sur site, seulement au niveau de la Nef C. Bouteilles amenées par les sociétés sous-traitante lors de travaux  <b>Zone de stockage extérieure :</b> <u>Moyenne</u> : 10 bouteilles de 8,5 kg chacune <b>Total : 85kg</b>  <b>Pics</b> : 20 Bouteilles d'Acétylène <b>Total : 170kg</b>	NC
4725	<b>Oxygène.</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t (D)	Très peu de stockage permanent sur site, seulement au niveau de la Nef C. Bouteilles amenées par les sociétés sous-traitante lors de travaux  <b>Zone de stockage extérieure :</b> <u>Moyenne</u> : 15 bouteilles de 35 kg chacune <b>Total : 525kg</b>  <b>Pics</b> : 30 Bouteilles d'Oxygène <b>Total : 1050Kg</b>	NC



Rub.	Désignation des activités	Situation suite au projet	
		Quantité	Rég.
1978.8	<p><b>Solvants organiques</b> (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :</p> <p>8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/an (D)</p>	<p>Activité de peinture des bateaux</p> <p>Consommation de solvant &gt; 5t/an</p> <p>La consommation de solvant varie en fonction du nombre et de la taille des navires accueillis et des travaux demandés par les clients. La consommation moyenne annuelle des 3 dernières années est de 7,5 tonnes</p> <p>Méthode de calcul :</p> <p><b>2020 :</b> Quantité totale (tout type confondu) de peinture appliquée = 14351 l (les quantités par type de peinture sont connues) La quantité de COV est calculée en utilisant le facteur d'émission (COV g/l) de chaque référence de peinture indiquée par le fabricant : 7,636 t COV</p> <p><b>2018-19 :</b> Quantité totale (tout type confondu) de peinture appliquée = 28110 l (quantités par type de peinture non disponibles) ; La quantité de COV est estimée en utilisant un facteur d'émission moyen de COV égal à 532 g/l, obtenu à partir des données 2020 (facteur émission moyen = quantité totale de COV (g) / quantité totale de peinture appliquée (lt)) : 14,957 t COV</p> <p>Compte tenu de l'augmentation d'activité attendue avec la mise en service de la plateforme ATLAS en 2022, la consommation maximale annuelle des solvant est estimée à 10 tonnes</p>	D
1978.15	<p><b>Solvants organiques</b> (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :</p> <p>15. Stratification de bois et de plastique, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/ an</p>	<p>Salle mélange et stratification au niveau de l'atelier Composite.</p> <p>Consommation de solvant &lt; 5t/an</p>	NC

**Tableau 3 : Installations Classées site MB92 La Ciotat**

Pour information pour la période 2018/2019 (2 années d'exploitation), il a été utilisé pour les activités de MB 92 :

- 16,5 m<sup>3</sup> d'antifouling
- 11,6 m<sup>3</sup> de peinture

Etant donné la quantité de produits utilisées (peintures, antifouling, colles, résines, durcisseurs) et des mentions de dangers associées (essentiellement H225, H226, H400, H410 et H411), le site MB92 n'est pas classé Seveso avec la règle du cumul.



### 3.12. Pièce jointe n°19 : Gestion des eaux

#### I. Description des activités des chantiers navals de La Ciotat

Le port de La Ciotat est engagé dans une démarche de réindustrialisation depuis le milieu des années 1990. Cette réindustrialisation a vu une reconquête progressive d'espaces anciennement industriels et la remise en état ou le développement de divers aménagements dédiés à l'accueil de navires et d'entreprises :

- Plateforme moyenne plaisance pouvant accueillir 24 yachts de 25 à 45m desservie par un élévateur à sangles de 300 t ;
- Plateforme grande plaisance pouvant accueillir 17 yachts dont 4 places de 80 m desservie par un ascenseur de 2 000 t ;
- Grande Forme (200mX60mX45m) pouvant accueillir toute taille de navire.
- Aire de carénage dédiée à des navires de moins de 20 m (vouée à la démolition dans le cadre du projet 4000 T) ;
- Petite forme pour la mise à sec de navires de 45m au niveau de la cale n°1 (démolie dans le cadre du projet 4000 T).

Ces zones de travail, de même que les 1600 m de quais industriels qui leur sont attachés, sont dédiées à l'accueil de navires en réparation et non pas à l'accueil de navires en escales.

A cela s'ajoute une activité annexe et plus récente d'accueil de navires de plaisance. Cette activité, née après la fermeture des anciens chantiers de construction se fait à la fois sur des emplacements à flot au sein du bassin Port Vieux (700 anneaux environ) à sec sur le terreplein « Nord » (environ 250 emplacements).

A cela s'ajoute, depuis l'année 2019, le développement d'emplacements permettant l'accueil en escale à flot de yachts jusqu'à 40m dans le Port Vieux.

Concernant le projet 4000 T, L'objectif est de permettre l'accueil de 7 mégayachts (jusqu'à 105 m de longueur, 18 m de largeur et 4000 t) simultanément sur une plateforme d'une superficie d'environ 4 ha.

**Le périmètre ICPE de MB92 correspond aux places AOT de MB92 sur la moyenne plaisance, la grande forme et le projet 4000 T.**

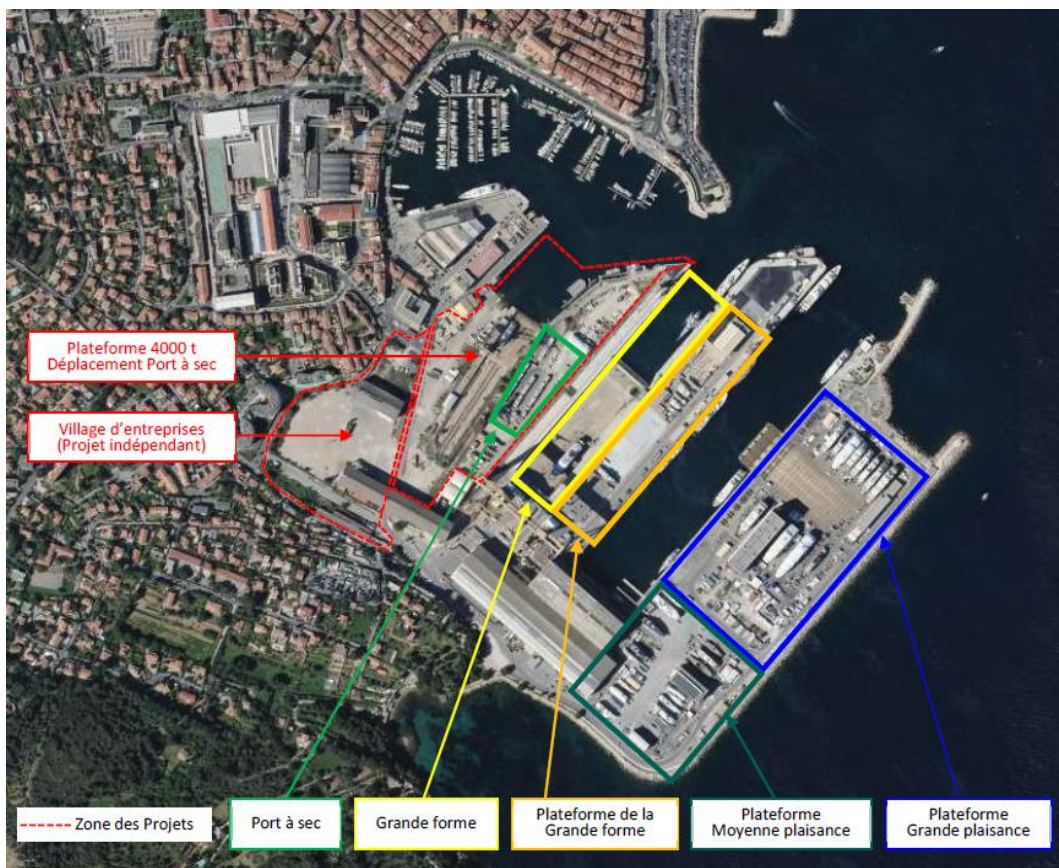


Figure 2 : Implantation des installations du chantier naval de La Ciotat

## **II. Gestion des eaux pluviales et de process pour les installations de la société MB92**

L'ensemble du dispositif de gestion et de traitement des eaux pluviales et des eaux de process des terre-pleins est assuré par le gestionnaire du port, la société La Ciotat Shipyards.

Les moyens mis en place sont les suivants :

- Plateforme moyenne plaisance (MB 92 exploite une partie des AOT sur la moyenne plaisance et une cabine de peinture)**

La plate-forme « Moyenne plaisance » accueille des activités de maintenance et de réparation navale. Son système de traitement (décanteur particulaire lamellaire à structure « nid d'abeilles ») des eaux de carénage, de nettoyage et de ruissellement dispose d'un rejet dans la grande darse (point n°2 selon la figure en page suivante). L'exploitation de cette plateforme a fait l'objet d'une autorisation (arrêté préfectoral n°58-2007-EA pour la Moyenne Plaisance).

Les eaux issues de la cabine de peinture de MB92 (eaux pluviale et eaux de process) rejoignent également ce réseau de la moyenne plaisance.



Figure 3: Réseau d'eau au sein de la Grande Forme/ Moyenne et grande plaisance

- **La grande forme (exploitée par MB 92)**

La transformation et l'adaptation récente de la Grande Forme pour la réparation navale des super yachts et sa mise aux normes environnementale a fait l'objet d'une autorisation d'exploitation en octobre 2015 (arrêté préfectoral n°57-2015 EA). Le traitement des eaux de carénage et des eaux de process, dispose d'un rejet également situé dans la grande darse.

Les eaux pluviales et eaux de process (eaux de décapage, eau de nettoyage de la forme) sont collectées par un caniveau ceinturant le fond de la forme et envoyées par pompage vers un dispositif constitué de deux unités de traitement situées sur le terre-plein bâbord. Chaque unité dispose d'un dessableur, d'un décanteur, et d'un séparateur HC avec obturateur automatique.

Les systèmes de traitement sont dotés d'un dispositif d'alarme pour signaler l'atteinte de la capacité maximale de stockage en hydrocarbures et en matières décantables. Le réseau et les systèmes de traitement peuvent être isolés afin de stocker les polluants dans la forme en cas de pollution.

Les eaux traitées se déversent ensuite dans le réseau d'eaux pluviales, réseau lui-même équipé d'ouvrages de traitement spécifiques (décanteurs équipés d'un séparateur à hydrocarbures) et dont l'exutoire se situe au milieu de la Grande Darse, au Sud-est du terre-plein bâbord de la Grande Forme.



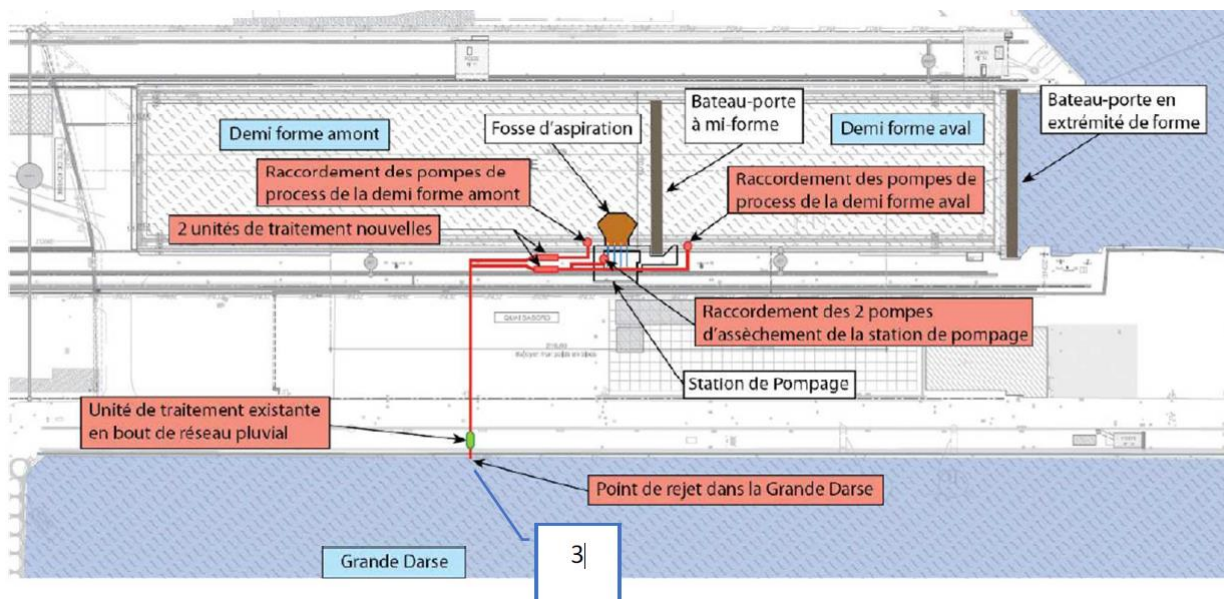


Figure 4 : Réseau d'eau au sein de la Grande Forme

Les surfaces de travail situées au fond de la forme sont nettoyées avant chaque remise en eau (pas d'impact sur le milieu naturel).

Une surveillance des rejets et suivi du milieu est effectué par le gestionnaire du port, la société La Ciotat Shipyards. Les contrôles sont réalisés en entrée de chaque unité de traitement et en sortie au niveau du rejet en mer (4 fois/an avec MEST, COT, HCT, détergent, As, Cd, Cr total, Cu, Zn, Pb, Hg et Ni).

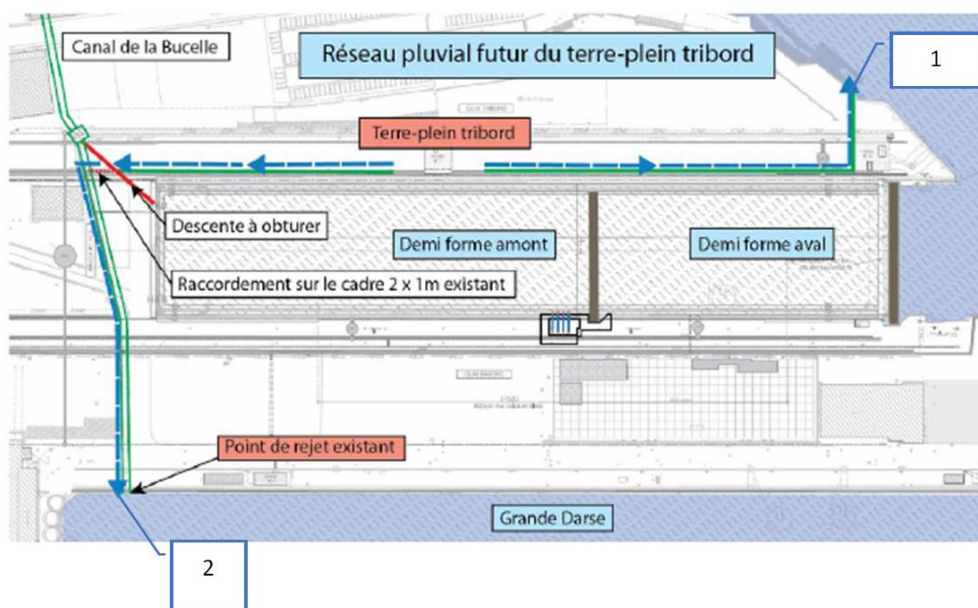
Le suivi du milieu est réalisé via l'analyse des sédiments sur 3 stations au droit du point de rejet à 100 m et à 200 m à l'est (avant exploitation, T+1, T+3 et T+5).

Les seuils de rejet en mer sont fixés par l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2015.

- **Les terre-pleins de la grande forme (MB 92 exploite une partie des emplacements réservés)**

La moitié Nord du terre-plein tribord est desservie par un caniveau pluvial qui se rejette en mer, dans le chenal d'accès au Port-Vieux au niveau du poste 4.1 5 (point de rejet 1). La moitié Sud de ce terreplein est collectée par un caniveau qui se rejette dans le canal de la Bucelle (Cf. Schémas de principe ci-dessous) qui, à son tour, se rejette dans le fond de la Grande Darse (point de rejet 2).

La moitié nord du terre-plein bâbord et une portion du terre-plein bâbord sud sont en dehors de l'AOT MB92.



**Figure 5: Réseau d'eau au sein des terre-pleins de la grande forme**

Ces 2 rejets se font directement en mer, sans traitement particulier (Conformément à l'Arrêté préfectoral du 27 octobre 2015 autorisant le réaménagement et l'exploitation de la Grande Forme au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'Environnement). En effet, ce terre-plein relativement étroit est utilisé comme desserte et accès à la forme, comme zone de manutentions, des containers de stockage ou des bungalows bureaux peuvent y être entreposés provisoirement. Aucune activité de réparation navale n'est installée sur cette zone. Le trafic véhicule reste très limité (10 à 20 véhicules/jour) et le stationnement n'est pas autorisé.

Par conséquent, aucune pollution ne devrait être générée sur celui-ci. Cependant, la mise en place d'un dispositif de traitement est néanmoins prévue par LCS.

Pour information, LCS a prévu de connecter le point de rejet 1 au décanteur qui sera mis en place durant la construction de l'ascenseur à bateau 4000T. Pour le point de rejet 2, des travaux sont prévus sur le canal de la Bucelle au niveau de la plateforme située en tête de la grande forme. Il y sera placé un décanteur et une pompe de relevage afin de déverser ces eaux vers le collecteur situé au niveau de l'angle sud-est de la Nef 6.

La moitié sud du terre-plein bâbord et le terre-plein 4000 m<sup>2</sup> (faisant partie de l'AOT MB92) sont raccordée à un autre réseau pluvial qui débouche également dans la Grande Darse, après passage au travers d'un dispositif de traitement équipé d'un séparateur à hydrocarbures (point de rejet n°3 de la grande forme).

- **Le projet 4000 T (MB 92 exploite une partie des emplacements réservés)**

Les eaux de process (notamment issues du carénage) et les eaux de pluie sont collectées sur toute la plateforme et sont traitées avant rejet en mer.

- Exutoire 1 : collecte des eaux d'une partie de la plateforme et du parking Sud ;
- Exutoire 2 : collecte des eaux de l'autre partie de la plateforme ;
- Exutoire 3 : collecte des eaux du port à sec et du parking Ouest (hors AOT MB92)

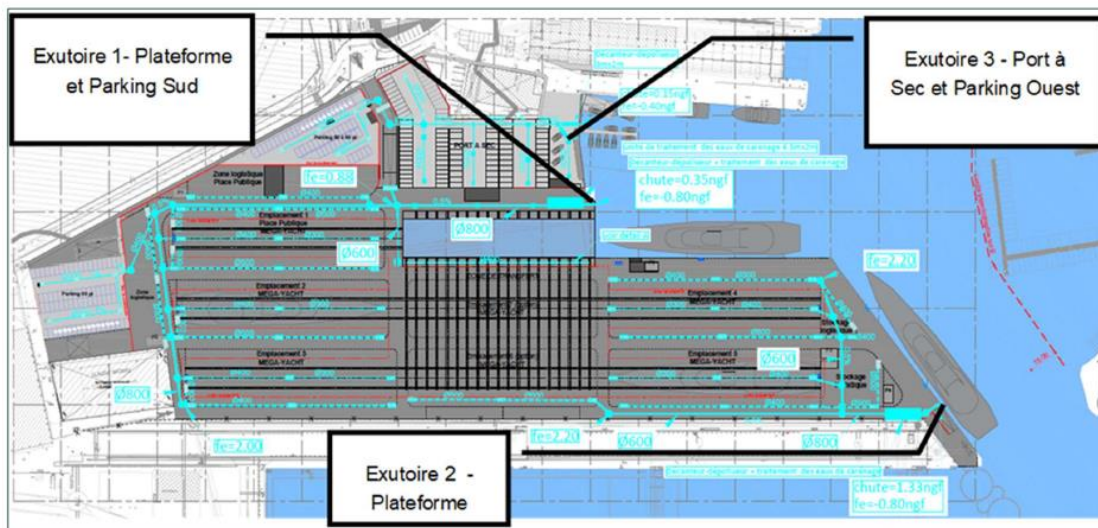


Figure 6 : Localisation des exutoires du Chantier Naval

Les eaux pluviales et les eaux de process seront collectées dans des caniveaux à fentes dimensionnés pour une pluie d'occurrence décennale. Il est prévu un auto-curage des caniveaux permettant d'évacuer régulièrement les produits de nettoyage des coques des navires.

En ce qui concerne la qualité de ces eaux (eaux de pluie et eaux de lavage des yachts ou de carénage du Port à sec), celle-ci est garantie par les dispositifs de traitement installés sur tous les exutoires avant rejet en mer. En phase exploitation, les dispositifs de traitement permettent de garantir la qualité de l'eau rejetée.

Des dispositifs de traitement seront implantés au niveau de chacun des exutoires 1 et 2 : débourbeur, coagulation/floculation, décanteur lamellaire, filtration sur sable, filtration sur charbon actif et microfiltration.

- **Hangar Nef C et Nef 6 (exploités par MB 92)**

Pas d'utilisation d'eaux industrielles et pas de réseau eau pluviale dans ces bâtiments.

- **Zone « déchetterie MB92 »**

La déchetterie de MB92 ainsi que la zone de stockage contigüe à la déchetterie, sont couvertes par un décanteur avant rejet dans le milieu naturel.

### **III. Gestion eaux usées sanitaires**

Les eaux collectées par le réseau d'assainissement des eaux usées concernent uniquement les eaux usées domestiques en provenance des sanitaires du site et des bateaux. Le site est desservi actuellement par un réseau public d'assainissement des eaux usées géré par la Métropole d'Aix Marseille Provence.

Les eaux de fond de cale, présentes en fond de cale des bateaux sont généralement pompées lors des travaux de maintenance. Ces eaux sont collectées de façon spécifique et évacuées par une entreprise spécialisée (camion-citerne) vers un centre de traitement spécifique, dans le respect de la réglementation.

MB92 porte le projet de de création d'une unité de traitement des eaux grises et des eaux noires provenant des bateaux qui se trouvent à poste dans des zones du chantier non desservies par le réseau public d'assainissement. Il est envisagé de mettre en place une solution d'assainissement non collectif sous forme d'une micro-station d'épuration conteneurisée (description technique en annexe 2).

#### **IV. Mesures de réduction d'impacts**

Les mesures de prévention et de réduction des impacts potentiels sont les suivantes :

- Traitement des eaux pluviales et des eaux de process pour la moyenne plaisante par les équipements de type décanteur particulaire lamellaire à structure « nid d'abeilles » avant de se jeter ensuite dans la mer Méditerranée,
- Traitement des eaux pluviales et de process en fond de forme par des équipements de type dessableur, décanteur et séparateur HC avec obturateur automatique),
- Traitement des eaux pluviales et de process de la plateforme 4000 T par des équipements de type : débourbeur, coagulation/floculation, décanteur lamellaire, filtration sur sable, filtration sur charbon actif et microfiltration,
- Opérations de décapage à sec ou de peintures réalisées sous enceinte de protection (tout est confiné et les résidus aspirés) et nettoyage de la surface avant que l'enceinte de protection soit enlevée,
- Nettoyage minutieux du fond de la forme avant sa remise en eau.

Les principales opérations de décapage à sec ou de peinture se font sous cocons totalement étanches et sous atmosphère contrôlée. Ces travaux n'apportent pas de pollution spécifique.

Les opérations d'entretien des moteurs, de mécanique, etc. se font très majoritairement à l'intérieur des bateaux ou dans les ateliers de sociétés spécialisées et n'apportent pas de pollution vers l'extérieur.



### 3.13. Pièce jointe n°20 : Gestion des rejets atmosphériques

Les principaux rejets atmosphériques des activités de MB92 sont liés :

- aux rejets diffus de COV issus des opérations d'application de peintures par rouleaux ou pinceaux, sur les yachts en fond de forme et sur les plateformes,
- aux rejets canalisés de COV issus des opérations d'application de peintures par pistolet sur les yachts en fond de forme et sur les plateformes au sein d'une enceinte de protection sous atmosphère contrôlée et dispositif de traitement,
- aux rejets canalisés de COV issus des opérations d'application de peintures par pistolet au sein de la cabine de peinture disposant de dispositifs de traitement ;
- aux rejets canalisés de particules provenant des opérations de décapage à sec via des grenaillieuses/sableuses des coques de bateaux au sein d'une enceinte de protection sous atmosphère contrôlée et dispositif de traitement.

MB92 exploite également une petite salle mélange et stratification au niveau de l'atelier Composite. Une réaction de polymérisation entre la résine et le durcisseur a lieu et des COV peuvent être émis. Toutefois, cette activité est réduite et très limitée (peu de solvant utilisé et faible fréquence d'exploitation). Ces rejets peuvent être considérés comme étant négligeables

**A noter que les navires accueillis dans le port industriel à flot comme à sec sont systématiquement raccordés au courant de quai. De ce fait, les nuisances liées au fonctionnement des moteurs sont marginales.**

#### **3.13.1. Les COV**

Des opérations de peinture ont lieu :

- dans la cabine MB92 disposant d'un système de filtration d'air ;
- dans la grande forme et sur les plateformes (4000 T, grande forme, moyenne plaisance) :
  - sous cocon, si application par pulvérisation, avec un système de filtration : filtres à charbons actifs et/ou filtres particuliers ;
  - à l'air libre seulement si application d'antifouling au rouleau/pinceau.

Concernant la qualité de l'air, LCS (La Ciotat Shipyards) a sollicité, dans le cadre du projet 4000 T, M. Albert Williemsens, expert international spécialisé dans les études environnementales liées au yachting. Son étude confirme que les émissions liées à l'activité du port demeurent conformes aux normes européennes et françaises.

Le site MB92 La Ciotat (sur la base des FDS des produits utilisés sur le site en 2018, 2019 et 2020) n'utilise pas de produit ayant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360d, H360f, H341 ou H351 ni de produit organique volatil halogéné.

Toutefois, il est à noter l'utilisation très occasionnelle du produit « Prop Speed », antifouling appliqué au pinceau sur les hélices des bateaux. Ce produit a la mention de danger H351 « Susceptible de provoquer le cancer ». Les quantités utilisées sont faibles : 146 kg en 2018, 124 kg en 2019 et 114 kg en 2020.

**Pour l'analyse réglementaire des rejets en COV, le seuil retenu provient de l'AM de la rubrique 1978.8 (100 mg/Nm<sup>3</sup>).**

### **3.13.2. Les poussières**

Les travaux de nettoyage/décapage à sec des coques des bateaux sont très occasionnelles, le décapage par jet haute pression étant privilégié.

Ces opérations via des grenailleuses ou sableuses se font sous une enceinte de protection avec atmosphère contrôlée et dispositif de traitement d'air. Par conséquent, les rejets liés aux opérations de nettoyage/décapage à sec des coques des bateaux sont contrôlés.

Le système de traitement d'air des cocons est complété par un outillage équipé d'aspiration des poussières pour le ponçage et / ou le nettoyage. Les dépôts de poussière de l'outillage sont retraités en usine après ramassage des déchets par une société agréée.

Il en est de même pour les opérations de nettoyage/décapage effectuées dans la cabine de peinture.

Les activités de menuiserie réalisées au sein de la Nef C du site disposent d'un circuit d'aspiration relié à une benne fermée de récupération.

L'atelier « composite » installé dans le hangar C dispose d'un système d'aspiration mécanique avec un filtre à poussières pour les opérations de ponçage. Des mesures ont été réalisées en novembre 2020.

Les résultats sont les suivants : Concentration poussières : 9,9 mg/Nm<sup>3</sup> et flux de 116 g/h. La concentration en poussières est très nettement inférieure au seuil réglementaire de l'AM du 12 mai 2020 (100 mg/Nm<sup>3</sup> si le flux est inférieur ou égal à 1kg/h).

**Pour l'analyse réglementaire des rejets en poussières et métaux, les seuils retenus proviennent de l'AM de la rubrique 2930.**

### **3.13.3. Détail des mesures réalisées en octobre 2020 au niveau des cocons**

#### **A. Mesures des COVt au niveau des cocons**

Des mesures ont été réalisées le 24 octobre 2020 lors d'une opération d'application de peinture sous cocon (Navire Hélios de 59 m de long et 11m de large). Des mesures de COVt ont été effectuées. Lors de cette opération, un cocon a été mis en place autour du yacht avec 13 points de rejet à l'atmosphère :

- 6 filtres à poussières : Il s'agit de filtres en fibres de verre (voir fiche technique FT - FDV 3 en annexe 3) qui captent les poussières mais aussi les over spray de peinture ;
- 6 filtres pour peinture de la Société PINMAR. Les filtres sont situés sur échafaudage ;
- 1 filtre à charbon. Le filtre à charbon est utilisé comme traitement secondaire après les filtres à poussières. Ce filtre est placé dans un caisson de filtration construit sur une maille d'échafaudage (cf fiche technique en annexe 4).

Les installations de filtration sont différentes selon le principe de filtration et ce que l'on souhaite capter. Les filtres à poussières servent à canaliser les poussières, le filtre charbon et les filtres de la société Pinmar sont utilisés pour canaliser les émissions de peinture (COVt). Tous les points de rejet sont équipés de filtres.

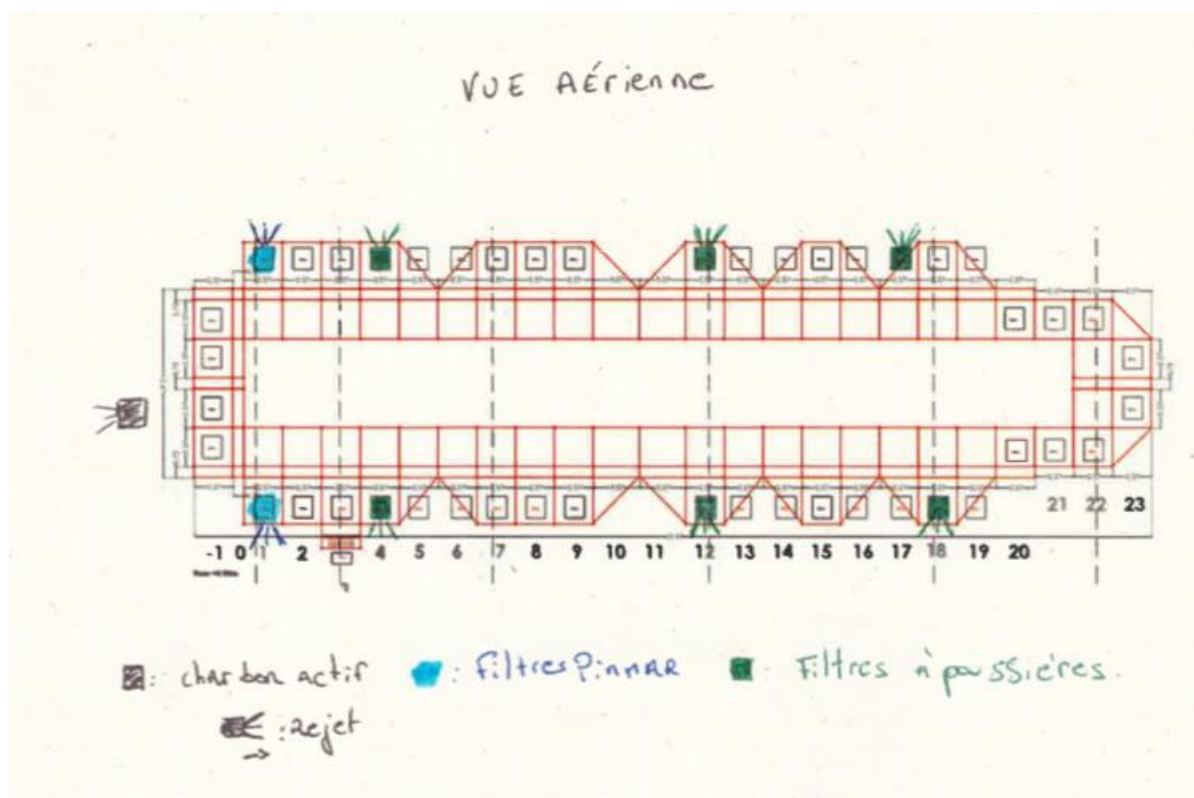
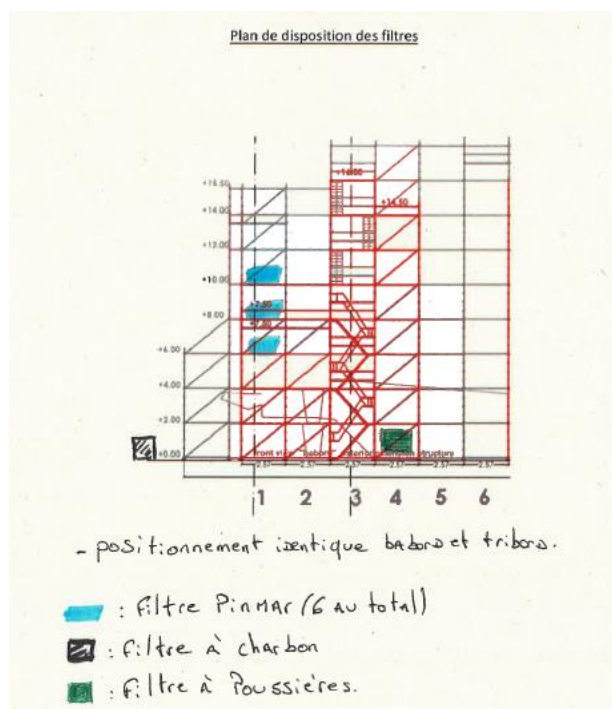
Les types de filtres utilisés peuvent varier en fonction de la société qui réalise l'opération d'application de peinture. Pour la campagne d'octobre 2020 c'était la société Pinmar.

Sur les 13 exutoires, les 2 exutoires contrôlés sont les suivants :

- Rejet en aval du filtre charbon actif : 51,9 mg/Nm<sup>3</sup> COVt (flux de 17,1 g/h)
- Rejet ventilateur n°359028 accès échafaudage (en aval filtre Pinmar) : 8,8 mg/Nm<sup>3</sup> COVt (flux de 7,6 g/h)

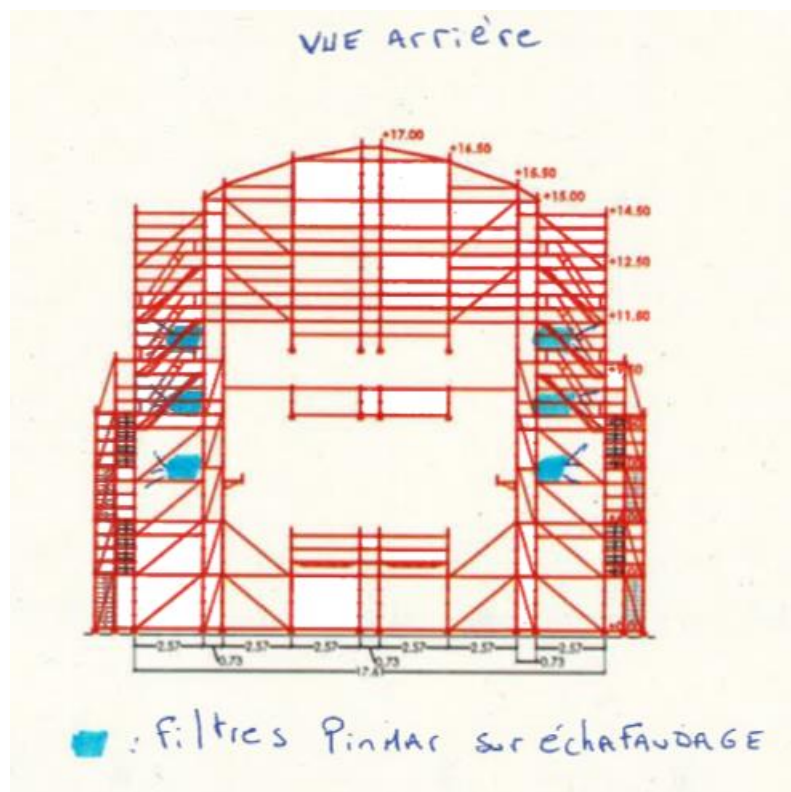
Les concentrations rejetées en COVt varient selon le positionnement de l'opération d'application de peinture par rapport à l'extraction. De plus, plus la vitesse de passage à travers le filtre est lente, meilleure est son efficacité.

**Les concentrations en COVt sont très inférieures au seuil réglementaire de l'AM de la rubrique 1978.8 (100 mg/Nm<sup>3</sup>).**



Tous les filtres sont situés au sol, sauf les 6 filtres de la société Pinmar qui sont sur échafaudages.

- 1 Mesure sur Rejet n°359028 accès échafaudage (le 24/10/2020 arrière tribord)  
Filtre bleu Pinmar en bas à gauche sur schéma.
- 1 Mesure sur Rejet sortie charbon actif (1 mesure aval le 24/10).



### **B. Mesures des poussières et métaux au niveau des cocons**

Des mesures ont été réalisées le 1er octobre 2020 lors d'une opération de ponçage sous cocon (campagne de mesure des rejets de poussières et métaux sur Hélios réalisé par Dekra le 01/10/2020) :

- Navire : Hélios 59 m de long et 11m de large : Bâchage échafaudage 60,11m de long et 22 m au plus haut.
- Mesures réalisées lors de phases de ponçage après application du primaire (545 Epoxy Primer), le 01/10/2020.
- Mesures réalisées sur 3 filtres à poussières (sur un total de 6), un à l'avant Bâbord, un à l'arrière-Tribord et un au milieu Tribord. Toutes les mesures de poussières sont effectuées en aval du filtre (filtres en fibres de verre, fiche technique FT - FDV 3 en annexe 3)

Conduit 1 : Cocon filtre à poussières arrière-Tribord



Conduit 2 : Cocon filtre à poussières milieu Tribord



Conduit 3 : Cocon filtre à poussières avant Bâbord





Tous les résultats obtenus sont bien en dessous des seuils de l'AM de la rubrique 2930, compte tenu de la reproduction de ses installations sur tous les projets, nous pouvons en déduire que les résultats seront sensiblement identiques pour les autres projets lors de phases de ponçage.

Les résultats en sortie de 3 exutoires, sur un total de 6 exutoires, sont les suivants :

Polluants	Valeur limite d'émission
<b>1. Poussières totales :</b>	
Si Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h <u>Mesure flux horaire :</u> Filtre 1, arrière Tribord : 0g/h Filtre 2, milieu Tribord : 0g/h Filtre 3, avant Bâbord : 0,20 g/h	<b>100 mg/m<sup>3</sup></b> <u>Mesure mg/m<sup>3</sup> :</u> Filtre 1, arrière Tribord : 0 mg/m <sup>3</sup> Filtre 2, milieu Tribord : 0 mg/m <sup>3</sup> Filtre 3, avant Bâbord : 0,041 mg/m <sup>3</sup>
Si Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	<b>40 mg/m<sup>3</sup></b> <u>Non concerné car flux horaire inférieur à 1kg/h</u>
<b>2. Métaux et composés de métaux</b> (gazeux et particulaires) : Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés	
Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés <b>dépasse 25 g/h</b> <u>Mesure flux horaire :</u> Filtre 1, arrière Tribord : 0,011g/h Filtre 2, milieu Tribord : 0,0036g/h Filtre 3, avant Bâbord : 0,0040g/h	<b>5 mg/m<sup>3</sup></b> (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn) <u>Non concerné car flux horaire inférieur à 25 g/h</u> <u>Mesure mg/m<sup>3</sup> :</u> Filtre 1, arrière Tribord : 0,0023mg/m <sup>3</sup> Filtre 2, milieu Tribord : 0,00077mg/m <sup>3</sup> Filtre 3, avant Bâbord : 0,00082mg/m <sup>3</sup>

**Les concentrations en métaux et poussières sont très nettement inférieures aux seuils réglementaires.**

### **3.13.4. Détail des mesures réalisées au niveau de la cabine de peinture**

La cabine est divisée en 4 zones distinctes avec 4 bouches d'extraction par zone mais seulement 8 exutoires en toiture car regroupement de certaines gaines de captation

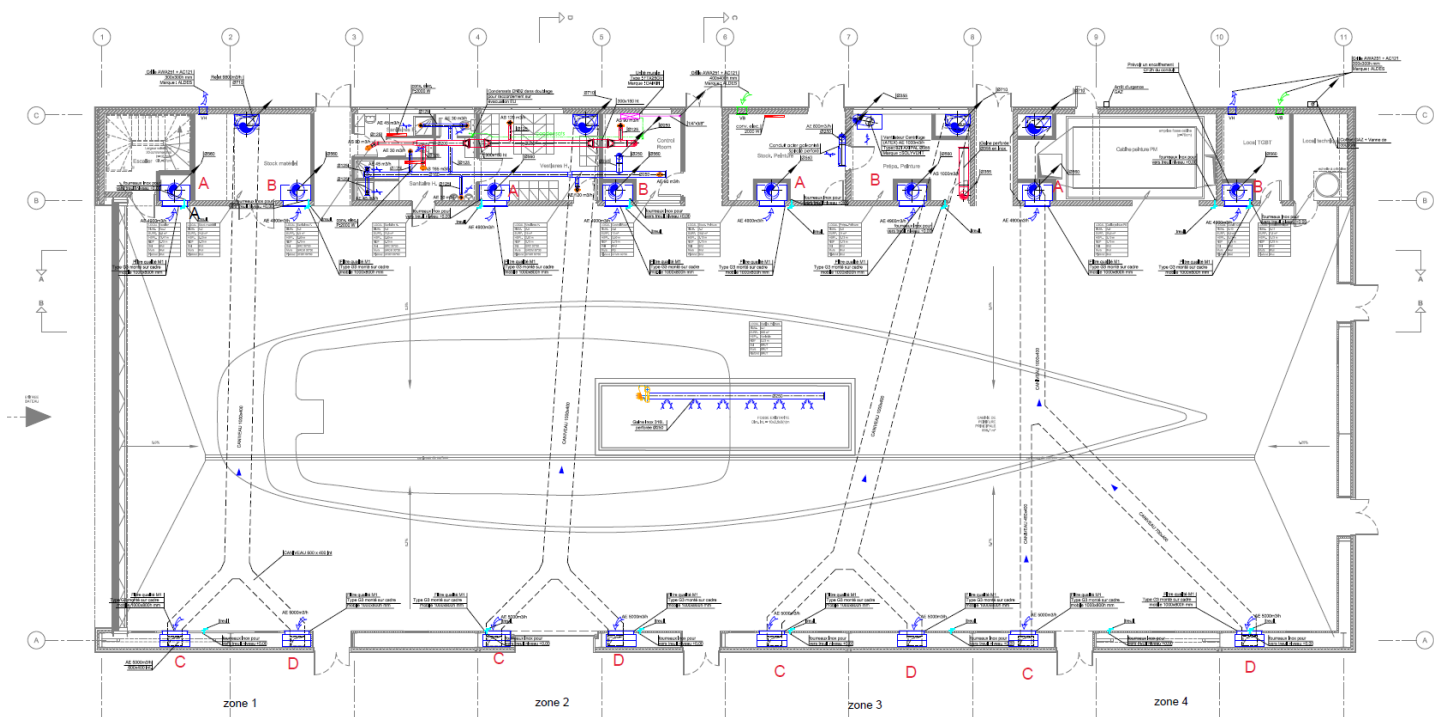
Des campagnes de mesure des rejets atmosphériques ont été réalisées au niveau des exutoires de la cabine de peinture en décembre 2020.

#### **A. Mesures de poussières et métaux en phase de ponçage après application du primaire époxydique bicomposants (awlgrip 545) : cabine de peinture**

Lors des mesures les extracteurs suivants étaient en fonction (voir plan) :

- 2A, 3A, 4A (tribord navire),
- 2C, 3C, 4C (bâbord navire)

Les 6 points de mesures sont tous en aval de la filtration sur les conduits d'extraction.



**Figure 7 : Localisation des extracteurs de la cabine de peinture**



Les résultats en sortie des 6 exutoires sont les suivants :

Polluants	Valeur limite d'émission
<b>1. Poussières totales :</b>	
<p>Si Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h</p> <p><u>Mesure flux horaire :</u>            Extracteur 2A : 18,3 g/h            Extracteur 2C+2D : 6,7 g/h            Extracteur 3A : 16,3 g/h            Extracteur 3C+3D : 25,7 g/h            Extracteur 4A : 7,3 g/h            Extracteur 4C+4D : 16,2 g/h</p> <p><b>Somme des flux : 90,5 g/h</b></p>	<p><b>100 mg/m<sup>3</sup></b></p> <p><u>Mesure mg/m<sup>3</sup> :</u>            Extracteur 2A : 2,3 mg/m<sup>3</sup>            Extracteur 2C+2D : 0,79 mg/m<sup>3</sup>            Extracteur 3A : 2 mg/m<sup>3</sup>            Extracteur 3C+3D : 3,2 mg/m<sup>3</sup>            Extracteur 4A : 2,2 mg/m<sup>3</sup>            Extracteur 4C+4D : 2,3 mg/m<sup>3</sup></p>
<p>Si Flux horaire est supérieur à 1 kg/h</p>	<p><b>40 mg/m<sup>3</sup></b>  <u>Non concerné car flux horaire inférieur à 1kg/h</u></p>
<b>2. Métaux et composés de métaux</b> (gazeux et particulaires) : Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés	
<p>Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés <b>dépasse 25 g/h</b></p> <p><u>Mesure flux horaire :</u>            Extracteur 2A : 0,65 g/h            Extracteur 2C+2D : 0,31 g/h            Extracteur 3A : 0,76 g/h            Extracteur 3C+3D : 0,75 g/h            Extracteur 4A : 0,41 g/h            Extracteur 4C+4D : 0,55 g/h</p> <p><b>Somme des flux : 3,43 g/h</b></p>	<p><b>5 mg/m<sup>3</sup></b> (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)  <u>Non concerné car flux horaire inférieur à 25 g/h</u></p> <p><u>Mesure mg/m<sup>3</sup> :</u>            Extracteur 2A : 0,0824 mg/m<sup>3</sup>            Extracteur 2C+2D : 0,036 mg/m<sup>3</sup>            Extracteur 3A : 0,094 mg/m<sup>3</sup>            Extracteur 3C+3D : 0,092 mg/m<sup>3</sup>            Extracteur 4A : 0,125 mg/m<sup>3</sup>            Extracteur 4C+4D : 0,078 mg/m<sup>3</sup></p>

**Les concentrations en métaux et poussières sont très nettement inférieures aux seuils réglementaires.**

#### **B. Analyses de COV en phase d'application du topcoat : cabine de peinture**

Les mesures ont été réalisées aux points suivants :

- 2 mesures sur l'extracteur 3B équipé de filtre à charbon et filtre particulaire G4, une mesure en amont, une en aval des filtres
- 1 mesure sur l'extracteur 2A équipé de filtre particulaire G4, en aval du filtre
- 1 mesure en aval du filtre particulaire sur l'extracteur 2C+2D en aval du filtre

Lors des mesures, les extracteurs suivants étaient en fonction :

- 2A, 3B, 4A (tribord navire),
- 2C, 3C, 4C (bâbord navire)

Sur les 6 exutoires, les résultats sur les 3 exutoires mesurés sont les suivants :

- Extracteur 2A aval filtre particulaire : **1 342 g/h et 161 mg/m<sup>3</sup>**
- Extracteur 2C+2D aval filtre particulaire : 48,5 g/h et 6,2 mg/m<sup>3</sup>
- Extracteur 3B amont filtre à charbon et filtre : 252 g/h et 303 mg/m<sup>3</sup>
- Extracteur 3B aval filtre à charbon et filtre : 157 g/h et 19,7 mg/m<sup>3</sup>

**Selon l'AM de la rubrique 1978.8, le seuil de rejet en COV est de 100 mg/Nm<sup>3</sup>.**

**Une seule mesure en aval du dispositif de filtration est non conforme.**

**La moyenne des 3 rejets est de 62,3 mg/m<sup>3</sup>, inférieure au seuil des 100 mg/m<sup>3</sup>.**

#### **3.13.5. Conclusion**

Les campagnes d'analyses effectuées en 2020, ont permis de tester les filtres à charbon comme solution éventuellement capable d'abattre ultérieurement les COV après la première filtration obtenue grâce aux filtres de type « paint stop », qui constituent le traitement standard mise en œuvre par MB92. Les résultats de ces tests ont montré que, dans les conditions réelles d'utilisation, les débits et les vitesses d'air à traiter sont trop importants pour que ce deuxième stade de filtration apporte un bénéfice significatif.

D'autre part, sur les différentes analyses présentées, une seule a une concentration en COV supérieure au seuil de 100 mg/m<sup>3</sup>. Il s'agit de la mesure sur la cabine de peinture en décembre 2020 : Extracteur 2A aval filtre particulaire : **1 342 g/h et 161 mg/m<sup>3</sup>**

Les filtres paint stop utilisés par MB92LC, qui affichent une capacité de rétention de peinture de 8000 g/m<sup>2</sup>, apparaissent donc globalement capables de maintenir dans la majorité des cas les concentrations des COV au rejet dans les limites imposées par l'AM.

Cependant MB92 demeure à la recherche de solutions techniques capables de diminuer les émissions de COV, soit par le biais de méthodes d'application permettant d'obtenir une meilleure efficacité de transfert (pourcentage de produit se retrouvant sur la surface à revêtir), comme par exemple la pulvérisation avec assistance électrostatique, soit à travers des nouvelles technologies de traitement des effluents.

**Les habitations les plus proches susceptibles d'être exposées aux sources d'émissions rejetées par le site (les rejets atmosphériques) sont situées à environ 200 m. A cette distance, la concentration en COV émis par le site est négligeable (forte dilution via le vent marin) et sans impact notable sur ces populations.**

**Concernant les cibles à l'intérieur des chantiers navals, il s'agit essentiellement du personnel travaillant dans les industries présentes dans l'enceinte des chantiers. Le temps de présence de ces personnes dans l'environnement de la forme est limité. Ces personnes sont suivies par la médecine du travail.**

**L'activité du site MB92 La Ciotat n'engendre donc pas d'impact sanitaire significatif.**

### **3.14. Pièce jointe n°21 : Gestion des émissions sonores**

Les sources de bruits liées au fonctionnement du MB92 proviennent des opérations effectuées sur les bateaux au sein de la forme et sur les plateformes (décapage, peintures, maintenance, ...).

Les équipements pour le travail du bois, des polymères, des pièces métalliques, ... sont effectuées à l'intérieur du hangar Nef C.

Concernant le trafic interne et externe engendré par l'activité de MB92, celui-ci est ponctuel et limité à quelques camions et camionnettes par jour.

Les installations fonctionnent seulement la journée. Une activité ponctuelle et occasionnelle peut avoir lieu en période nocturne selon les arrivées de bateaux.

Les navires accueillis dans le port industriel à flot comme à sec sont systématiquement raccordés au courant de quai et LCS investit régulièrement pour maintenir les puissances de raccordement au niveau des besoins des navires. De ce fait, les nuisances liées au fonctionnement des moteurs sont marginales.

Le projet 4000 T s'inscrit en totalité au sein de l'enceinte des chantiers navals. Les activités prévues sur la plateforme 4000 t sont similaires à celles déjà présentes aujourd'hui sur les chantiers navals. Les activités sont globalement peu bruyantes, et suffisamment éloignées des habitations ou masquées par les bâtiments des chantiers navals pour ne pas générer les nuisances pour les riverains.

L'étude acoustique réalisée dans le cadre de l'instruction du projet 4000 T, prenant en compte les activités actuelles des chantiers navals et le projet 4000 T, montre que dans la majorité des cas les habitations environnantes sont peu exposées au bruit du chantier naval. Les niveaux sont de l'ordre de 45 à 50 dB(A) en façade des bâtiments les plus exposés.

Dans certains cas extrêmes et peu fréquents (quelques heures par an), par exemple lors du sablage des coques des bateaux les plus rapprochés de la ville, les pressions acoustiques peuvent atteindre 53 dB(A) au niveau des habitations les plus proches au nord et 63 dB(A), au niveau du port vieux, niveaux qui ne mettent pas en jeu la santé humaine.

[Les résultats sont en annexe 17.](#)

### 3.15. Pièce jointe n°22 : Moyens de lutte contre l'incendie

Les principaux moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site sont les suivants :

#### Cabine de peinture :

- 8 Robinets Incendie Armés à l'intérieur de la cabine de peinture MB92 (DN33 de 30 mètres, 5 de plein pied et 3 à l'étage au niveau des chaufferies)
- Une colonne humide DN 70 ;

#### Hangar NEF C :

- Système d'extinction de mousse à haut foisonnement et Poste Incendie Additivés à l'intérieur de la Nef C (en cours de réfection) :
  - Création d'un système de détection incendie du hangar et des bureaux administratifs relié à un SSI (Système de sécurité incendie)
  - Création de 9 PIA (Poste d'Incendie Additivé) DN33 de 30 mètres dans le hangar
  - Création d'un système d'extinction de mousse à haut foisonnement pour le hangar constitué de 55 volumex (cône permettant la création de la mousse – mélange de l'eau dopé avec l'air), d'une citerne pour l'eau de 332m<sup>3</sup>, d'une citerne pour l'émulseur et d'un local incendie où se trouve le système de pompe thermique. Le hangar est compartimenté en 3 zones à déclenchement distinct.
- Systèmes de détection et d'alerte à l'intérieur des bâtiments (système de sécurité incendie SSI).

#### Concernant la grande forme, elle dispose des moyens suivants :

- Réseau incendie le long de la grande forme avec 2 poteaux incendie. Le réseau d'Adduction d'Eau Potable (AEP) des Chantiers Navals de La Ciotat est aussi utilisé comme réseau incendie avec une conduite en fonte DN 200 alimentant 2 poteaux incendie en DN 150 sous 8 bars. Le débit des poteaux incendie présents autour de la forme garanti par la SEM (Société des eaux de Marseille) est de 120 m<sup>3</sup>/h, comme c'est le cas sur l'ensemble du site des chantiers navals de la Ciotat. Le réseau incendie a été réaménagé lors des travaux de réhabilitation de la forme. Des tests de débit/pression ont été réalisés à la livraison des travaux et le réseau a été remis à la SEM qui assure le débit et la pression. Le dispositif a été validé par les pompiers de La Ciotat.
- 6 RIA mobiles autour de la forme connectés au réseau eau incendie.
- Un complément de débit est également apporté par les pompiers par la mise en place de lignes d'aspiration sur le plan d'eau.
- Sur le réseau incendie présent autour de la forme, 4 repiquages ont été réalisés pour l'alimentation du réseau anti incendie des bateaux stationnés dans la forme.

Les principaux de lutte contre l'incendie présents sur les navires, opérationnels en mer ou sur les terre-pleins sont conformes à la convention SOLAS (Safety of Life At Sea) :

- Extincteurs adaptés à tous les types de feu ;
- Gicleurs ou sprinklers ;
- Systèmes de détection et d'alerte.

Le SDIS 13 (Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône) a mis en place un PER, Plan Etablissement Répertoire, qui a pour objectif la mise en place logique, coordonnée et rapide de ses moyens et méthodes d'intervention destinés à faire face aux sinistres de toute nature, l'incendie en premier lieu. Il s'agit d'un outil stratégique d'aide à la décision qui sert de base au raisonnement tactique des premiers intervenants. Il apporte des renseignements sur le site tels que les accès ou les moyens de protection et de lutte contre l'incendie à demeure. Il contient les consignes d'intervention et les lieux à protéger en priorité.

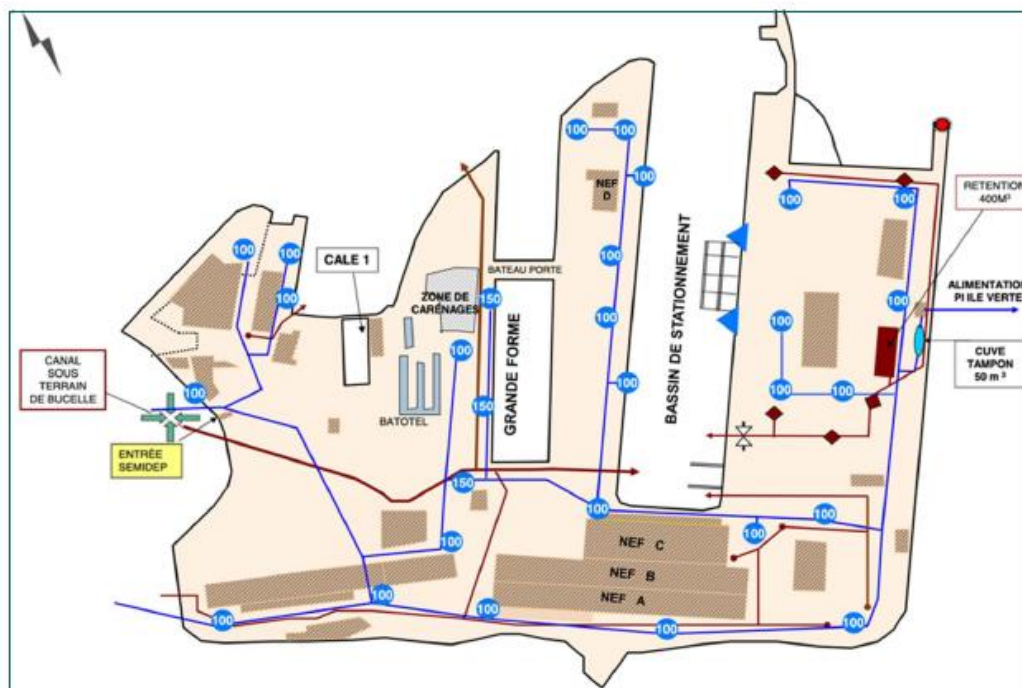


Figure 8 : Extrait du PER établi par le SDIS pour les chantiers navals de La Ciotat présentant les hydrants présents sur site

Ce plan sera mis à jour en intégrant le projet 4000 T en collaboration avec le SDIS, La Ciotat Shipyard et les différents exploitants (cf annexe 10).

Dans le cadre du projet « 4000 T », l'étude du risque incendie du projet a été réalisée par le SDIS. Elle a conduit à intégrer dans le projet des mesures contraignantes permettant d'atteindre un niveau de risque aussi bas que possible. Toutes ces mesures seront mises en œuvre dans le cadre des travaux.

Elles sont les suivantes :

- Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) :
  - La DECI sera assurée par la mise en place de 4 hydrants (poteau incendie) de 150 mm
  - L'implantation des hydrants a fait l'objet d'une concertation avec le SDIS et a été positionnée judicieusement sur la plateforme. Un des hydrants devant être positionné à moins de 150 m de l'entrée du site. Le besoin en fonctionnement sera de 2 x 120 m<sup>3</sup>/h.
- Isolement des unités : De manière à pouvoir accéder facilement au droit des navires stockés sur la plateforme, la distance de hauteur libre entre chaque bateau sera au minimum de 10 m. Il s'agit d'une contrainte forte puisqu'elle réduit le nombre de bateaux qu'il est possible de positionner sur l'aménagement. Le plan de masse final prévoit 18 m de hauteur libre entre chaque bateau.
- Gicleurs ou Sprinklers à l'intérieur des bateaux :
  - Ces systèmes sont opérationnels à flot et à terre sur la plateforme. Ils fonctionnent de façon autonome en cas de chaleur excessive dans le bateau due à un incendie. Ce système est mis en réseau au-dessus de la zone à protéger et comporte trois éléments constitutionnels : des têtes extinctrices (buses) vissées sur des canalisations, le tout relié à un poste de contrôle qui régule l'arrivée de l'eau.
  - Les moyens de lutte incendie interne au bateau permettent une intervention et une maîtrise rapide d'un départ de feu sur un yacht. Le réseau de défense incendie du bateau est toujours maintenu en état de fonctionnement durant sa présence sur le site. Le réseau incendie du bateau est raccordé au réseau incendie du chantier naval via des piquages. Les moyens de lutte incendie du bateau sont testés dès son arrivée.

Ces dispositions sont de nature à atteindre un niveau de risque aussi bas que possible.

Les moyens de rétention des eaux d'extinction incendie sont les suivants :

- **Projet 4000 t et autres plateformes techniques** : Conformément aux préconisations du SDIS, les eaux d'incendie ne pourraient pas se rejeter dans le port. Elles seraient piégées dans le réseau pluvial dont les différentes extrémités sont obturées par un système de type vanne martellière actionné par La Ciotat Shipyard.
- **Grande forme** : Pour la forme, les eaux d'extinction incendie seraient confinées à l'intérieur même de celle-ci via l'isolement du dispositif de traitement des eaux (arrêt des pompes de relevage du process de traitement).
- **Pour la moyenne plaisance**, le confinement des eaux se fait dans le réseau de collecte des eaux pluviales obturé par un système de type vanne martellière actionné par La Ciotat Shipyard.

### **Observations sur l'utilisation du rapport**

Ce rapport, ainsi que les cartes ou documents, et toutes autres pièces annexées constituent un ensemble indissociable ; en conséquence, l'utilisation qui pourrait être faite d'une communication ou reproduction partielle de ce rapport et annexes ainsi que toute interprétation au-delà des énonciations d'ANTEA ne saurait engager la responsabilité de celle-ci. Il en est de même pour une éventuelle utilisation à d'autres fins que celles définies pour la présente prestation. La prestation a été réalisée à partir d'informations extérieures non garanties par ANTEA ; sa responsabilité ne saurait être engagée en la matière.



**Annexe 1 : Documents démontrant l'antériorité du hangar NEF C et de la  
cabine de peinture sous la rubrique 2930.1.b**

## **Annexe 2 : Descriptif technique du projet de micro-station d'épuration conteneurisée**

### **Annexe 3 : Fiche technique FT - FDV 3 de filtres en fibres de verre**

#### **Annexe 4 : Fiche technique du filtre à charbon actif et caisson de filtration**

## **Annexe 5 : Protocole de suivi des rejets aqueux et résultats des analyses**

## **Annexe 6 : Résultats des analyses des rejets atmosphériques**

## **Annexe 7 : Exemple d'un dispositif complémentaire provisoire pour le traitement des eaux**

## **Annexe 8 : Plan de localisation des produits inflammables sur le site**



## **Annexe 9 : Antériorité et conformité de la NEF C à l'AM du 4 juin 2004**

## **Annexe 10 : Plan de localisation des voies engins pompiers**

## **Annexe 11 : Tests des débits des poteaux incendie**

## **Annexe 12 : Etude ATEX**

**Annexe 13 : Les plans d'implantation des systèmes de détection incendie de  
la Nef C et de la cabine de peinture**

## **Annexe 14 : Capacités de confinement**

## **Annexe 15 : Carnet de suivi des tours de refroidissement**

## **Annexe 16 : Résultats des analyses des tours de refroidissement**



## **Annexe 17 : Résultats des mesures sonores**

## **Annexe 18 : Plan de gestion des solvants**